102e ANNÉE
VOL. 102

N° 32
4439

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 8 août 1970

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Québec, Saturday, August 8, 1970

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday***, noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 35 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 15 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre, $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969 33015 — 1-52

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 35 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 15 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969 33015 — 1-52

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis No 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107).

Lettres patentes

Abattoir Mailhot inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1970, constituant en corporation: Georges Mailhot, homme d'affaires, Jacques Mailhot, contrôleur, et Normand Mailhot, étudiant, tous trois de 68, Landry, Saint-Norbert, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'abattage, de boucherie et de salaison et faire le commerce de produits alimentaires, épiceries, viandes, volailles et vivres d'éleveurs de toutes sortes, sous le nom de « Abattoir Mailhot inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune, 500 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 15,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Arthabaska, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2088-1970

Accessoires d'auto Roberval ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1970, constituant en corporation: Léger Tanguay, garagiste, 1067, Tremblay,

Letters Patent

Abattoir Mailhot inc.

Notice is given tha under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Mailhot, businessman, Jacques Mailhot, comptroller, and Normand Mailhot, student, all three of 68 Landry, Saint-Norbert, for the following purposes:

To operate a slaughterhouse, butchery and curing plant, and to deal in food products, groceries, meats, poultry and breeders' supplies of all kinds, under the name of "Abattoir Mailhot inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 1,000 common shares of $10 each, 500 class "A" preferred shares of $100 each and 15,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Arthabaska, judicial district of Arthabaska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2088-1970

Accessoires d'auto Roberval ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léger Tanguay, garage-keeper, 1067 Tremblay, Yvon Trembla ,

Yvon Tremblay, machiniste, 1093, Pelletier, et Claudette Arseneault, secrétaire, fille majeure, 753, boulevard St-Joseph, tous trois de Roberval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de moteurs, machines, leurs parties et accessoires, et autres instruments et appareils, sous le nom de « Accessoires d'auto Roberval ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2241-1970

Adanac Cleaners Inc.
Nettoyeurs Adanac inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Gérald Bédard, gérant, 621, boulevard Neptune, Dorval, Jean-Guy Bernier, comptable, 145-A, rue Saint-Philippe, Montréal, et Madeleine Home, secrétaire, fille majeure, 206-A, boulevard Marie-Victorin, Longueuil, pour les objets suivants:

S'établir nettoyeurs, sous le nom de « Adanac Cleaners Inc. — Nettoyeurs Adanac inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de $1 chacune et 25,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 430, boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 1643-1970

Aerodynamics Inspecting Co. (Québec) Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Morton Bell, 701, Bertrand, Saint-Laurent, Stanley Cytrynbaum, 234, Sheraton Drive, Montréal-Ouest, et Stephen Harper, 1212 ouest, des Pins, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire l'inspection, l'évaluation et l'essai de système de climatisation, de ventilation, de chauffage et autres, sous le nom de « Aerodynamics Inspecting Co. (Québec) Limited », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $0.10 chacune, 10,000 actions privilégiées, classe « A » de $1 chacune et 890 actions privilégiées, classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 1851-1970

Les Agences P. & G. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu

machinist, 1093 Pelletier, and Claudette Arseneault, secretary, spinster of the full age of majority, 753 St. Joseph Blvd., all three of Roberval, for the following purposes:

To manufacture and deal in motors, machines, their parts and accessories, and in other instruments and apparatus, under the name of "Accessoires d'auto Roberval ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Roberval, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 2241-1970

Adanac Cleaners Inc.
Nettoyeurs Adanac inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérald Bédard, manager, 621 Neptune Boulevard, Dorval, Jean-Guy Bernier, bookkeeper, 145-A St-Philippe Street, Montreal, and Madeleine Home, secretary, spinster of the full age of majority, 206-A Marie-Victorin Boulevard, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, under the name of "Adanac Cleaners Inc. — Nettoyeurs Adanac inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 15,000 common shares of $1 each and 25,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 430 Beaconsfield Boulevard, Beaconsfield, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615-o 1643-1970

Aerodynamics Inspecting Co. (Québec) Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Morton Bell, 701, Bertrand, Saint-Laurent, Stanley Cytrynbaum, 234 Sheraton Drive, Montreal West, and Stephen Harper, 1212 Pine West, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To inspect, evaluate and test air conditioning, ventilating, heating and other systems, under the name of "Aerodynamics Inspecting Co. (Québec) Limited", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $0.10 each, 10,000 class "A" preferred shares of $1 each and 890 class "B" preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615-o 1851-1970

Les Agences P. & G. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1970, constituant en corporation: Paul Denoncourt, 336, rue Ménard, Rouyn, Roger Guimont, 87, 20e Rue, tous deux secrétaires, et Alfred Leclerc, comptable, 165, 15e Rue, ces deux derniers de Noranda, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de véhicules automobiles, véhicules, instruments de ferme, instruments servant à l'exploitation forestière, bateaux, moteurs, véhicules de neige et tous leurs parties et accessoires, sous le nom de « Les Agences P. & G. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1861-1970

11th day of May 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Denoncourt, 336 Ménard Street, Rouyn, Roger Guimont, 87, 20th Street, both secretaries, and Alfred Leclerc, accountant, 165, 15th Street, the latter two of Noranda, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in motor vehicles, vehicles, farm implements, instruments used in lumbering, ships, motors, snowmobiles and all their parts and accessories, under the name of "Les Agences P. & G. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD,

35615 1861-1970

Les agences touristiques de Gaspé inc.
Gaspé Tourist Agencies Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de juin 1970, constituant en corporation: Jacques Gagnon, pharmacien, Ubald Roy, éducateur, et Maurray Miller, assureur, tous trois de Gaspé, pour les objets suivants:

Coordonner des activités et la récréation des voyageurs, sous le nom de « Les agences touristiques de Gaspé inc. — Gaspé Tourist Agencies Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Gaspé, district judiciaire de Gaspé.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1138-1970

Les agences touristiques de Gaspé inc.
Gaspé Tourist Agencies Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Gagnon, druggist, Ubald Roy, educator, and Maurray Miller, insurance agent, all three of Gaspé, for the following purposes:

To co-ordinate activities and recreation for travellers, under the name of "Les agences touristiques de Gaspé inc. — Gaspé Tourist Agencies Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Gaspé, judicial district of Gaspé.

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD,

35615 1138-1970

Ameublements Galmo inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1970, constituant en corporation: Maurice Provost, marchand, Pauline Dumaine, ménagère, épouse dudit Maurice Provost, tous deux de 88, Curé Martineau, Repentigny, et Aimé Provost, rentier, 2424, des Érables, Montréal, pour les bojets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Ameublements Galmo inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9076, boulevard St-Michel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2198-1970

Ameublements Galmo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Provost, merchant, Pauline Dumaine, housewife, wife of the said Maurice Provost, both of 88 Curé Martineau, Repentigny, and Aimé Provost, annuitant, 2424 des Érables, Montréal, for the following purposes:

To make and to deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Ameublements Galmo inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 9076 St-Michel Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD,

35615 2198-1970

L'Association des parents des élèves du Conservatoire de musique de Trois-Rivières

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Diane Héroux, ménagère, épouse de Maurice Dufresne, 730, Des Saules, Camille Langis, médecin, Madeleine Lamontagne, ménagère, épouse dudit Camille Langis, tous deux de 3175, boulevard St-Louis, Paul Boisvert, optométrite, Marie-Thérèse L. Boisvert, ménagère, épouse dudit Paul Boisvert, tous deux de 211, des Érables, Jean-Claude Leclerc, architecte, Louise Leclerc, ménagère, épouse dudit Jean-Claude Leclerc, tous deux de 45, de Boucherville, Thérèse Thérien, ménagère, épouse de Marcel Thérien, 1035, Desruisseaux, Denise Pouliot, ménagère, épouse de Gérard Pouliot, 3035, Lajoie, Gérard Sinotte, comptable, et Jacqueline Dorval, ménagère, épouse dudit Gérard Sinotte, ces deux derniers de 4115, Louis Franquet, tous de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Promouvoir et favoriser le bien intellectuel et culturel des élèves du conservatoire de musique de Trois-Rivières et promouvoir et défendre les intérêts des élèves, sous le nom de « L'Association des parents des élèves du Conservatoire de musique de Trois-Rivières ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1766-1970

L'Association des parents des élèves du Conservatoire de musique de Trois-Rivières

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Diane Héroux, housewife, wife of Maurice Dufresne, 730 Des Saules, Camille Langis, physician, Madeleine Lamontagne, housewife, wife of the said Camille Langis, both of 3175 Saint-Louis Boulevard, Paul Boisvert, optometrist, Marie-Thérèse L. Boisvert, housewife, wife of said Paul Boisvert, both of 211 Des Érables, Jean-Claude Leclerc, architect, Louise Leclerc, housewife, wife of said Jean-Claude Leclerc, both of 45 de Boucherville, Thérèse Thérien, housewife, wife of Marcel Thérien, 1035 Desruisseaux, Denise Pouliot, housewife, wife of Gérard Pouliot, 3035 Lajoie, Gérard Sinotte, accountant, and Jacqueline Dorval, housewife, wife of said Gérard Sinotte, the latter two of 4115 Louis Franquet, all of Trois-Rivières, for the following purposes:

To promote and foster the intellectual and cultural improvement of the students of the Music Conservatory of Trois-Rivières, and to promote and uphold the interests of the pupils, under the name of "L'Association des parents des élèves du Conservatoire de musique de Trois-Rivières".

The amount to which the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation is to be limited is $50,000.

The head office of the corporation is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1766-1970

Association professionnelle des Pharmaciens du Saguenay — Lac St-Jean inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Fernand-R. Martel, 918, rue Pierre-Bédard, Maurice Lagacé, 313, avenue du Séminaire, tous deux de Chicoutimi, et Claude Turcotte, 441, boulevard Ste-Geneviève, Chicoutimi-Nord, tous trois pharmaciens, pour objets suivants:

Promouvoir les intérêts des pharmaciens et améliorer le service aux clients, sous le nom de « Association professionnelle des Pharmaciens du Saguenay — Lac St-Jean inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immoblliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1181-1970

Association professionnelle des Pharmaciens du Saguenay — Lac St-Jean inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Fernand-R. Martel, 918 Pierre-Bédard Street, Maurice Lagacé, 313 Du Séminaire Avenue, both of Chicoutimi, and Claude Turcotte, 441 Ste-Geneviève Boulevard, Chicoutimi North, all three druggists, for the following purposes:

To promote the interests of pharmacists and to improve the service to customers, under the name of "Association professionnelle des Pharmaciens du Saguenay — Lac St-Jean inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is of $100,000.

The head office of the corporation is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1181-1970

Assurances Proteau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e

Assurances Proteau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies

jour de juin 1970, constituant en corporation: André Proteau, courtier d'assurances, Céline Gilbert, ménagère, épouse dudit André Proteau, tous deux de 7803, De Nantilly, Anjou, et Lorenzo Proteau, agent d'assurances, 2169, Prieur est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Assurances Proteau inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 670 actions ordinaires de $100 chacune et en 330 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7803, rue De Nantilly, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2542-1970

B. & L. Design Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1970, constituant en corporation: Richard Neil Blackie, 305, rue St-Charles, suite 412, Longueuil, Albert Ellis, 12, rue des Érables, Saint-Basile-le-Grand, Léonard Gauvreau, 124, rue Bon-Pasteur, Laval, Robert-V. Topping, 5115, rue Hertel, Pierrefonds, tous quatre techniciens, et Jean-Paul Bruneau, technologiste, 131, rue Bon-Pasteur, Laval, pour les objets suivants:

Faire l'évaluation, l'estimation, l'expertise et la surveillance, l'appréciation de toutes sortes de biens, propriétés et exploitations, sous le nom de « B. & L. Design Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1953-1970

Les Bas Diane inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1970, constituant en corporation: Leonard Simcoe, 476, Lethbridge, Mont-Royal, Tibor J. Lebovics, 5791, Trinity, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, et Bessie Peters, secrétaire, épouse de Dave Peters, 3805, Dupuis, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bas, lingerie, sous-vêtements, chaussures, merceries, vêtements pour la pluie, vêtements de toutes sortes et autres accessoires, sous le nom de « Les Bas Diane inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal,

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 1411-1970

Bergen inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu

and Cooperatives, incorporating: André Proteau, insurance broker, Céline Gilbert, housewife, wife of the said André Proteau, both of 7803 De Nantilly, Anjou, and Lorenzo Proteau, insurance agent, 2169 Prieur East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Assurances Proteau inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 670 common shares of $100 each and 330 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 7803 De Nantilly, Anjou, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 2542-1970

B. & L. Design Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richerd Neil Blackie, 305 St-Charles Street, suite 412, Longueuil, Albert Ellis, 12 Des Érables Street, Saint-Basile-le-Grand, Léonard Gauvreau, 124 Bon-Pasteur Street, Laval, Robert-V. Topping, 5115 Hertel Street, Pierrefonds, all four technicians, and Jean-Paul Bruneau, technologist, 131 Bon-Pasteur Street, Laval, for the following purposes:

To value, estimate, appraise and supervise all kinds of properties, estates and businesses, under the name of "B. & L. Design Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 1953-1970

Les Bas Diane inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Leonard Simcoe, 476 Lethbridge, Mount Royal, Tibor J. Lebovics, 5791 Trinity, Côte Saint-Luc, both advocates, and Bessie Peters, secretary, wife of Dave Peters, 3805 Dupuis, Montreal, for the following purposes:

To deal in stockings, lingerie, undergarments, footwear, haberdashery, rainwear, wearing apparel and other accessories of all kinds, under the name of "Les Bas Diane inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615-o 1411-1970

Bergen inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Paul Laberge, industriel, 30, du Bussy, Beauport, Jacques Taschereau, notaire, 315, avenue Laurier, Québec, et Pauline Cantin, secrétaire, fille majeure, 300, Valcartier, Loretteville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Bergen inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beauport, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1909-1970

Bernier & Day ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1970, constituant en corporation: Philippe Day, Nouvelle, Guy Bernier, Carleton, tous deux entrepreneurs, et Jean-Paul Bédard, comptable, 1033, route de l'Église, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de « Bernier & Day ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Carleton, district judiciaire de Bonaventure.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2092-1970

Bikini Boutique Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Adrienne Plante, couturière, veuve de Jean-Aimé Martineau, 1053, 44e Avenue, Laval, Georges-Émile Bergeron, menuisier, et Thérèse Martineau, marchande, épouse dudit Georges-Émile Bergeron, ces deux derniers de 365, Montée Sanche, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, articles en cuir et fourrures de toutes sortes, sous le nom de « Bikini Boutique Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,970 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 28, 6e Avenue, Laval, district judiciaire de Montreal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 981-1970

Rosaire Blain inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Rosaire Blain, commerçant, Ida Joyal, ménagère,

30th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Laberge, industrialist, 30 Du Bussy, Beauport, Jacques Taschereau, notary, 315 Laurier Avenue, Québec, and Pauline Cantin, secretary, spinster of the full age of majority, 300 Valcartier, Loretteville, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Bergen Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 100 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Beauport, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 1909-1970

Bernier & Day ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Philippe Day, Nouvelle, Guy Bernier, Carleton, both contractors, and Jean-Paul Bédard, accountant, 1033 Church Road, St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Bernier & Day ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 600 common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Carleton, judicial district of Bonaventure.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 2092-1970

Bikini Boutique Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrienne Plante, seamstress, widow of Jean-Aimé Martineau, 1053, 44th Avenue, Laval, Georges-Émile Berferon, carpenter, and Thérèse Martineau, merchant, wife of the said Georges-Émile Bergeron, the latter two of 365 Montée Sanche, Sainte-Thérèse West, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, leather goods and furs of all kinds, under the name of "Bikini Boutique Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $1 each and 3,970 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 28, 6th Avenue, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 981-1970

Rosaire Blain inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rosaire Blain, trader, Ida Joyal, housewife, wife of the said

épouse dudit Rosaire Blain, tous deux de Massueville, Aurèle Cartier, commis de bureau, Saint-Robert, et J.-Jacques Giasson, gérant, La Présentation, pour les objets suivants:

Exploiter des élévateurs, entrepôts et magasins, sous le nom de « Rosaire Blain inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Robert, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1805-1970

Boulanger excavation inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1970, constituant en corporation: Fernand Boulanger, entrepreneur, Béatrice Côté, ménagère, épouse dudit Fernand Boulanger, tous deux de 268, Ste-Ursule, Lucien Gagnon, entrepreneur, et Claudette Tremblay, ménagère, épouse dudit Lucien Gagnon, ces deux derniers de 632, St-Jean-Baptiste, tous quatre de Jonquière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en excavation, sous le nom de « Boulanger excavation inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 268, rue Ste-Ursule, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2033-1970

La Boutique Le Module inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1970, constituant en corporation: André-P. Casgrain, avocat, 1521, Sapinière, Annette Blais, 280, St-Laurent ouest, et Gisèle Labbé, 161, St-André, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de biens meubles, objets mobiliers, articles et marchandises qui se vendent généralement dans une boutique ou magasin faisant le commerce d'articles de maison, de bibelots et d'antiquités, sous le nom de « La Boutique Le Module inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est La Grande Place, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1927-1970

Boutique Marie-Pierre inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1970, constituant en corporation:

Rosaire Blain, both of Massueville, Aurèle Cartier, office clerk, Saint-Robert, and J.-Jacques Giasson, manager, La Présentation, for the following purposes:

To operate elevators, storehouses and stores, under the name of "Rosaire Blain inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Robert, judicial district of Richelieu.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1805-1970

Boulanger excavation inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Boulanger, contractor, Béatrice Côté, housewife, wife of the said Fernand Boulanger, both of 268 Ste-Ursule, Lucien Gagnon, contractor, and Claudette Tremblay, housewife, wife of the said Lucien Gagnon, the latter two of 632 St-Jean-Baptiste, all four of Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as excavating contractors, under the name of "Boulanger excavation inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 268 Ste-Ursule St., Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2033-1970

La Boutique Le Module inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André-P. Casgrain, advocate, 1521 Sapinière, Annette Blais, 280 Saint-Laurent West, and Gisèle Labbé, 161 Saint-André, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of Rimouski, for the following purposes:

To deal in all kinds of movables, furniture, goods and merchandise generally sold in shops or stores dealing in household furnishings, knick-knacks and antiques, under the name of "La Boutique Le Module inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at La Grande Place, Rimouski, judicial district of Rimouski.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1927-1970

Boutique Marie-Pierre inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mario Senécal,

Mario Senécal, directeur de funérailles, Marguerite Taboëka, ménagère, épouse dudit Mario Senécal, tous deux de 10855, Joseph Casavant, Montréal, Pierre Carignan, médecin, et Louise Senécal, ménagère, épouse dudit Pierre Carignan, ces deux derniers de 1137, Beatty, Verdun, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, tissus et articles de lingerie de toutes sortes, sous le nom de « Boutique Marie-Pierre inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 38,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2079-1970

Boutique Mil inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Gilles Brassard, homme d'affaires, Hélène Desrosiers, femme d'affaires, épouse dudit Gilles Brassard, tous deux de 602, Joffre, et Jacqueline Légaré, femme d'affaires, fille majeure, 1722, Jeanne-Mance, app. 2, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de biens mobiliers de tous genres et en particulier de vêtements pour hommes et pour femmes, sous le nom de « Boutique Mil inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2552, boulevard Sir Wilfrid Laurier, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1797-1970

Boutique Serane inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1970, constituant en corporation: Serge Senécal, marchand, Anna Constantineau, ménagère, épouse dudit Serge Senécal, tous deux de 8627, D'Artagnan, Saint-Léonard, et Jeanne D'Arc Dault, ménagère, épouse de René Senécal, 6445, Alexis Contant, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous genres de vêtements et chaussures, sous le nom de « Boutique Serane inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2398-1970

Brais Service Station Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du

undertaker, Marguerite Taboëka, housewife, wife of said Mario Senécal, both of 10855 Joseph Casavant, Montreal, Pierre Carignan, physician, and Louise Senécal, housewife, wife of said Pierre Carignan, the latter two of 1137 Beatty, Verdun, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, fabric and lingerie of all kinds, under the name of "Boutique Marie-Pierre inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 38,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Verdun, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2079-1970

Boutique Mil inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Brassard, businessman, Hélène Desrosiers, businesswoman, wife of said Gilles Brassard, both of 602 Joffre, and Jacqueline Légaré, businesswoman, spinster of the full age of majority, 1722 Jeanne-Mance, Apt. 2, all three of Québec, for the following purposes:

To deal in personal property of all kinds and particularly in men's and ladies' garments, under the name of "Boutique Mil inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 2552 Sir Wilfrid Laurier Boulevard, Sainte-Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1797-1970

Boutique Serane inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Serge Senécal, merchant, Anna Constantineau, housewife, wife of the said Serge Senécal, both of 8627 D'Artagnan, Saint-Léonard, and Jeanne D'Arc Dault, housewife, wife of René Senécal, 6445 Alexis Contant, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of clothing and footwear, under the name of "Boutique Serane inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2398-1970

Brais Service Station Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and

1er jour d'avril 1970, constituant en corporation: Claudette Champagne, administrateur, veuve de Fernand Brais, 4701, Radisson, Pierre Guindon, 1756, Place Beauchesne, Édouard Guindon, 2005, Sabatier, tous deux garagistes, tous trois de Montréal, et Maurice Gagnon, mécanicien, 46, Place Lecid, Repentigny, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Brais Service Station Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,950 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 12260, rue Sherbrooke est, Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1333-1970

Buanderie Trans-Gaspésienne inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1970, constituant en corporation: Jean Bergeron, gérant, Aurore Bernard, ménagère, épouse dudit Jean Bergeron, et May Cormier, ménagère, épouse de Adalbert Cyr, tous trois de Bonaventure, pour les objets suivants:

Faire affaires comme buandiers, sous le nom de « Buanderie Trans-Gaspésienne inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bonaventure, district judiciaire de Bonaventure.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1815-1970

C & F Specialty Sales Inc.
Ventes spécialisées C & F inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Max Bernfeld, 4635, avenue Clanranald, app. 104, Edward H. Bernfeld, 6240, avenue Westbury, tous deux de Montréal, et Jack B. Bovrove, 5615, avenue Cork, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une entreprise de ventes, se spécialisant dans la vente de la publicité et dans la publicité, sous le nom de « C & F Specialty Sales Inc.— Ventes spécialisées C & F inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1231 ouest, rue Sainte-Catherine, bureau 317, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 1518-1970

Cadet Cleaners Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e

Cooperatives, incorporating: Claudette Champagne, administrator, widow of Fernand Brais, 4701 Radisson, Pierre Guindon, 1756 Place Beauchesne, Édouard Guindon, 2005 Sabatier, both garage-keepers, all three of Montreal, and Maurice Gagnon, mechanic, 46 Place Lecid, Repentigny, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Brais Service Station Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $1 each and 3,950 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 12260 Sherbrooke Street East, Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1333-1970

Buanderie Trans-Gaspésienne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Bergeron, manager, Aurore Bernard, housewife, wife of the said Jean Bergeron, and May Cormier, housewife, wife of Adalbert Cyr, all three of Bonaventure, for the following purposes:

To carry on business as launderers, under the name of "Buanderie Trans-Gaspésienne inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Bonaventure, judicial district of Bonaventure.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1815-1970

C & F Specialty Sales Inc.
Ventes spécialisées C & F inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Max Bernfeld, 4635 Clanranald Avenue, Apt. 104, Edward H. Bernfeld, 6240 Westbury Avenue, both of Montreal, and Jack B. Bobrove, 5615 Cork Avenue, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a sales organization specializing in advertising sales and publicity, under the name of "C & F Specialty Sales Inc.— Ventes spécialisées C & F inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 1231 Ste-Catherine Street West, suite 317, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615-o 1518-1970

Cadet Cleaners Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies

jour de juin 1970, constituant en corporation: Robert James Bassermann, avocat, 59, avenue Isabella, Ella Ruth Heck, fille majeure, 625, avenue Roselawn, et Jane Horning, épouse de James Horning, 20, avenue Prince-Arthur, 19-H, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Toronto, pour les objets suivants:

S'établir nettoyeurs à sec, presseurs, teinturiers, buandiers et remettre en état les vêtements, tissus, articles et ameublement de maison, sous le nom de « Cadet Cleaners Limited », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 1503-1970

Les cantines Juneau ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1970, constituant en corporation: Philippe Juneau, commerçant, Claire St-Pierre, ménagère, épouse dudit Philippe Juneau, et Jacques Juneau, chef-cuisinier, tous trois de Pointe-du-Lac, pour les objets suivants:

Exploiter des cantines, sous le nom de « Les cantines Juneau ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 600 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2140-1970

Léo Carle inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Patrick Long, avocat, 1425, Jacques Lemaistre, Annette Daignault, fille majeure, 5231, Globert, tous deux de Montréal, et Jocelyne Poirier, épouse de Nil Poirier, 1293, 1re Avenue, app. 6, Pointe-aux-Trembles, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Léo Carle inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Maniwaki, district judiciaire de Labelle.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1844-1970

Carrier Auto Parts (1970) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de juin 1970, constituant en corporation: Jocelyn Carrier, garagiste, Saint-Louis-de-Pin-

and Cooperatives, incorporatnig: Robert James Bassermann, solicitor, 59 Isabella Avenue, Ella Ruth Heck, spinster, 625 Roselawn Avenue, and Jane Horning, wife of James Horning, 20 Prince Arthur Avenue, 19-H, the latter two secretaries, all three of Toronto, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, pressers, dyers, launderers and repairers of clothing, fabrics, goods and household furnishings, under the name of "Cadet Cleaners Limited", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615-o 1503-1970

Les cantines Juneau ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Philippe Juneau, trader, Claire St-Pierre, housewife, wife of the said Philippe Juneau, and Jacques Juneau, head chef, all three of Pointe-du-Lac, for the following purposes:

To operate canteens, under the name of "Les cantines Juneau ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 600 preferred shares of $50 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 2140-1970

Léo Carle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Patrick Long, advocate, 1425 Jacques Lemaistre, Annette Daignault, spinster of the full age of majority, 5231 Globert, both of Montreal, and Jocelyne Poirier, wife of Nil Poirier, 1293, 1st Avenue, Apt. 6, Pointe-aux-Trembles, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Léo Carle inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Maniwaki, judicial district of Labelle.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 1844-1970

Carrier Auto Parts (1970) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jocelyn Carrier, garage-keeper, Saint-Louis-de-Pintendre,

tendre, André Tardif, commerçant, 20, Bégin, Saint-Romuald-d'Etchemin, et Denis Lemieux, mécanicien, 29, Commerciale, Saint-Télesphore, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, camions, tracteurs et autres véhicules à moteur, ainsi que tous instruments aratoires, sous le nom de « Carrier Auto Parts (1970) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 20, rue Bégin, Saint-Romuald-d'Etchemin, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2666-1970

André Tardif, trader, 20 Bégin, Saint-Romuald-d'Etchemin, and Denis Lemieux, mechanic, 29 Commerciale, Saint-Télesphone, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, trucks, tractors and other motor-vehicles, as well as all farm implements, under the name of "Carrier Auto Parts (1970) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 20 Bégin Street, Saint-Romuald-d'Etchemin, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 2666-1970

Le Club Datsunamis de Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Dominique De Lannoy, représentant, 654, De Norvège, Sainte-Foy, Gilles Gagnon, vérificateur, 1649, Jeanne-Mance, Micheline Mondor, secrétaire, fille majeure, 1105, Belvédère, app. 402B, tous deux de Québec, et Albert Simard, bibliothécaire, 56, Deschênes, Notre Dame-des-Laurentides, pour les objets suivants:

Promouvoir la pratique du sport automobile chez les membres, sous le nom de « Le club Datsunamis de Québec inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est 1105, avenue Belvédère, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1937-1970

Le Club Datsunamis de Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Dominique De Lannoy, representative, 654 De Norvège, St. Foy, Gilles Gagnon, verifier, 1649 Jeanne-Mance, Micheline Mondor, secretary, spinster of the full age of majority, 1105 Belvédère, Apt. 402B, both of Québec, and Albert Simard, librarian, 56 Deschênes, Notre-Dame-des-Laurentides, for the following purposes:

To promote the practise of automobiling as a sport among its members, under the name of "Le club Datsunamis de Québec inc.".

The amount to which the annual income from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at 1105 Belvédère Ave., Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 1937-1970

Club de chasse et pêche Beaulieu et Hardy inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Beaulieu, menuisier, Saint-Jean-des-Piles, Léo-Paul Beaulieu, inspecteur, 101, Auguste-Lacaille, Boucherville, Ovide Beaulieu, chef opérateur, 2733, St-Jean, Shawinigan, Odilon Hardy, rentier, Sainte-Flore, et Jacques Beaulieu, contremaître, 10911, avenue Pelletier, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Favoriser le sport de la chasse et de la pêche, sous le nom de « Club de chasse et pêche Beaulieu et Hardy inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $600.

Le siège social de la corporation est à Saint-Jean-des-Piles, district judiciaire de Saint- Maurice.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1817-1970

Club de chasse et pêche Beaulieu et Hardy inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gilles Beaulieu, joiner, Saint-Jean-des-Piles, Léo-Paul Beaulieu, inspector, 101 Auguste-Lacaille, Boucherville, Ovide Beaulieu, chief operator, 2733 St-Jean, Shawinigan, Odilon Hardy, annuitant, Sainte-Flore, and Jacques Beaulieu, foreman, 10911 Pelletier Avenue, Montreal North, for the following purposes:

To encourage hunting and fishing, under the name of "Club de chasse et pêche Beaulieu et Hardy inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is $600.

The head office of the corporation is at Saint-Jean-des-Piles, judicial district of Saint-Maurice.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 1817-1970

Club des loisirs-danse Le Marquis inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1970, constituant encorporation sans capital-actions: Gilles Larouche, inspecteur, Gilberte Millette, ménagère, épouse dudit Gilles Larouche, et Zita Charron, rentière, veuve de Louis-Philippe Larouche, tous trois de 2635, Laplume, Tracy, pour les objets suivants:

Établir un club social, sous le nom de « Club des loisirs-danse Le Marquis inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 464-1970

Club de tennis d'Alma inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1970, constituant en corportion sans capital-actions: David Noël, commis, 17, Mill Road, app. 10, Gilles Girard, dessinateur, 260, Racine, et Michel Verreault, professeur, 932, des Oeillets, tous trois d'Alma, pour les objets suivants:

Former un club sportif et promouvoir en particuler le sport du tennis, sous le nom de « Club de tennis d'Alma inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2321-1970

Club Performance Napierville (PERNA) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Michel Charbonneau, professeur, Jean-Claude Fortin, camionneur, Jean-Guy Larose, courtier, Pierre Beaulieu, comptable, et Fernand Foucault, commerçant, tous cinq de Napierville, pour les objets suivants:

Créer un club sportif, sous le nom de « Club Performance Napierville (PERNA) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est à Napierville, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1000-1970

Club Pro-fi-co limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies,

Club des loisirs-danse Le Marquis inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gilles Larouche, inspector, Gilbert Millette, housewife, wife of said Gilles Larouche, and Zita Charron, annuitant, widow of Louis-Philippe Larouche, all three of 2635 Laplume, Tracy, for the following purposes:

To establish a social club, under the name of "Club des loisirs-danse Le Marquis inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is $100,000.

The head office of the corporation is at Tracy, judicial district of Richelieu.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 464-1970

Club de tennis d'Alma inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: David Noël, clerk, 17 Mill Road, Apt. 10, Gilles Girard, designer, 260 Racine, and Michel Verreault, professor, 932 Des Oeillets, all three of Alma, for the following purposes:

To form a sports club and particularly to promote tennis, under the name of "Club de tennis d'Alma inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is $100,000.

The head office of the corporation is at Alma, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 2321-1970

Club Performance Napierville (PERNA) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Michel Charbonneau, professor, Jean-Claude Fortin, truck driver, Jean-Guy Larose, broker, Pierre Beaulieu, accountant, and Fernand Foucault, trader, all five of Napierville, for the following purposes:

To organize a sports club, under the name of "Club Performance Napierville (PERNA) inc.".

The amount to which the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation is to be limited is $20,000.

The head office of the corporation is at Napierville, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 1000-1970

Club Pro-fi-co limitée

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1970, have been issued by

il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Arsenault, administrateur, 10912, Tanguay, J.-Clément Gélinas, 135, Sherbrooke est, David L'Espérance, 636, Davaar, Gérard Morin, 1980, Sauvé est, tous trois hommes d'affaires, Pierre Joubert, manufactutier, 4000, boulevard Maisonneuve, tous cinq de Montréal, Louis-Philippe Brosseau, ingénieur, 7600, d'Aubigny, Henri-Paul Morin, homme d'affaires, 7627, Curé Clermont, tous deux d'Anjou, André Joubert, commerçant, 20, Guérin, Boucherville, Jacques Plourde, médecin, 3370, LaChesnaie, Sainte-Foy, et Sarto Perreault, industriel, 420, Monique, Saint-Jérôme, pour les objets suivants:

Grouper les personnes intéressées au développement économique, industriel et commercial et promouvoir leurs connaissances dans ces domaines, sous le nom de « Club Pro-fi-co limitée ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 446-1970

the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roger Arsenault, administrator, 10912 Tanguay, J.-Clément Gélinas, 135 Sherbrooke East, David L'Espérance, 636 Davaar, Gérard Morin, 1980 Sauvé East, all three businessmen, Pierre Joubert, manufacturer, 4000 Maisonneuve Blvd., all five of Montreal, Louis-Philippe Brosseau, engineer, 7600 d'Aubigny, Henri-Paul Morin, businessman, 7627 Curé Clermont, both of Anjou, André Joubert, trader, 20 Guérin, Boucherville, Jacques Plourde, physician, 3370 LaChesnaie, St. Foy, and Sarto Perreault, industrialist, 420 Monique, Saint-Jérôme, for the following purposes:

To group together those persons interested in economic, industrial and commercial development, and to promote their knowledge of such fields, under the name of "Club Pro-fi-co limitée".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 446-1970

Club social T.C.L. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mai 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Frappier, Pierre Salvail, tous deux avocats, et Cécile Péloquin, secrétaire, fille majeure, tous trois de 70, du Roi, Sorel, pour les objets suivants:

Établir un club social, sous le nom de « Club social T.C.L. inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1791-1970

Club social T.C.L. inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean Frappier, Pierre Salvail, both advocates, and Cécile Péloquin, secretary, spinster of the full of majority, all three of 70 du Roi, Sorel, for the following purposes:

To organize a social club, under the name of "Club social T.C.L. inc.".

The amount to which the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation is to be limited is $100,000.

The head office of the corporation is at Tracy, judicial district of Richelieu.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1791-1970

Colonie de vacances de Rémigny inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Bertrand, professeur, Earlton, Georges Brouillard, conseiller en main d'oeuvre, 165, 18e Rue, Noranda, Lucille Bourgouin, professeur, épouse d'André Bourgouin, 470, Dallaire, Louise Julien, ménagère, épouse de Roland Julien, 93-E, Iberville, toutes deux de Rouyn, et Adélard Matte, prêtre, Rémigny, pour les objets suivants:

Établir et exploiter une colonie de vacances, sous le nom de « Colonie de vacances de Rémigny inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Colonie de vacances de Rémigny inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gérard Bertrand, professor, Earlton, Georges Brouillard, labour adviser, 165, 18th Street, Noranda, Lucille Bourgouin, professor, wife of André Bourgouin, 470 Dallaire, Louise Julien, housewife, wife of Roland Julien, 93-E Iberville, both of Rouyn, and Adélard Matte, priest, Rémigny, for the following purposes:

To establish and operate a summer camp, under the name of "Colonie de vacances de Rémigny inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is $200,000.

Le siète social de la corporation est à Rémigny, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le sous-ministre des institut ons financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2021-1970

The head office of the corporation is at Rémigny, judicial district of Rouyn-Noranda.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 2021-1970

Community Legal Services Inc.
Les Services juridiques Communautaires inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Masse, 6635, Ernest-Lavigne, Victor Gauthier, 3510, Édouard-Montpetit, app. 128, Mark Feldman, 4720, Circle Road, Ian Rose, 3280, Ridgewood, app. 14, Alan Schwartz, 4812, Bourret, app. 207, tous cinq étudiants en droit, Bernard Grenier, 3797, Lacombe, tous six de Montréal, Pierre Meunier, 907, Hartland, Outremont, et William David Angus, 636, avenue Murray Hill, Westmount, ces trois derniers avocats, pour les objets suivants:

Promouvoir, obtenir et mettre à la disposition du public des services juridiques, sous le nom de « Community Legal Services Inc. — Les Services juridiques Communautaires inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 156-1970

Community Legal Services Inc.
Les Services juridiques Communautaires inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Claude Masse, 6635 Ernest-Lavigne, Victor Gauthier, 3510 Édouard-Montpetit, Apt. 128, Mark Feldman, 4720 Circle Road, Ian Rose, 3280 Ridgewood, Apt. 14, Alan Schwartz, 4812 Bourret, Apt. 207, all five law students, Bernard Grenier, 3797 Lacombe, all six of Montreal, Pierre Meunier, 907 Hartland, Outremont, and William David Angus, 636 Murray Hill Avenue, Westmount, the latter three advocates, for the following purposes:

To promote and obtain legal services to be put at the disposal of the public, under the name of "Community Legal Services Inc. — Les Services juridiques Communautaires inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is $50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 156-1970

Compagnie terre armée T.N. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Raymond Lette, 27, McNider, Jean Biron, 3500, Ridgewood, et Jean-Pierre Sutto, 5160, Gatineau, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, sous le nom de « Compagnie terre armée T.N. inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1658-1970

Compagnie terre armée T.N. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Lette, 27 McNider, Jean Biron, 3500 Ridgewood, and Jean-Pierre Sutto, 5160 Gatineau, all three advocates of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a construction company, under the name of "Compagnie terre armée T.N. inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 1658-1970

Contrôle L.F. (1970) ltée
L.F. Control (1970) Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1970, constituant en corporation: Jean Lambert, gérant, Margaret Brazel, ménagère, épouse dudit Jean Lambert, tous deux de 16, Hyman Drive, Dollard-des-Ormeaux, et Fernand Fortin, industriel, 410, Léger, Granby, pour les objets suivants:

Contrôle L.F. (1970) ltée
L.F. Control (1970) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Lambert, manager, Margaret Brazel, housewife, wife of the said Jean Lambert, both of 16 Hyman Drive, Dollard-des-Ormeaux, and Fernand Fortin, industrialist, 410 Léger, Granby, for the following purposes:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de « Contrôle L.F. (1970) ltée — L.F. Control (1970) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires de $100 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 435, rue Robinson sud, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1241-1970-o

D.K.I. Enterprises Corporation Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1970, constituant en corporation: Clarence A. Fiske, 1212 ouest, des Pins, Montréal, Charles E. Emery, 356, avenue Montclair, Rosemère, et Yves Lauzon, 365, 38e avenue, Lachine, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, marchandises, articles, services, bien personnels, objets de toutes sortes pour l'industrie et le commerce, sous le nom de « D.K.I. Enterprises Corporation Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1760, avenue de l'Église, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 1301-1970

La Dauphine, haute coiffure jeunesse inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1970, constituant en corporation: Ben Schecter, Stephen J. Roth, tous deux avocats, et Meta Hope, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un salon de coiffure, sous le nom de « La Dauphine, haute coiffure jeunesse inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3545, chemin de la Côte ces Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 2185-1970

Destouro Enterprises Ltd.
Les Entreprises Destouro ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Robert Destounis, pharmacien, 1782, Van Horne, Outremont, Julian Kotler, 5806, Hudson, Côte Saint-Luc, et Stanley R. Shuster, 7400, Sherbrooke, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "Contrôle L.F. (1970) ltée — L.F. Control (1970) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of $100 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 435 Robinson St. South, Granby, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 1241-1970

D.K.I. Enterprises Corporation Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Clarence A. Diske, 1212 Pine West, Montreal, Charles E. Emery, 356 Montclair Avenue, Rosemère, and Yves Lauzon, 365, 38th Avenue, Lachine, all three advocates, for the following purposes:

To deal in products, merchandise, goods, services, personal property, subjects of trade and commerce of every kind, under the name of "D.K.I. Enterprises Corporation Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 1760 Church Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615-o 1301-1970

La Dauphine, haute coiffure jeunesse inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ben Schecter, Stephen J. Roth, both advocates, and Meta Hope, secretary, spinster, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a beauty salon, under the name of "La Dauphine, haute coiffure jeunesse inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of $1 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 3545 Côte des Neiges Road, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615-o 2185-1970

Destouro Enterprises Ltd.
Les Entreprises Destouro ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Destounis, pharmacist, 1782 Van Horne, Outremont, Julian Kotler, 5806 Hudson, Côte Saint-Luc, and Stanley R. Shuster, 7400 Sherbrooke, Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Destouro Enterprises Ltd.— Les Entreprises Destouro ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 1930-1970

Les disques Eureka inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Mario-R. Girard, Pierre Laforest, tous deux avocats, et Herby Dumoulin, professeur, tous trois de 4858, Côte des Neiges, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme producteurs, réalisateurs, impressarios, agents et conseillers de récitals, spectacles de variétés et de music-hall, sous le nom de « Les disques Eureka inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4650, avenue Clanranald, suite 18, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1918-1970

Drummond Textile Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1970, constituant en corporation: Louis Morin, notaire, 204, rue Hériot, Réal Leclerc, et Robert Béliveau, ces deux derniers comptables, de 480, rue St-Jean, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tissus de toutes sortes, sous le nom de « Drummond Textile Ltd. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2117-1970

E H C O Electronic Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1970, constituant en corporation: Patrick Vallée, avocat, Émérilda Doiron, ménagère, épouse dudit Patrick Vallée, tous deux de 277, Roi du Nord, et Alexis Cloutier, rentier, 3420, Ste-Rose, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer, faire le commerce, l'entretien et la réparation d'appareils de radio, télévision, acces-

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Destouro Enterprises Ltd.— Les Entreprises Destouro ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615-o 1930-1970

Les disques Eureka inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mario-R. Girard, Pierre Laforest, both advocates, and Herby Dumoulin, professor, all three of 4858 Côte des Neiges, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as producers, impresarios, agents and consultants for recitals, variety shows and music-hall shows, under the name of "Les disques Eureka inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and 3,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 4650 Clanranald Ave., suite 18, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 1918-1970

Drummond Textile Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Morin, notary, 204 Hériot Street, Réal Leclerc and Robert Béliveau, the latter two accountants, of 480 Saint-Jean Street, all three of Drummondville, for the following purposes:

To deal in fabrics of all kinds, under the name of "Drummond Textile Ltd.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 2117-1970

E H C O Electronic Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Patrick Vallée, advocate, Émérilda Doiron, housewife, wife of said Patrick Vallée, both of 277 Roi du Nord, and Alexis Cloutier, annuitant, 3420 Sainte-Rose, all three of Laval, for the following purposes:

To manufacture, to deal in, to maintain and repair radio and television sets, electrical and

soires électriques et électroniques, instruments de musique, et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « E H C O Electronic Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2067-1970

Eastern Parking Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1970, constituant en corporation: John A. Cameron, administrateur, 3620, Ridgewood, Jean Sabata, secrétaire, 5980, Hadley, tous deux de Montréal, et Bennie Kravitz, avocat, 2370, rue Gold, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exploiter des terrains de stationnement, des terrains, édifices, biens immobiliers et toutes sortes d'aménagements, d'entrepôts et de lieux d'entreposage, sous le nom de « Eastern Parking Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 2071-1970

L'École de voile du club de Yacht de Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Beaudet, 760, Place Philippe, Claude Gendron, 645, Charron, tous deux courtiers, Claude Ruel, 1273, de l'Église, tous trois de Sainte-Foy, Gérard Fecteau, 9, Plage St-Laurent, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, Jacques Ouellet, 2007, Lafontaine, tous trois industriels, Roland Couillard, entrepreneur, 1216, Gouverneurs, Louis Lehoux, médecin, 1330, Patenaude, Lucien Mainguy, architecte, 1045, Chaumont, Jacques Fortier, comptable, 1045, Mont St-Denis, et Richard Drouin, avocat, 1780, Côte Gignac, ces six derniers de Sillery, pour les objets suivants:

Promouvoir et développer le sport du yachting en général, sous le nom de « L'École de voile du club de Yacht de Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2123-1970

Elenco Productions Inc.
Les productions Elenco inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a

electronic accessories, musical instruments and all their parts and accessories, under the name of "E H C O Electronic Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2067-1970

Eastern Parking Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John A. Cameron, executive, 3620 Ridgewood, Jean Sabata, secretary, 5980 Hadley, both of Montreal, and Bennie Kravitz, advocate, 2370 Gold Street, Saint-Laurent, for the following purposs:

To operate parking lots, lands, buildings, immovables and all kinds of parking facilities, warehouses and places of storage, under the name of "Eastern Parking Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615-o 2071-1970

L'École de voile du club de Yacht de Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jacques Beaudet, 760 Place Philippe, Claude Gendron, 645 Charron, both brokers, Claude Ruel, 1273 Church Road, all three of St. Foy, Gérard Fecteau, 9 Plage St-Laurent, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, Jacques Ouellet, 2007 Lafontaine, all three industrialists, Roland Couillard, contractor, 1216 Gouverneurs, Louis Lehoux, physician, 1330 Patenaude, Lucien Mainguy, architect, 1045 Chaumont, Jacques Fortier, accountant, 1045 Mont St-Denis, and Richard Drouin, advocate, 1780 Côte Gignac, the latter six of Sillery, for the following purposes:

To promote and develop yachting in general, under the name of "L'École de voile du club de Yacht de Québec inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2123-1970

Elenco Productions Inc.
Les productions Elenco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1970, have been issued by the

accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1970, constituant en corporation: Daniel Arzrouni, cinéaste, Sonia Arzrouni, ménagère, épouse dudit Daniel Arzrouni, tous deux du 5410, Côte Saint-Luc, app. #2, Côte Saint-Luc, Allan C. Avrith, cinéaste, et Grace A. Avrith, ménagère, épouse dudit Allan C. Avrith, ces deux derniers du 2450, chemin Athlone, Mont-Royal, pour les objets suivants:

S'établir directeurs et agents de productions théâtrales, et dans l'édition, la distribution et l'enregistrement de la musique, sous le nom de « Elenco Productions Inc.— Les productions Elenco inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 2190-1970

Entreprise Deslandres inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Denis David, 2625, Fleury, Pierre Lalumière, 9502, 25e Avenue, tous deux de Montréal, et Jean-Guy Langlois, 1570, St-Georges, app. 1, Longueuil, tous trois comptables, pour les objets suivants:

Exploiter une compagnie de fabrication de meubles et de décoration intérieure, sous le nom de « Entreprise Deslandres inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montreal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1846-1970

Les entreprises Béland inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1970, constituant en corporation: Paul Chassé, avocat, 331, Celanese, Louis Morin, notaire, 204, Hériot, et Benoit Messier, agent d'immeubles, 193, Lindsay, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Solliciter des contrats de publicité et promouvoir des campagnes de publicité, sous le nom de « Les entreprises Béland inc. », avec un capital divisé en 50,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 121, Killoran, Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1398-1970

Les Entreprises Cot-Mar ltée
Cot-Mar Enterprises Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu

Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Daniel Arzrouni, cinematographer, Sonia Arzrouni, housewife, wife of the said Daniel Arzrouni, both of 5410 Côte St. Luc, #2, Côte Saint-Luc, Allan C. Avrith, film producer, and Grace A. Avrith, housewife, wife of the said Allan C. Avrith, the latter two of 2450 Athlone Road, Mount Royal, for the following purposes:

To deal as principals and agents in theatrical productions, and the publishing, releasing and recording of music, under the name of "Elenco Productions Inc.— Les productions Elenco inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615-o 2190-1970

Entreprise Deslandres inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis David, 2625 Fleury, Pierre Lalumière, 9502, 25th Ave., both of Montreal, and Jean-Guy Langlois, 1570 St-Georges, Apt. 1, Longueuil, all three accountants, for the following purposes:

To operate a furniture manufactory and an interior decorating company, under the name of "Entreprise Deslandres inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1846-1970

Les entreprises Béland inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Chassé, advocate, 331 Celanese, Louis Morin, notary, 204 Hériot, and Benoit Messier, realtor, 193 Lindsay, all three of Drummondville, for the following purposes:

To ask for advertising contracts and to promote publicity compaigns, under the name of "Les entreprises Béland inc.", with a capital stock divided into 50,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 121 Killoran, Drummondville, judicial district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1398-1970

Les Entreprises Cot-Mar ltée
Cot-Mar Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Gilles Laurin, Sainte-Anne-de-Bellevue, Ovila Marcotte, 545, Place Berthelot, tous deux ferblantiers, et Marcel Surprenant, inspecteur, 10210, boulevard Lévesque, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles et marchandises fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Les Entreprises Cot-Mar ltée — Cot-Mar Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1870-1970

Les entreprises G.G.R.L. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Paul Chassé, avocat, Michel Houle, stagiaire, et Pauline Fecteau, secrétaire, fille majeure, tous trois de 193, Lindsay, Drummondville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les entreprises G.G.R.L. inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1635-1970

Les Entreprises Giopigi inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partei de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1970, constituant en corporation: Gilles Laberge, maître d'hôtel, 75, des Lilas ouest, Giovanni Maur, dessinateur, 426, des Saules est, tous deux de Québec, Piero Peirolo, hommes d'affaires, 8240, de Limoges, Charlesbourg, et Paul Mercure, avocat, 1351, avenue Maguire, Sillery, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, salles à manger, bistrots et bars-salons, sous le nom de « Les Entreprises Giopigi inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1489-1970

Les entreprises T. Levert ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies,

28th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Laurin, Sainte-Anne-de-Bellevue, Ovila Marcotte, 545 Berthelot Place, both tinsmiths, and Marcel Surprenant, inspector, 10210 Lévesque Boulevard, the latter two of Laval, for the following purposes:

To deal in articles and merchandise made in whole or in part out of wood or metal, under the name of "Les Entreprises Cot-Mar ltée — Cot-Mar Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 commons hares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1870-1970

Les entreprises G.G.R.L. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Chassé, advocate, Michel Houle, articled student, and Pauline Fecteau, secretary, spinster of the full age of majority, all three of 193 Lindsay, Drummondville, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les entreprises G.G.R.L. inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1634-1970

Les Entreprises Giopigi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Laberge, head-waiter, 75 Des Lilas west, Giovanni Maur, designer, 426 Des Saules East, both of Québec, Piero Peirolo, businessman, 8240 de Limoges, Charlesbourg, and Paul Mercure, advocate, 1351 Maguire Avenue, Sillery, for the following purposes:

To operate restaurants, dining-rooms, pubs and bars, under the name of "Les Entreprises Giopigi inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1489-1970

Les entreprises T. Levert ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1970, have been issued by the

il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1970, constituant en corporation: Thérèse Levert, secrétaire, fille majeure, 2559, Charland, Noël Carpentier, vendeur, 1747, Poupart, tous deux de Montréal, et Jean-Hugues Hayeur, homme d'affaires, Jardins D'Oka, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de « Les entreprises T. Levert ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1208, Beaubien est, suite 104, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2197-1970

Erik of Copenhagen Salon Boutique Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Erik Jensen, coiffeur, 5999, Monkland, Montréal, Saul Morris, notaire, 89, chemin Hampstead, Hampstead, Joachim Suwald, ingénieur industriel, et Inegebord Dimme, coiffeuse, épouse dudit Joachim Suwald, ces deux derniers du 277, place des Érables, Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard, pour les objets suivants:

Tenir une boutique pour dames, sous le nom de « Erik of Copenhagen Salon Boutique Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5999, Monkland, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 1432-1970

Eurimport (Montreal) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1970, constituant en corporation: André Simard, 176, Roi-du-Nord, Laval, Laurier Gatien, 5360, de Lanaudière, tous deux hommes d'affaires, et Colette des Roches, secrétaire, fille majeure, 3435, Laurier est, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Eurimport (Montreal) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1597-1970

Fédération de la Balle molle du Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu

Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Thérèse Levert, secretary, spinster of the full age of majority, 2559 Charland, Noël Carpentier, salesman, 1747 Poupart, both of Montreal, and Jean-Hugues Hayeur, businessman, Jardins D'Oka, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Les entreprises T. Levert ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 1208 Beaubien East, suite 104, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2197-1970

Erik of Copenhagen Salon Boutique Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Erik Jensen, hairdresser, 5999 Monkland, Montreal, Saul Morris, notary, 89 Hampstead Road, Hampstead, Joachim Suwald, industrial engineer, and Inegeborg Dimme, hairdresser, wife of the said Joachim Suwald, the latter two of 277 Place des Érables, Saint-Raphaël-de-l'Ile-Bizard, for the following purposes:

To operate a ladies boutique, under the name of "Erik of Copenhagen Salon Boutique Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 5999 Monkland, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615-o 1432-1970

Eurimport (Montreal) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Simard, 176 Roi-du-Nord, Laval, Laurier Gatien, 5360 de Lanaudière, both businessmen, and Colette des Roches, secretary, spinster of the full age of majority, 3435 Laurier East, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all products, articles and merchandise, under the name of "Eurimport (Montreal) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $10 each and 350 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1597-1970

Fédération de la Balle molle du Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the

de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Claude Mercure, 697, Auteuil, Claude Ouellette, 956, Fréchette, tous deux de Laval, et Jacques Mochon, 9129, Louisiane, Saint-Léonard, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de la balle molle et les jeux similaires, sous le nom de « Fédération de la Balle molle du Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobliliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2228-1970

Ferdier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1970, constituant en corporation: Ferdinand Didier junior, commerçant, Madeleine Dugas, ménagère, épouse dudit Ferdinand Didier junior, tous deux de Causapscal, et Lise Saint-Pierre, secrétaire, fille majeure, Amqui, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Ferdier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Causapscal, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2507-1970

Ferme Massicotte inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1970, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, 1, Place Laval, Laval, Denise D. Girard, épouse de Georges Girard, 1681, Sauvé est, et Ginette Huneault, fille majeure, 7283, Berri, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des fermes et entreprises agricoles, sous le nom de « Ferme Massicotte inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2660, rang St-Jean, Saint-Maurice, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1959-1970

Le Fil d'argent de Gatineau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Léo Demers, commis de bureau,

26th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation withour share capital: Jean-Claude Mercure, 697 Auteuil, Claude Ouellette, 956 Fréchette, both of Laval, and Jacques Mochon, 9129 Louisiane, Saint-Léonard, all three advocates, for the following purposes:

To promote softball and similar sports, under the name of "Fédération de la Balle molle du Québec inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable which the corporation may acquire and hold is of $100,000.

The head office of the corporation is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2228-1970

Ferdier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ferdinand Didier, Jr., trader, Madeleine Dugas, housewife, wife of the said Ferdinand Didier, Jr., both of Causapscal, and Lise Saint-Pierre, secretary, spinster of the full age of majority, Amqui, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Ferdier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Causapscal, judicial district of Rimouski.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2507-1970

Ferme Massicotte inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Lalande, advocate, 1 Laval Place, Laval, Denise D. Girard, wife of Georges Girard, 1681 Sauvé East, and Ginette Huneault, spinster of the full age of majority, 7283 Berri, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To operate farms and agricultural undertakings, under the name of "Ferme Massicotte inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2660 Saint-Jean range, Saint-Maurice, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1959-1970

Le Fil d'argent de Gatineau inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Léo Demers, office clerk,

460, Principale, Alexandre Primeau, rentier, Dora Fortier, ménagère, épouse dudit Alexandre Primeau, tous deux de 313, rue Hêtu, Victor Pouliotte, électricien, Thérèse Sanche, ménagère, épouse dudit Victor Pouliotte, tous deux de 476, rue Millar, Conrad Guilbeault, traducteur, et Desneiges Mercier, ménagère, épouse dudit Conrad Guilbeault, ces deux derniers de 48, Lafayette, tous de Gatineau, pour les objets suivants:

Établir et maintenir un club social, sous le nom de « Le Fil d'argent de Gatineau inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est boulevard St-René, Gatineau, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1680-1970

460 Main, Alexandre Primeau, annuitant, Dora Fortier, housewife, wife of said Alexandre Primeau, both of 3131 Hêtu Street, Victor Pouliotte, electrician, Thérèse Sanche, housewife, wife of said Victor Pouliotte, both of 476 Millar Street, Conrad Guilbeault, translator, and Desneiges Mercier, housewife, wife of said Conrad Guilbeault, the latter two of 48 Lafayette, all of Gatineau, for the following purposes:

To establish and support a social club, under the name of "Le Fil d'argent de Gatineau inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is $10,000.

The head office of the corporation is at St-René Boulevard, Gatineau, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1680-1970

Les Fondations J.-Ls Courcy, inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1970, constituant en corporation: Jean-Louis Courcy, entrepreneur, Claire Cimon, ménagère, épouse dudit Jean-Louis Courcy, tous deux de Sainte-Flavie, et Jean-Paul Poirier, soudeur, Mont-Joli, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les Fondations J.-Ls Courcy, inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2068-1970

Les Fondations J.-Ls Courcy, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Louis Courcy, contractor, Claire Cimon, housewife, wife of said Jean-Louis Courcy, both of Sainte-Flavie, and Jean-Paul Poirier, welder, Mont-Joli, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Les Fondations J.-Ls Courcy, inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2068-1970

Fonds Maréchal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1970, constituant en corporation: Viateur Lapierre, directeur artistique, 95, Les Pins, Marcel Lapierre, représentant, 1820, Gérard, Maurice Lapierre, agent d'assurances, 13, Croissant de Venise, Jacques Lapierre, agent d'immeubles, 7, Croissant de Venise, tous quatre de Laval, et Pierre-Émile Cyr, administrateur, 7210, de Normanville, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Fonds Maréchal inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1820, rue Gérard, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2106-1970

Fonds Maréchal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bezring date the 19th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Viateur Lapierre, artistic director, 95 Les Pins, Marcel Lapierre, representative, 1820 Gérard, Maurice Lapierre, insurance agent, 13 Croissant de Venise, Jacques Lapierre, real estate agent, 7 Croissant de Venise, all four of Laval, and Pierre-Émile Cyr, administrator, 7210 de Normanville, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Fonds Maréchal inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1820 Gérard Street, Laval, judicial district of Montréal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2106-1970

Foyer jeunesse de St-Prime inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Henri Roy, Gaston Duchesne, tous deux professeurs, et Louis-de-France Gagnon, principal, tous trois de 270, boulevard Lévesque, Saint-Félicien, pour les objets suivants:

Établir et exploiter des centres d'éducation, sous le nom de « Foyer jeunesse de St-Prime inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $150,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Prime, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 693-1970

Foyer jeunesse de St-Prime inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Henri Roy, Gaston Duchesne, both professors, and Louis-de-France Gagnon, principal, all three of 270 Lévesque Blvd., Saint-Félicien, for the following purposes:

To establish and operate educational centers, under the name of "Foyer jeunesse de St-Prime inc.".

The amount to which the annual income from the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $150,000.

The head office of the corporation is at Saint-Prime, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 693-1970

G.L.B. transport inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1970, constituant en corporation: Henri Courtemanche, Mont-Laurier, Jehan Perdriau, 2113, Jean-Talon est, Montréal, tous deux avocats, et Denyse Huguet, secrétaire, fille majeure, 233, Lafayette, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « G.L.B. transport inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2105-1970

G.L.B. transport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri Courtemanche, Mont-Laurier, Jehan Perdriau, 2113 Jean-Talon East, Montreal, both advocates, and Denyse Huguet, secretary, spinster of the full age of majority, 233 Lafayette, Laval, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "G.L.B. transport inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Mont-Laurier, judicial district of Labelle.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2105-1970

Gagnon Auto Parts (1970) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1970, constituant en corporation: Ivan Sabourin, Roland Sabourin, tous deux avocats, de 39, rue St-Jacques, et Germaine Harbeck, secrétaire, fille majeure, 121, rue Champlain, tous trois de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, avions, bateaux, machineries aratoires, ainsi que leurs parties et accessoires, sous le nom de « Gagnon Auto Parts (1970) Inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Napierville, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1807-1970

Gagnon Auto Parts (1970) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ivan Sabourin, Roland Sabourin, both advocates, 39 St-James Street, and Germaine Harbeck, secretary, spinster of the full age of majority, 121 Champlain Street, all three of St. John's, for the following purposes:

To deal in automobiles, air craft, boats, farm implements, as well as their parts and accessories, under the name of "Gagnon Auto Parts (1970) Inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 1,500 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Napierville, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1807-1970

C. J. Gaudet inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies,

C. J. Gaudet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1970, have been issued by the

il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1970, constituant en corporation: Camil Gaudet, boulanger, Saint-Grégoire-le-Grand, Gaston Fontaine, 1907, Cardin, Tracy, et Charles Gagnon, 71, Turcotte, Sorel, ces deux derniers comptables, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de « C. J. Gaudet inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 380 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Grégoire-le-Grand, district judiciaire de Nicolet.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2046-1970

Gestion Modulaire inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1970, constituant en corporation: Jean-Pierre Cadorette, homme d'affaires, Jeanne-Mance Gagné, ménagère, épouse dudit Jean-Pierre Cadorette, tous deux de 822, Monseigneur Grandin, et Remy-G. Giroux, notaire, 3083, Quatre-Bourgeois, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion, sous le nom de « Gestion Modulaire inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciqire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2116-1970

Gicamar inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Laurent Laberge, homme d'affaires, 2, Massenet, Beauport, Jacques Taschereau, notaire, 315, avenue Laurier, Québec, et Pauline Cantin, secrétaire, fille majeure, 300, Valcartier, Loretteville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Gicamar inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beauport, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1896-1970

H.K.W. Distributors Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1970, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, 5872, Ferncroft, Asher Kahn, 489, Dufferin, tous deux de Hampstead, et Jeffrey Brull, 6505, Côte Saint-Luc, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Camil Gaudet, baker, Saint-Grégoire-le-Grand, Gaston Fontaine, 1907 Cardin, Tracy, and Charles Gagnon, 71 Turcotte, Sorel, the latter two accountants, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners and biscuits manufacturers, under the name of "C. J. Gaudet inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $10 each and 380 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Grégoire-le-Grand, judicial district of Nicolet.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2046-1970

Gestion Modulaire inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Pierre Cadorette, businessman, Jeanne-Mance Gagné, housewife, wife of said Jean-Pierre Cadorette, both of 822 Monseigneur Grandin, and Remy-G. Giroux, notary, 3083 Quatre-Bourgeois, all three of St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as a management company, under the name of "Gestion Modulaire inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2116-1970

Gicamar inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Laurent Laberge, businessman, 2 Massenet, Beauport, Jacques Taschereau, notary, 315 Laurier Avenue, Québec, and Pauline Cantin, secretary, spinster of the full age of majority, 300 Valcartier, Loretteville, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Gicamar inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 100 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Beauport, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1896-1970

H.K.W. Distributors Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Yanofsky, 5872 Ferncroft, Asher Kahn, 489 Dufferin, both of Hampstead, and Jeffrey Brull, 6505 Côte St-Luc, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « H.K.W. Distributors Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 55 ouest, avenue du Mont-Royal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 2122-1970

To deal in all kinds of goods, wares and merchandise, under the name of "H.K.W. Distributors Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 55 Mount Royal Avenue West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615-o 2122-1970

Henry's Fun & Party Centre Inc.
Chez Henri, centre d'amusement & de fêtes inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Alan Barry Goldberg, 4679, Côte Sainte-Catherine, Montréal, Eric Steven Ludwick, 5750, Lockewood, Côte Saint-Luc, tous deux administrateurs, et Reevin Pearl, avocat, 5745, chemin de la Côte Saint-Luc, Hampstead, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Henry's Fun & Party Centre Inc. — Chez Henri, centre d'amusement & de fêtes inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 1626-1970

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alan Barry Goldberg, 4679 Côte St-Catherine, Montreal, Eric Steven Ludwick, 5750 Lockewood, Côte Saint-Luc, both executives, and Reevin Pearl, advocate, 5745 Côte Saint-Luc Road, Hampstead, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Henry's Fun & Party Centre Inc. — Chez Henri, centre d'amusement & de fêtes inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615-o 1626-1970

Ideal Amusements (Montreal) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de mai 1970, constituant en corporation: Roger Spénard, commerçant, Gertrude Boulé, ménagère, épouse dudit Roger Spénard, Monique Spénard, professeur, fille majeure, tous trois de 7610, Dollier, Saint-Léonard, et Jean Spénard, commis de bureau, 4821, Curateau, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines, jouets ou appareils servant au divertissement du public, sous le nom de « Ideal Amusements (Montreal) Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $20 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1602-1970

Ideal Amusements (Montreal) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Spénard, trader, Gertrude Boulé, housewife, wife of said Roger Spénard, Monique Spénard, professor, spinster of the full age of majority, all three of 7610 Dollier, Saint-Léonard, and Jean Spénard, office clerk, 4821 Curateau, Montreal, for the following purposes:

To deal in machines, toys or apparatus being used for public amusement, under the name of "Ideal Amusements (Montreal) Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $20 each and 100 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1602-1970

Imexcan Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1970, constituant en corporation:

Imexcan Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jules Dupré,

Jules Dupré, 160, Pagnuelo, Outremont, Jean Gagnon, 715, Closse, Saint-Lambert, tous deux avocats, et Huguette Grisé, secrétaire, fille majeure, 4, Wilson, Saint-Mathias, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous genres de matériels, articles et équipements industriels, leurs parties et accessoires, sous le nom de « Imexcan Inc. », avec un capital total $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1824-1970

Imprimerie Idéale inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Marcel Gosselin, 15, Côté, André Picard, 110, St-Joseph, tous deux imprimeurs, et Yves Dorval, marchand, 140, St-Joseph, tous trois de Lauzon, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Imprimerie Idéale inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lauzon, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1339-1970

Imprimerie Mont-Laurier ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1970, constituant en corporation: Réjean Pagé, commerçant, Étienne Bérubé, et Bernard Daviault, ces deux derniers imprimeurs, tous trois de Mont-Laurier, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, graveurs et lithographes, sous le nom de « Imprimerie Mont-Laurier ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1920-1970

Les Investissements L'O-Vin ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1970, constituant en corporation: Jean-Pierre Côté, 9, rue de l'Église, Jean-Romuald Vaillancourt, 10, rue Auclair, tous deux hommes d'affaires, et Rémi Samson, économiste, 640, rue Notre-Dame, tous trois de Notre-Dame-des-Laurentides, pour les objets suivants:

160 Pagnuelo, Outremont, Jean Gagnon, 715 Closse, Saint-Lambert, both advocates, and Huguette Grisé, secretary, spinster of the full age of majority, 4 Wilson, Saint-Mathias, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of materials, articles and industrial equipment, their parts and accessories, under the name of "Imexcan Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 1824-1970

Imprimerie Idéale inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Gosselin, 15 Côté, André Picard, 110 St-Joseph, both printers, and Yves Dorval, merchant, 140 St-Joseph, all three of Lauzon, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers, engravers, book binders and in other similar trades, under the name of "Imprimerie Idéale inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Lauzon, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 1339-1970

Imprimerie Mont-Laurier ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réjean Pagé, trader, Étienne Bérubé, and Bernard Daviault, the latter two printers, all three of Mont-Laurier, for the following purposes:

To carry on business as printers, engravers, and lithographers, under the name of "Imprimerie Mont-Laurier ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Mont-Laurier, judicial district of Labelle.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 1920-1970

Les Investissements L'O-Vin ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Pierre Côté, 9 de l'Église Street, Jean-Romuald Vaillancourt, 10 Auclair Street, both businessmen, and Rémi Samson, economist, 640 Notre-Dame Street, all three of Notre-Dame-des-Laurentides, for the following purposes:

Faires affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Investissements L'O-Vin ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Notre-Dame-des-Laurentides, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1546-1970

Jibos inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Jean-H. Lafleur, 34, Fernlea Crescent, Montréal, Jacques Gilbert, 200, Du Dauphiné, Saint-Lambert, et Robert M. Skelly, 3060, Louis-Paré, Lachine, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Jibos inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1847-1970

Joseph Enterprises Inc.
Les Entreprises Joseph inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1970, constituant en corporation: Irving Shapiro, 4957, Isabella, Montréal, Michael Worsoff, 7925, chemin Kingsley, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, et Beverley Nowell, secrétaire, épouse de Peter Nowell, 482, Verchères, Greenfield Park, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de vêtements, mercerie et textiles, ainsi que de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Joseph Enterprises Inc.— Les Entreprises Joseph inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 1951-1970

Kebcan Enterprises Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1970, constituant en corporation: Yvon Daigle, technicien, Brome, Joseph-André Durocher, notaire, 120, rue Child, Coaticook, et Jean Huot, avocat, 2004, avenue Royale, Courville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Kebcan Enter-

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Investissements L'O-Vin ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Notre-Dame-des-Laurentides, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1546-1970

Jibos inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-H. Lafleur, 34 Fernlea Crescent, Montreal, Jacques Gilbert, 200 Du Dauphiné, Saint-Lambert, and Robert M. Skelly, 3060 Louis-Paré, Lachine, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Jibos inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1847-1970

Joseph Enterprises Inc.
Les Entreprises Joseph inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Shapiro, 4957 Isabella, Montreal, Michael Worsoff, 7925 Kingsley Road, Côte Saint-Luc, both advocates, and Beverley Nowell, secretary, wife of Peter Nowell, 482 Verchères, Greenfield Park, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of wearing apparel, haberdashery, and textiles, as well as all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Joseph Enterprises Inc.— Les Entreprises Joseph inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615-o 1951-1970

Kebcan Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Daigle, technician, Brome, Joseph-André Durocher, notary, 120 Child Street, Coaticook, and Jean Huot, advocate, 2004 Royal Avenue, Courville, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of

prises Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6899, rue Papineau, suite 96, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2522-1970

Kebecon Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Gary Moscowitz, 260, Saint-Aubin, Saint-Laurent, Donald W. Seal, 3435, Drummond, et Philip Shaposnick, 6870, Chester, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

S'établir experts et conseillers en technique, économique, construction, développement, industrie et autres matières, sous le nom de « Kebecon Construction Inc. », avec un capital actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 240, Le Baron, Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 1688-1970

Kelly Fiberfab Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1970, constituant en corporation: Hugh Arthur Kelly, ferblantier, New Glasgow, Wayne Kelly, journalier, 10787, l'Archevêque, Montréal-Nord, et Louise Racine, secrétaire, fille majeure, 8193, Dora, LaSalle, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de fibre de verre, matières plastiques et métaux de toutes sortes, sous le nom de « Kelly Fiberfab Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2115-1970

Kiba inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de juin 1970, constituant en corporation: Georges-André Lefebvre, gérant de bureau, 161, Roussillon, Laval, Michel Delorme, étudiant, 11955, Valmont, et Guy-P. Genest, avocat, 3152, Fendall, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, tissus et matériels de toutes sortes, sous le nom de « Kiba inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en

"Kebcan Enterprises Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 2,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 6899 Papineau Street, suite 96, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 2522-1970

Kebecon Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gary Moscowitz, 260 St. Aubin, Saint-Laurent, Donald W. Seal, 3435 Drummond, and Philip Shaposnick, 6870 Chester, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To act as consultants and advisers in technical, economic, construction, development, industrial and other matters, under the name of "Kebecon Construction Inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 240 Le Baron, Boucherville, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615-o 1688-1970

Kelly Fiberfab Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hugh Arthur Kelly, tinsmith, New Glasgow, Wayne Kelly, labourer, 10787 l'Archevêque, Montreal North, and Louise Racine, secretary, spinster of the full age of majority, 8193 Dora, LaSalle, for the following purposes:

To make and deal in fiberglass, plastic substances and metals of all kinds, under the name of "Kelly Fiberfab Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 2115-1970

Kiba inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges-André Lefebvre, office manager, 161 Roussillon, Laval, Michel Delorme, student, 11955 Valmont, and Guy-P. Genest, advocate, 3152 Fendall, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in garments, fabrics, and materials of all kinds, under the name of "Kiba inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000

1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 34,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 500 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9015, rue Meilleur, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2332-1970

Laboratoire de recherches en relations industrielles LRRI inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Paul Deschênes, 1105, Bégin, Sillery, Jean Bernier, 1178, de la Vigerie, app. 9, tous deux professeurs, et Bernard Brosseau, 792, avenue Rougemont, app. 6, ces deux derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Promouvoir la recherche et faciliter l'enseignement et la formation de l'étudiant au département des relations industrielles, sous le nom de « Laboratoire de recherches en relations industrielles LRRI inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $25,000.

Le liège social de la corporation est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2009-1970

Lavage de vitres Paul inc.
Paul Window Cleaning Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1970, constituant en corporation: Jean-Paul Cyr, nettoyeur, Palma Pilon, ménagère, épouse dudit Jean-Paul Cyr, tous deux de 2800, Tracy, Laval, et Ronald Cyr, nettoyeur, 8750, 23e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire l'entretien de toutes bâtisses et édifices, sous le nom de « Lavage de vitres Paul inc. — Paul Window Cleaning Inc. », avec un capital total de $70,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2035-1970

Rémy Lavallée automobiles inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de juin 1970, constituant en corporation:

common shares of a nominal value of $1 each, 34,000 class "A" preferred shares of a nominal value of $1 each and 500 class "B" preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 9015 Meilleur Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 2332-1970

Laboratoire de recherches en relations industrielles LRRI inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Paul Deschênes, 1105 Bégin, Sillery, Jean Bernier, 1178 de la Vigerie, Apt. 9, both professors, and Bernard Brosseau, 792 Rougemont Avenue, Apt. 6, the latter two of St. Foy, for the following purposes:

To promote research and to facilitate teaching and education of the students in the Department of Industrial Relations, under the name of "Laboratoire de recherches en relations industrielles LRRI inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is $25,000.

The head office of the corporation is at St. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 2009-1970

Lavage de vitres Paul inc.
Paul Window Cleaning Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Cyr, cleaner, Palma Pilon, housewife, wife of said Jean-Paul Cyr, both of 2800 Tracy, Laval, and Ronald Cyr, cleaner, 8750, 23rd Avenue, Montreal, for the following purposes:

To do the maintenance of all kinds of buildings, under the name of "Lavage de vitres Paul inc. — Paul Window Cleaning Inc.", with a total capital stock of $70,000, divided into 2,000 common shares of $10 each, 2,000 class « A » preferred shares of $10 each and 3,000 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 2035-1970

Rémy Lavallée automobiles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rémy Lavallée,

Rémy Lavallée, pompier, Doris Boutin, ménagère, épouse dudit Rémy Lavallée, tous deux de 1350, 26e Rue, Québec, et Michel Côté, comptable agréé, 115, rue St-Maurice, Loretteville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce et la location d'automobiles, autobus, camions, tracteurs et véhicules de toutes sortes, sous le nom de « Rémy Lavallée automobiles inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2450, 1re Avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2653-1970

WM Layton's Audio Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1970, constituant en corporation: William E. Layton, 5095, Aquila, Douglas A. Stewart, 13117, Varennes, tous deux de Pierrefonds, John R. Bayfield, 375, 48e avenue, Lachine, et Yves Troalen, 6009, Guérin Lajoie, Montréal, tous les quatre gérants, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de pianos, stéréos, clavecins, grandes orgues, harmoniums et instruments de musique, sous le nom de « WM Layton's Audio Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1170 ouest, rue Sainte-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 1713-1970

Michel LeBlond & associés ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1970, constituant en corporation: Michel LeBlond, scénariste, 348, Notre-Dame est, Michel-André Demers, notaire, 4874, Côte des Neiges, et Mario-R. Girard, avocat, 4858, Côte des Neiges, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Retenir et fournir les services de comédiens, scénaristes, réalisateurs, producteurs, monteurs, techniciens, metteurs en scène, chanteurs, musiciens et autres artistes, sous le nom de « Michel LeBlond & associés ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2179-1970

Lefebvre & Castonguay inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e

fireman, Doris Boutin, housewife, wife of said Rémy Lavallée, both of 1350, 26th Street, Québec, and Michel Côté, chartered accountant 115 Saint-Maurice Street, Loretteville, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in and rent automobiles, autobus, trucks, tractors and vehicles of all kinds, under the name of "Rémy Lavallée automobiles inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2450, 1st Avenue, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2653-1970

WM Layton's Audio Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: William E. Layton, 5095 Aquila, Douglas A. Stewart, 13117 Varennes, both of Pierrefonds, John R. Bayfield, 375, 48th Avenue, Lachine, and Yves Troalen, 6009 Guerin Lajoie, Montreal, all four managers, for the following purposes:

To manufacture and deal in pianos, stereos, pianofortes, pipe-organs, reed-organs and musical instruments, under the name of "WM Layton's Audio Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 1170 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615-o 1713-1970

Michel LeBlond & associés ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel LeBlond, screenwriter, 348 Notre-Dame East, Michel-André Demers, notary, 4874 Côte des Neiges, and Mario-R. Girard, advocate, 4858 Côte des Neiges, all three of Montreal, for the following purposes:

To engage and provide actors, screenwriters, directors, producers, stagers, technicians, directors, singers, musicians and other artists and supply their services, under the name of "Michel LeBlond & associés ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2179-1970

Lefebvre & Castonguay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies

jour de mai 1970, constituant en corporation: René Castonguay, homme d'affaires, Dame René Castonguay, ménagère, épouse dudit René Castonguay, tous deux de 168, Morel, Repentigny, Jean-Jacques Lefebvre, homme d'affaires, et Dame Jean-Jacques Lefebvre, ménagère, épouse dudit Jean-Jacques Lefebvre, ces deux derniers de 16399, Delphis Delorme, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Lefebvre & Castonguay inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 83, rue Notre-Dame, Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2203-1970

Alfred Lengacher Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1970, constituant en corporation: Alfred Lengacher, entrepreneur, Anna Bettzhen, ménagère, épouse dudit Alfred Lengacher, et Monique St-Jean, secrétaire, épouse de Werner Lengacher, tous trois de Sutton, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de construction, sous le nom de « Alfred Lengacher Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sutton, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 1990-1970

Liberté, Chambres Blanches, ltée
Liberty White Rooms Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1970, constituant en corporation: Gontran Veilleux, technicien, Hélène Cliche, ménagère, épouse de Clément Veilleux, tous deux de 524, 2e avenue, et Robert Caron, comptable, 266, 1ère avenue, tous trois de Saint-Georges-Est, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de moteurs, machines à air, leurs parties et accessoires, et autres instruments et appareils, sous le nom de « Liberté, Chambre Blanches, ltée — Liberty White Rooms Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2156-1970

and Cooperatives, incorporating: René Castonguay, businessman, Dame René Castonguay, housewife, wife of the said René Castonguay, both of 168 Morel, Repentigny, Jean-Jacques Lefebvre, businessman, and Dame Jean-Jacques Lefebvre, housewife, wife of the said Jean-Jacques Lefebvre, the latter two of 16399 Delphis Delorme, Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Lefebvre & Castonguay inc.", wish a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of -a nominal value of $100 and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 83 Notre-Dame Street, Repentigny, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2203-1970

Alfred Lengacher Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alfed Lengacher, contractor, Anna Bettzhen, housewife, wife of the said Alfred Lengacher, and Monique St-Jean, secretary, wife of Werner Lengacher, all three of Sutton, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, uner the name of "Alfred Lengacher Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sutton, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615-o 1990-1970

Liberté, Chambres Blanches, ltée
Liberty White Rooms Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gontran Veilleux, technician, Hélène Cliche, housewife, wife of Clément Veilleux, both of 524, 2nd Ave., and Robert Caron, accountant, 266, 1st Ave., all three of Saint-George East, for the following purposes:

To manufacture and deal in motors, air engines, their parts and accessories, and in other instruments and apparatus, under the name of "Liberté, Chambres Blanches, ltée — Liberty White Rooms Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Georges, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2156-1970

La Ligue des propriétaires de St-Colomban, inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et cooperatives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Bouchard, marchand, 6540, rue Chatelain, Huguette Sauvé, ménagère, épouse de Guy Boisvert, 6535, rue Le Breton, et Gilles-J.-W. Larose, notaire, 5685, rue de Cadillac, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels et sociaux des membres, sous le nom de « La Ligue des propriétaires de St-Colomban, inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $30,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Colomban, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1224-1970

La Ligue des propriétaires de St-Colomban, inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean Bouchard, merchant, 6540 Chatelain St., Huguette Sauvé, housewife, wife of Guy Boisvert, 6535 Le Breton St., and Gilles-J.-W. Larose, notary, 5685 de Cadillac St., all three of Montreal, for the following purposes:

To promote the cultural and social interests of its members, under the name of "La Ligue des propriétaires de St-Colomban, inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $30,000.

The head office of the corporation is at Saint-Colomban, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1224-1970

Logis MAXIM-UM inc.
MAXIM-UM Homes Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1970, constituant en corporation: Réal Labrie, administrateur, 1332, Duquet, Sillery, Pierre Lavoie, technicien, 763, Jacques Berthiaume, Sainte-Foy, et Gilles Gravel, dessinateur, 370, Rousseau, app. 10, Vanier, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, sous le nom de « Logis MAXIM-UM inc.— MAXIM-UM Homes Inc. », avec un capital divisé en 100,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 1439, chemin Ste-Foy, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2175-1970

Logis MAXIM-UM inc.
MAXIM-UM Homes Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Labrie, administrator, 1332 Duquet, Sillery, Pierre Lavoie, technician, 763 Jacques Berthiaume, St. Foy, and Gilles Gravel, draughtsman, 370 Rousseau, Apt. 10, Vanier, for the following purposes:

To carry on business as a construction company, under the name of "Logis MAXIM-UM inc.— MAXIM-UM Homes Inc.", with a capital stock divided into 100,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at 1439 St. Foy Road, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2175-1970

Lupimar inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Maurice Laberge, homme d'affaires, 70, Marcoux, Beauport, Jacques Taschereau, notaire, 315, avenue Laurier, Québec, et Pauline Cantin, secrétaire, fille majeure, 300, Valcartier, Lorretteville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Lupimar inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beauport, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1895-1970

Lupimar inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Laberge, businessman, 70 Marcoux, Beauport, Jacques Taschereau, notary, 315 Laurier Avenue, Québec, and Pauline Cantin, secretary, spinster of the full age of majority, 300 Valcartier, Lorretteville, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Lupimar inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 100 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Beauport, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1895-1970

M.G.T. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de janvier 1970, constituant en corporation: Georges Taschereau, 1194, Colbert, Sainte-Foy, François Rainville, 1348, Frontenac, tous deux notaires, et Huguette Fournel, secrétaire, fille majeure, 554, Latourelle, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « M.G.T. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 175, route nationale No 2, Neuville, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 78-1970

M.G.T. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Taschereau, 1194, Colbert, St. Foy, François Rainville, 1348 Frontenac, both notaries, and Huguette Fournel, secretary, spinster of the full age of majority, 554 Latourelle, the latter two of Québec, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "M.G.T. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 175 National Highway No. 2, Neuville, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 78-1970

M.T. Petroleum Inc.

Le ministre des intutitsions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1970, constituant en corporation: Marcel Therrien, marchand, Mariette Roy, marchande, épouse dudit Marcel Therrien, tous deux de 6661, boulevard Roi René, Anjou, et Andrée Demers, secrétaire, fille majeure, 4848, boulevard Ste-Rose, Laval, pour les objets suivants:

Exploiter des stations d'essence et d'huile, sous le nom de « M.T. Petroleum Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 380 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6661, boulevard Roi René, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1462-1970

M.T. Petroleum Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Therrien, merchant, Mariette Roy, merchant, wife of said Marcel Therrien, both of 6661 Roi René Boulevard, Anjou, and Andrée Demers, secretary, spinster of the full age of majority, 4848 Ste-Rose Boulevard, Laval, for the following purposes:

To operate oil and gas stations, under the name of "M.T. Petroleum Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $10 each and 380 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 6661 Roi René Boulevard, Anjou, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 1462-1970

Le Marquis de Richemont inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 11e jour de mars 1970, constituant en corporation: Gérald Pélissier, garde-chasse, route rurale numéro 5, Windsor, Noël Lapierre, vétérinaire, Cleveland, et Paul Roger, gérant, Richmond, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Le Marquis de Richemont inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 7,500 actions ordinaires de $10 chacune, 7,500 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Richmond, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 978-1970

Le Marquis de Richemont inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérald Pélissier, gamekeeper, Rural Route number 5, Windsor, Noël Lapierre, veterinary, Cleveland, and Paul Roger, manager, Richmond, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Le Marquis de Richemont inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 7,500 common shares of $10 each, 7,500 class "A" preferred shares of $10 each and 5,000 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Richmond, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 978-1970

Melmar Holding Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Edward Lawrence Cohen, administrateur, 177, Eton, Hampstead, Micheline D. Lamarche, épouse divorcée de Victor Desjatnyk, 12, Coolbreeze, Pointe-Claire, et Irène Rajewski, épouse séparée de biens d'Alexander Stielow, 90, Crépeau, app. 219, Saint-Laurent, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Melmar Holding Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 1758-1970

Melmar Holding Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edward Lawrence Cohen, executive, 177 Eton, Hampstead, Micheline D. Lamarche, divorced wife of Victor Desjatnyk, 12 Coolbreeze, Pointe-Claire, and Irene Rajewski, wife separate as to property of Alexander Stielow, 90 Crépeau, Apt. 219, Saint-Laurent, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Melmar Holding Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615-o 1758-1970

Mercerie Chez Marcel (Senneterre) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1970, constituant en corporation: Jacques Charbonneau, 53, Montcalm, Marcel DesRochers, 924, 1re rue, et Diane Denoncourt, fille majeure, 999, Abitibi, tous trois comptables, de Val d'Or, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, jouets, nouveautés, ameublements, quincaillerie, bois et toutes sortes de spécialités connexes, sous le nom de « Mercerie Chez Marcel (Senneterre) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Senneterre, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 995-1970

Mercerie Chez Marcel (Senneterre) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Charbonneau, 53 Montcalm, Marcel DesRochers, 924, 1st Street, and Diane Denoncourt, spinster of the full age of majority, 999 Abitibi, all three accountants, of Val d'Or, for the following purposes:

To deal in garments, toys, novelties, furniture, hardware, wood and all kinds of specialties related thereto, under the name of "Mercerie Chez Marcel (Senneterre) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Senneterre, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 995-1970

Les Messageries de presse Nord-Sud ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1970, constituant en corporation: Yvon Thériault, 2100, Charleroy, Québec, Robert Lamoureux, 321, Dequen, tous deux comptables, et Jules Thériault, commerçant, 64, Holliday, ces deux derniers de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de messagerie, sous le nom de « Les Messageries de presse Nord-Sud ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 333, boulevard Ste-Anne, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1934-1970

Les Messageries de presse Nord-Sud ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Thériault, 2100 Charleroy, Québec, Robert Lamoureux, 321 Dequen, both accountants, and Jules Thériault, trader, 64 Holliday, the latter two of Sept-Iles, for the following purposes:

To operate messenger service, under the name of "Les Messageries de presse Nord-Sud ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 333 Ste-Anne Blvd., Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1934-1970

Metro Fotocomp inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1970, constituant en corporation: Serge Morin, 7305, Jean-Bourdon, Rosaire Desbiens, 2121, St-Mathieu, et Jude Parent, 3025, Linton, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de services d'art graphique en général, sous le nom de « Metro Fotocomp inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 265, rue Vitré ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2492-1970

Metro Fotocomp inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Serge Morin, 7305 Jean-Bourdon, Rosaire Desbiens, 2121 St-Mathieu, and Jude Parent, 3025 Linton, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To operate a business in graphic arts in general, under the name of "Metro Fotocomp inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 265 Vitré Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2492-1970

Metropolitan Mobile Home Transport Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1970, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, 212, Bloomfield, Outremont, François Perreault, 5305, Churchill, Montréal, et Louis-A. Toupin, 3455, McCarthy, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Metropolitan Mobile Home Transport Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3620, Sherbrooke, app. 9, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2045-1970

Metropolitan Mobile Home Transport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremont, François Perreault, 5305 Churchill, Montreal, and Louis-A. Toupin, 3455 McCarthy, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Metropolitan Mobile Home Transport Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 3620 Sherbrooke, Apt. 9, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2045-1970

Pâtisserie De Chavigny inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Omrane Gharbi, 155, Garceau, Gilles Larochelle, 3245, Ste-Marguerite, tous deux professeurs, et J.-Laurent Bélanger, homme d'affaires, 1095, L'Esperanto, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, charcutiers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de « Pâtisserie De Chavigny inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4482, boulevard Royal, Trois-Rivières-Ouest, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1607-1970

Pâtisserie De Chavigny inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Omrane Gharbi, 155 Garceau, Gilles Larochelle, 3245 Ste-Marguerite, both professors, and J.-Laurent Bélanger, businessman, 1095 L'Esperanto, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as bakers, pork butchers, confectioners and biscuit manufacturers, under the name of "Pâtisserie De Chavigny inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 4482 Royal Blvd., Trois-Rivières West, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1607-1970

Pavage Abenakis ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1970, constituant en corporation: Russell Pouliot, industriel, Jeannine Bilodeau, maîtresse de maison, épouse dudit Russell Pouliot, Jacques Boily, commerçant, et Mariette Pagé, maîtresse de maison, épouse dudit Jacques Boily, tous quatre de Saint-Georges, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en travaux de pavage. et en construction de toutes sortes, sous le nom de « Pavage Abenakis ltée », avec un capital total de $60,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2310-1970

Pavage Abenakis ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Russell Pouliot, industrialist, Jeannine Bilodeau, housewife, wife of said Russell Pouliot, Jacques Boily, trader, and Mariette Pagé, housewife, wife of said Jacques Boily, all four of Saint-Georges, for the follosing purposes:

To carry on business as general constractors in paving works and construction of all kinds, under the name of "Pavage Abenakis ltée", with a total capital stock of $60,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Georges, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2310-1970

Pêcheries maritimes du Québec ltée Maritime Fisheries of Québec Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1970, constituant en corporation: Gaétan Raymond, 11781, de Meulles, René Roy, 12170, James-Morrice, tous deux de Montréal, et André Demers, 265, Riverside Drive, Saint-Lambert, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de pêche côtière et hauturière dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Pêcheries maritimes du Québec ltée — Maritime Fisheries of Québec Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 210, boulevard Crémazie ouest, suite 4, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2152-1970

Pêcheries maritimes du Québec ltée Maritime Fisheries of Québec Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaétan Raymond, 11781 de Meulles, René Roy, 12170 James-Morrice, both of Montreal, and André Demers, 265 Riverside Driver, Saint-Lambert, all three advocates, for the following purposes:

To operate a coastal and ocean fishing business in all its specialties, under the name of "Pêcheries maritimes du Québec ltée — Maritime Fisheries of Québec Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and 3,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 210 Crémazie Boulevard West, suite 4, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2152-1970

Picard & Lapierre automobile inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1970, constituant en corporation: André Lapierre, garagiste, 855, Notre-Dame, Jeannette St-Jean, épouse de Fernand Picard, 238, Lanoue, tous deux de Repentigny, et Jacqueline Laliberté, fille majeure, 5609, Viau, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Picard & Lapierre automobile inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Picard & Lapierre automobile inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Lapierre, garage-keeper, 855 Notre-Dame, Jeannette St-Jean, wife of Fernand Picard, 238 Lanoue, both of Repentigny, and Jacqueline Laliberté, spinster of the full age of majority, 5609 Viau, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Picard & Lapierre automobile inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2137-1970

The head office of the company is at Repentigny, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 2137-1970

Les placements Beau-Geste ltée
Beau-Geste Investments Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1970, constituant en corporation: Guy Lesage, notaire, 65, Chouinard, Paulette Paré, secrétaire, fille majeure, 90, St-Rédempteur, tous deux de Hull, et Bernard Dériger, homme d'affaires, 368, Besserer, Ottawa, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les placements Beau-Geste ltée — Beau-Geste Investments Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1549-1970

Les placements Beau-Geste ltée
Beau-Geste Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Lesage, notary, 65 Chouinard, Paulette Paré, secretary, spinster of the full age of majority, 90 St-Rédempteur, both of Hull, and Bernard Dériger, businessman, 368 Besserer, Ottawa, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Beau-Geste ltée — Beau-Geste Investments Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 1549-1970

Les productions cinéfilms inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1970, constituant en corporation: Luc Geoffroy, avocat, 821, boulevard Briand, Lorraine Goineau, secrétaire, veuve de Roger Boyer, 966, Barré, tous deux de Chambly, et Jean-François de Grandpré, étudiant en droit, 15, Glencoe, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme producteurs et éditeurs de projections animées, sous le nom de « Les productions cinéfilms inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 440, rue Sherbrooke est, suite 1201, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1792-1970

Les productions cinéfilms inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Luc Geoffroy, advocate, 821 Briand Blvd., Lorraine Goineau, secretary, widow of Roger Boyer, 966 Barré, both of Chambly, and Jean-François de Grandpré, student-at-law, 15 Glencoe, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as moving picture producers and editors, under the name of "Les productions cinéfilms inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 440 Sherbrooke St. East, Suite 1201, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 1792-1970

Promotek Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Morton Bell, 701, Bertrand, Saint-Laurent, Stanley Cytrynbaum, 234, Sheraton, Montréal-Ouest, Stephen Harper, 1212 ouest, des Pins, Saul Handelman, 5532, Rosedale, et Stephen Roth, 172, Ashton, ces trois derniers de Montréal, tous les cinq avocats, pour les objets suivants:

S'établir agents et experts en publicité, sous le nom de « Promotek Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Promotek Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Morton Bell, 701 Bertrand, Saint-Laurent, Stanley Cytrynbaum, 234 Sheraton, Montreal West, Stephen Harper, 1212 Pine West, Saul Handelman, 5532 Rosedale, and Stephen Roth, 172 Ashton, the latter three of Montreal, all five advocates, for the following purposes:

To act as advertising agents and counsel, under the name of "Promotek Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 1737-1970

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615-o 1737-1970

R.B. Industrial Clothing Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1970, constituant en corporation: Raymond Boucher, industriel, Aline St-Onge, ménagère, épouse dudit Raymond Boucher, tous deux de 5629, Roy, Réal Guilbert, professeur, et Francine Boucher, institutrice, épouse dudit Réal Guilbert, ces deux derniers de 5317, Léopold Pouliot, tous quatre de Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et tissus de toutes sortes, sous le nom de « R.B. Industrial Clothing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2174-1970

R.B. Industrial Clothing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Boucher, industrialist, Aline St-Onge, housewife, wife of the said Raymond Boucher, both of 5629 Roy, Réal Guilbert, professor, and Francine Boucher, teacher, wife of the said Réal Guilbert, the latter two of 5317 Léopold Pouliot, all four of Montreal North, for the following purposes:

To deal in clothing and woven goods of all kinds, under the name of "R.B. Industrial Clothing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal North, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 2174-1970

Armand Racine inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1970, constituant en corporation: Armand Racine, entrepreneur, 1600, Daniel, app. 2, Longueuil, Marcel Doucet, ébéniste, 1890, Albert, et Suzanne Daigneault, secrétaire, fille majeure, 1611, Allard, app. 2, ces deux derniers de Brossard, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de bois, sous le nom de « Armand Racine inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2334-1970

Armand Racine inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Armand Racine, contractor, 1600 Daniel, Apt. 2, Longueuil, Marcel Doucet, cabinet maker, 1890 Albert and Suzanne Daigneault, secretary, spinster of the full age of majority, 1611 Allard, Apt. 2, the latter two of Brossard, for the following purposes:

The lumber trade, under the name of "Armand Racine inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 2334-1970

Rendez-vous 6801 inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1970, constituant en corporation sans capital-actions: John P. Fraser, ingénieur, 224, chemin Forest, Beaconsfield, Igor Kossatkine, gérant, 235, Comber, Dorval, te Blanche R. Putzel, travailleur social auprès de la jeunesse, fille majeure, 507, Delmar, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Organiser, maintenir et diriger un centre communautaire pour la jeunesse, sous le nom de « Rendez-Vous 6801 inc. ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de $200,000.

Rendez-vous 6801 inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: John P. Fraser, engineer, 224 Forest Road, Beaconsfield, Igor Kossatkine, manager, 235 Comber, Dorval, and Blanche R. Putzel, youth worker, spinster of the full age of majority, 507 Delmar, Pointe-Claire, for the following purposes:

To establish, operate and conduct a community youth centre, under the name of "Rendez-Vous 6801 inc.".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $200,000.

Le siège social de la corporation est 6801, Transcanadienne, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 2078-1970

Rosita Hosiery Sales Co. Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Sabina Grossinger, manufacturière, veuve d'Herman Grossinger, 3555, Côte des Neiges, Isaac Mandel, administrateur, 315, avenue Kensington, tous deux de Montréal, Michael Lerek, manufacturier, et Dorota Lerek, ménagère, épouse dudit Michael Lerek, ces deux derniers du 1280, chemin de Lucerne, Mont-Royal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de vêtements et accessoires de toutes sortes pour dames, sous le nom de « Rosita Hosiery Sales Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et 3,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5660, avenue Louis-Hébert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 1433-1970

SLM inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Gérald-E. Desmarais, 477, La Sapinière, Louis-René Scott, 1156, Walton, tous deux avocats, et Diane Brault, secrétaire, épouse de Peter Brault, 584, Victoria, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme décorateurs, sous le nom de « SLM inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 80, rue King est, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1878-1970

SMES Holding Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1970, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, 44, Roxborough, Westmount, David H. Sohmer, 5501, Adalbert, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, Francine Végiard, secrétaire, 135 est, Sherbrooke, et Tanya Bell, gérant de bureau, 380, Charon, ces deux dernières filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de portefeuille, sous le nom de « SMES Holding Corpora-

The head office of the corporation is at 6801 Trans-Canada, Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615-o 2078-1970

Rosita Hosiery Sales Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sabina Grossinger, manufacturer, widow of Herman Grossinger, 3555 Côte des Neiges, Isaac Mandel, executive, 315 Kensington Avenue, both of Montreal, Michael Lerek, manufacturer, and Dorota Lerek, housewife, wife of the said Michael Lerek, the latter two of 1280 Lucerne Road, Mount Royal, for the following purposes:

To manufacture and deal in female clothing and accessories of all kinds, under the name of "Rosita Hosiery Sales Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $10 each and 3,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5660 Louis-Hébert Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615-o 1433-1970

SLM inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérald-E. Desmarais, 477 La Sapinière, Louis-René Scott, 1156 Walton, both advocates, and Diane Brault, secretary, wife of Peter Brault, 584 Victoria, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as decorators, under the name of "SLM inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 80 King Street East, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 1878-1970

SMES Holding Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Murray B. Spiegel, 44 Roxborough, Westmount, David H. Sohmer, 5501 Adalbert, Côte Saint-Luc, both advocates, Francine Végiard, secretary, 135 Sherbrooke East, and Tanya Bell, office manager, 380 Charon, the latter two spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "SMES Holding Corporation",

tion », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 1404-1970

St. Paul Investments Ltd.
Placements St-Paul ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Claude-Armand Sheppard, 5030, Glencairn, Douglas Pascal, 6525, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, de Montréal, et Claudine Proutat, secrétaire, fille majeure, 200, Corot, Verdun, pour les objets suivants:

S'établir experts en administration (management), conseillers industriels, experts et conseillers, sous le nom de « St. Paul Investments Ltd.— Placements St-Paul ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1530, Markham, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 1501-1970

Ste-Thérèse Datsun automobile inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Daniel Blanchette, 3, avenue Goya, Candiac, André Gauthier, 1990, des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, tous deux avocats, et Lionel-H. Benoit, comptable, 166, de Bretagne, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines, outils, instruments, appareils, produits, accessoires et articles relatifs à l'industrie et au commerce des automobiles, sous le nom de « Ste-Thérèse Datsun automobile inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 35,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 200, rue St-Charles, Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1656-1970

Jean-Guy Sabourin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1970, constituant en corporation: Jean-Guy Sabourin, agent manufacturier, Micheline Laforge, ménagère, épouse dudit Jean-Guy Sabourin, tous deux de 222, Monseigneur Charbonneau, Boucherville,

with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615-o 1404-1970

St. Paul Investments Ltd.
Placements St-Paul ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude-Armand Sheppard, 5030 Glencairn, Douglas Pascal, 6525 Côte St. Luc, both advocates, of Montreal, and Claudine Proutat, secretary, spinster, 200 Corot, Verdun, for the following purposes:

To carry on business as management consultants, industrial consultants, advisers and consultants, under the name of "St. Paul Investments Ltd.— Placements St-Paul ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1530 Markham, Mount Royal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615-o 1501-1970

Ste-Thérèse Datsun automobile inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Daniel Blanchette, 3 Goya Ave., Candiac, André Gauthier, 1990 des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, both advocates, and Lionel-H. Benoit, accountant, 166 de Bretagne, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, and to deal in automobiles, motors, machines, tools, instruments, appliances, products, accessories and articles pertaining to the automobile industry and trade, under the name of "Ste-Thérèse Datsun automobile inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of $1 each and 35,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 200 St-Charles St., Blainville, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 1656-1970

Jean-Guy Sabourin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Sabourin, manufacturer's agent, Micheline Laforge, housewife, wife of said Jean-Guy Sabourin, both of 222 Monseigneur Charbonneau, Boucherville,

bonneau, Boucherville, et Fernand Ratté, vendeur, 6337, rue Pérodeau, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de chaussures, sacs à main, gants, peaux de cuir et produits connexes, sous le nom de « Jean-Guy Sabourin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2151-1970

Sanair, piste d'accélération internationale inc. Sanair International Drag Strip Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1970, constituant en corporation: Jacques Guertin, industriel, 89, Wolfe, Granby, Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 24, Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Exploiter des pistes de courses et spécialement d'accélération, sous le nom de « Sanair, piste d'accélération internationale inc. — Sanair International Drag Strip Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 990 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Pie, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2150-1970

Savex Discount Services Ltd. Les services d'escompte Savex ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1970, constituant en corporation: Roland Comeau, 16, Napoléon, app. 7, Blainville, Pierre Bédard, 2518, Taft, Hollywood, Florida, Oliva Bédard, tous trois vendeurs, et Monique Francoeur, ménagère, épouse dudit Oliva Bédard, ces deux derniers du 134, Nobert, Longueuil, pour les objets suivants:

Établir et diriger une entreprise qui consiste à préparer et promouvoir pour d'autres des prix spéciaux avec remise pour l'achat et la vente en gros et au détail de produits, articles et marchandises de toutes sortes et de toutes descriptions, sous le nom de « Savex Discount Services Ltd. — Les services d'escompte Savex ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominal de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est situé à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 2148-1970

and Fernand Ratté, salesman, 6337 Pérodeau Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in shoes, handbags, gloves, hides and products related thereto, under the name of "Jean-Guy Sabourin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2151-1970

Sanair, piste d'accélération internationale inc. Sanair International Drag Strip Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Guertin, industrialist, 89 Wolfe, Granby, Maurice Martel, advocate, 1301 St-Viateur west, Outremont, and Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles, Sainte-Thérèse West, for the following purposes:

To operate race tracks, especially drag strips, under the name of "Sanair, piste d'accélération internationale inc. — Sanair International Drag Strip Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $10 each and 990 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Pie, judicial district of Saint-Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2150-1970

Savex Discount Services Ltd. Les services d'escompte Savex ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Comeau, 16 Napoléon, Apt. 7, Blainville, Pierre Bédard, 2518 Taft, Hollywood, Florida, Oliva Bédard, all three salesmen, and Monique Francoeur, housewife, wife of the said Oliva Bédard, the latter two of 134 Nobert, Longueuil, for the following purposes:

To carry on the business of arranging and promoting for others discount prices for wholesale and retail sales and purchases of merchandise, goods and services of all kinds and descriptions, under the name of "Savex Discount Services Ltd. — Les services d'escompte Savex ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 39,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615-o 2148-1970

Service de livraison G. Lemay inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Guy Lemay, pompier, Fabienne Lebrun, ménagère, épouse dudit Guy Lemay, tous deux de 1092, Carré Pilon, Sainte-Thérèse, et André Lemay, contremaître, 12072, Lacordaire, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Service de livraison G. Lemay inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1907-1970

Service de livraison G. Lemay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Lemay, fireman, Fabienne Lebrun, housewife, wife of said Guy Lemay, both of 1092 Pilon Square, Sainte-Thérèse, and André Lemay, foreman, 12072 Lacordaire, Montreal North, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Service de livraison G. Lemay inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1907-1970

Service sanitaire de Montréal ltée
Montreal Sanitary Service Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1970, constituant en corporation: Marcel Côté, Gérard Côté, tous deux garagistes, de 7755, rue Hochelaga, et Gaétan Lafond, vendeur, 8930, Hochelaga, app. 1, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise de cueillette, de transport et de rejet d'ordures ménagères, sous le nom de « Service sanitaire de Montréal ltée — Montreal Sanitary Service Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7755, rue Hochelaga, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1860-1970

Service sanitaire de Montréal ltée
Montreal Sanitary Service Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Côté, Gérard Côté both garage-keepers, 7755 Hochelaga Street, and Gaétan Lafond, salesman, 8930 Hochelaga, Apt. 1, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business in the picking, transport and disposal of household refuse, under the name of "Service sanitaire de Montréal, ltée — Montreal Sanitary Service Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 7755 Hochelaga Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1860-1970

R. Scholle inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mai 1970, constituant en corporation: Robert Scholle, entrepreneur, Jeannine Camal, éducatrice, épouse dudit Robert Scholle, tous deux de 33, Centre, Lucerne, et Yvon Billard, comptable, 62, Boucher, Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « R. Scholle inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 33, rue Centre, Lucerne, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 188-1970

R. Scholle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Scholle, contractor, Jeannine Camal, teacher, wife of the said Robert Scholle, both of 33 Centre, Lucerne, and Yvon Billard, accountant, 62 Boucher, Hull, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "R. Scholle inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 33 Centre Street, Lucerne, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 188-1970

Seven-Up Joliette inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu

Seven-Up Joliette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1970, constituant en corporation: Richard Leduc, gérant de ventes, 9333, Chateaubriand, Montréal, Phédime Hould, représentant de ventes, 83, St-Arnaud, Cap-de-la-Madeleine, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 24, Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de liqueurs douces, de bouteilles et de produits alimentaires de toutes sortes ainsi que tous leurs produits et sous-produits, sous le nom de « Seven-Up Joliette inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 99,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2086-1970

Société d'expertises et de recommandations financières (S.E.R.F.) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1970, constituant en corporation: Henri LaRue, 2660, des Forges, Normand Gagnon, 3047, Lechasseur, Jean-Guy Villeneuve, 1194, Colbert, tous trois de Sainte-Foy, et Paule Gauthier, fille majeure, 630, Père Marquette, Québec, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Agir comme conseiller en administration et gérance de portefeuilles, sous le nom de « Société d'expertises et de recommandations financières (S.E.R.F.) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2635, boulevard Liégeois, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1999-1970

The Society for the Preservation and Encouragement of Barbershop Quartet Singing in America (Montreal Chapter) Incorporated

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Samuel McPherson Henderson, chimiste, 5630, Sir Georges Simpson, Robert Edward Bark, surintendant en ingénierie, 280, 5e Avenue, David Cunningham Gilmore, ingénieur en aérodynamique, 920, 44e Avenue, Albert Edward Trickey, surintendant des achats, 640, Acadia, tous les quatre de Lachine, Arthur Crossman, vendeur, 4860, boulevard Samson, Laval, William Alexander Weir, courtier en assurances, 805, 39e Avenue, Henry Herbert Frazer, gérant général, 1057, 36e Avenue, tous deux de LaSalle, David Peter Roffey, directeur, 304, Champagne, Saint-Eustache, Peter Michael Polan, gérant des ventes, 105, Michel, Mont-

14th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Leduc, sales manager, 9333 Chateaubriand, Montreal, Phédime Hould, sales representative, 83 St-Arnaud, Cap-de-la-Madeleine, and Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, for the following purposes:

To manufacture and deal in softdrinks, bottles and food products of all kinds as well as in all their products and by-products, under the name of "Seven-Up Joliette inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 99,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Joliette, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2086-1970

Société d'expertises et de recommandations financières (S.E.R.F.) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri LaRue, 2660, Des Forges, Normand Gagnon, 3047 Lechasseur, Jean-Guy Villeneuve, 1194 Colbert, all three of St. Foy, and Paule Gauthier, spinster of the full age of majority, 630 Père Marquette, Québec, all four advocates, for the following purposes:

To act as consultant in administration and holding management, under the name of "Société d'expertises et de recommandations financières (S.E.R.F.) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 2635 Liégeois Boulevard, St. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1999-1970

The Society for the Preservation and Encouragement of Barbershop Quartet Singing in America (Montreal Chapter) Incorporated

Notice is given that under Part III of the Compagnies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Samuel McPherson Henderson, chemist, 5630 Sir Georges Simpson, Robert Edward Bark, engineering supervisor, 280, 5th Avenue, David Cunningham Gilmore, aerodynamics, engineer, 920, 44th Avenue, Albert Edward Trickey, purchasing supervisor, 640 Acadia, all four of Lachine, Arthur Crossman, salesman, 4860 Samson Boulevard, Laval, William Alexander Weir, insurance broker, 805, 39th Avenue, Henry Herbert Frazer, general manager, 1057, 36th Avenue, both of LaSalle, David Peter Roffey, account executive, 304 Champagne, Saint-Eustache, Peter Michael Polan, sales manager, 105 Michel, Mont-Saint-

Saint-Hilaire, Anthony Herbert Bogert, comptable en chef, 3772, avenue Grey, Westmount, Gerald James Leach, commis, 1735, rue Torrence, Dorval, Joseph Murray, assistant surintendant, 4068, avenue Beaconsfield, Montréal, et Lawrence Redmond Genois, surintendant des services publics, 804, Seigniory, app. 808, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Encourager et promouvoir l'éducation du public dans l'appréciation de la musique, sous le nom de « The Society for the Preservation and Encouragement of Barbershop Quartet Singing in America (Montreal Chapter) Incorporated ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut détenir ou posséder la corporation est de $200,000.

Le siège social de la compagnie est établie à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 1618-1970

Hilaire, Anthony Herbert Bogert, chief accountant, 3772 Grey Avenue, Westmount, Gerald James Leach, clerk, 1735 Torrence Street, Dorval, Joseph Murray, assistant supervisor, 4068 Beaconsfiled Avenue, Montreal, and Lawrence Redmond Genois, utilities supervisor, 804 Seigniory, Apt. 808, Pointe Claire, for the following purposes:

To encourage and promote the education of the public in music appreciation, under the name of "The Society for the Preservation and Encouragement of Barbershop Quartet Singing in America (Montreal Chapter) Incorporated".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or own, is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615-o 1618-1970

Soudure Côte & fils inc.
Côté & Son Welding Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1970, constituant en corporation: Pierre-C. Fournier, 1267, rue Amherst, Claude Bédard, 800, boulevard Jacques-Cartier nord, et André Rodrigue, 206, rue Kennedy sud, tous trois avocats, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en soudure, sous le nom de « Soudure Côté & fils inc. — Côté & Son Welding Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à East Angus, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2178-1970

Soudure Côte & fils inc.
Côté & Son Welding Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-C. Fournier, 1267 Amherst Street, Claude Bédard, 800 Jacques-Cartier Boulevard North, and André Rodrigue, 206 Kennedy Street South, all three advocates of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as welding contractors, under the name of "Soudure Côté & fils inc. — Côté & Son Welding Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at East Angus, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615 2178-1970

Sturdy Realty Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date de 20e jour de mai 1970, constituant en corporation: Harry Blank, 4625, avenue Miller, Sol Apel, 2657, avenue Ekers, tous deux de Montréal, et Irving Adessky, 56, Place Heath, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Sturdy Realty Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 2194-1970

Sturdy Realty Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Harry Blank, 4625 Miller Avenue, Sol Apel, 2657 Ekers Avenue, both of Montreal, and Irving Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Sturdy Realty Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615-o 2194-1970

Super Marché Dixie inc.
Dixie Super Market Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1970, constituant en corporation: Jean-Pierre Aubin, gérant, 1595, boulevard Édouard-Laurin, app. 7, André Léger, boucher, 2195, chemin Bois-Franc, tous deux de Saint-Laurent, et Yvon Lalonde, industriel, 58, rue Hasting, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Super Marché Dixie inc.— Dixie Super Market Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 401, rue Bourke, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2211-1970

Super Marché Dixie inc.
Dixie Super Market Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Pierre Aubin, manager, 1595 Édouard-Laurin Boulevard, Apt. 7, André Léger, butcher, 2195 Bois-Franc Road, both of Saint-Laurent, and Yvon Lalonde, industrialist, 58 Hasting Street, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Super Marché Dixie inc.— Dixie Super Market Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of $1 each and 20,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at 401 Bourke Street, Dorval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2211-1970

Gaëtan Therrien inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Gaëtan Therrien, entrepreneur, Doris Gourde, ménagère, épouse dudit Gaëtan Therrien, tous deux de Saint-Sylvestre, et Normand Thivierge, journalier, Saint-Patrice-de-Beaurivage, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de « Gaëtan Therrien inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Sylvestre, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1704-1970

Gaëtan Therrien inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaëtan Therrien, contractor, Doris Gourde, housewife, wife of said Gaëtan Therrien, both of Saint-Sylvestre, and Normand Thivierge, labourer, Saint-Patrice-de-Beaurivage, for the following purposes:

To carry on business as builders and general contractors, under the name of "Gaëtan Therrien inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Sylvestre, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1704-1970

Thetford Diesel Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Normand Bisson, gérant, Nicole Giroux, maîtresse de maison, épouse dudit Normand Bisson, tous deux de 711, 9e avenue, et Réal Bisson, mécanicien, 56, 10e rue est, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Thetford Diesel Inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $50 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thetford-Sud, district judiciaire de Mégantic.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1839-1970

Thetford Diesel Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Normand Bisson, manager, Nicole Giroux, housewife, wife of said Normand Bisson, both of 711, 9th Avenue, and Réal Bisson, mechanic, 56, 10th Street East, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their parts and accessories, under the name of "Thetford Diesel Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 1,000 common shares of $50 each and 350 prefered shares of $100 each.

The head office of the company is at Thetford South, judicial district of Mégantic.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1839-1970

Trottier Tire Service (Cap de la Madeleine) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Vincent Trottier, industriel, Lucille Gagnon, ménagère, épouse dudit Vincent Trottier, tous deux de 790, Petit-Bois, Louiseville, et Robert Trottier, industriel, rue St-Philippe, Saint-Tite, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pneus d'automobiles et de tous autres véhicules, sous le nom de « Trottier Tire Service (Cap de la Madeleine) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 80, rue Montplaisir, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1876-1970

Trottier Tire Service (Cap de la Madeleine) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Vincent Trottier, industrialist, Lucille Gagnon, housewife wife of said Vincent Trottier, both of 790 Petit-Bois, Louiseville, and Robert Trottier, industrialist, St-Philippe Street, Saint-Tite, for the following purposes:

To deal in automobile and all other vehicle tires, under the name of "Trottier Tire Service (Cap-de-la-Madeleine) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 80 Montplaisir Street, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1876-1970

Unico inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1970, constituant en corporation: Louis Gravel, professeur, Johanne Saintonge, secrétaire, épouse dudit Louis Gravel, tous deux de 1263, Beauchamp, Longueuil, et Michel Théorêt, économiste, 2229, Gouin est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Unico inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $20 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1263, Beauchamp, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1887-1970

Unico inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Gravel, professor, Johanne Saintonge, secretary, wife of said Louis Gravel, both of 1263 Beauchamp, Longueuil, and Michel Théorêt, economist, 2229 Gouin East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Unico inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $20 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1263 Beauchamp, Longueuil, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1887-1970

Uniformes Drolet inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de mai 1970, constituant en corporation: Lucien Drolet, administrateur, Annette Tousignant, ménagère, épouse dudit Lucien Drolet, tous deux de 1475, avenue Dumfries, Mont-Royal, et Jean-A. Viau, comptable, 8549, boulevard LaSalle, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous uniformes, vêtements, parties de vêtements, fournitures, accessoires vestimentaires et fourrures, sous le nom de « Uniformes Drolet inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,490 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2383, rue Beaubien est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2099-1970

Uniformes Drolet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lucien Drolet, administrator, Annette Tousignant, housewife, wife of the said Lucien Drolet, both of 1475 Dumfries Ave., Mount Royal, and Jean-A. Viau, accountant, 8549 LaSalle Blvd., LaSalle, for the following purposes:

To deal in all uniforms, clothing, parts of clothing, furnishings, clothing accessories and furs, under the name of "Uniformes Drolet inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 100 common shares of $10 each and 1,490 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2383 Beaubien St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2099-1970

United Aviation Services Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1970, constituant en corporation: André Valiquette, 59, avenue Franklin, Daniel Kochenburger, 1545, boulevard Graham, tous deux de Mont-Royal, et Michel Blouin, 3328, avenue Troie, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce d'inventions et de dispositifs relatifs à la navigation ou de manoeuvres dans l'air, sur terre ou sur la mer, sous le nom de « United Aviation Services Limited », avec un capital total de $50,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 2171-1970

United Aviation Services Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Valiquette, 59 Franklin Avenue, Daniel Kochenburger, 1545 Graham Boulevard, both of Mount Royal, and Michel Blouin, 3328 Troie Avenue, all three lawyers, for the following purposes:

To manufacture and deal in mechanical contrivances and devices for aerial, land or sea operation or navigation, under the name of "United Aviation Services Limited", with a total capital stock of $50,000, divided into 10,000 shares of $1 each and 4,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615-o 2171-1970

Urbec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juin 1970, constituant en corporation: Georges Bonnaud, ingénieur, Micheline Monfette, secrétaire, épouse dudit Georges Bonnaud, tous deux de 5760, Darlington, app. 3, et Jean-Guy Monfette, fonctionnaire, 8601, Casgrain, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une société d'études concernant la recherche en urbanisme et en génie, sous le nom de « Urbec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5760, Darlington, app. 3, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1572-1970

Urbec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Bonnaud, engineer, Micheline Monfette, secretary, wife of the said Georges Bonnaud, both of 5760 Darlington, Apt. 3, and Jean-Guy Monfette, civil servant, 8601 Casgrain, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a study association concerning research into town-planning and engineering, under the name of "Urbec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 5760 Darlington, Apt. 3, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1572-1970

Les Valeurs Concorde ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Roland Robillard, 446, Landsowne, Rosemère, Daniel Boivin, 517, Lartigne, Laval, tous deux avocats, et Francine Trudeau, secrétaire, fille majeure, 11927, James Morrice, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Valeurs Concorde ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 1578-1970

Les Valeurs Concorde ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Robillard, 446 Landsowne, Rosemère, Daniel Boivin, 517 Lartigne, Laval, both advocates, and Francine Trudeau, secretary, spinster of the full age of majority, 11927 James Morrice, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Valeurs Concorde ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 1578-1970

Value Mart Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Yaacov (Jack) Grinshpan, marchand, Haya Trushinsky, ménagère, épouse dudit Yaacov (Jack) Grinshpan, tous deux du 6880, chemin Heywood, Côte Saint-Luc, Peter Daglis, marchand, et George Stoupakis, restaurateur, ces deux derniers du 392, Louis Latour, Boucherville, pour les objets suivants:

Exploiter un grand magasin, sous le nom de « Value Mart Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et 38,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6720, rue Saint-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 1366-1970

Value Mart Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yaacov (Jack) Grinshpan, merchant, Haya Trushinsky, housewife, wife of the said Yaacov (Jack) Grinshpan, both of 6880 Heywood Road, Côte Saint-Luc, Peter Daglis, merchant, and George Stoupakis, restaurateur, the latter two of 392 Louis Latour, Boucherville, for the following purposes:

To operate a departmental store, under the name of "Value Mart Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 38,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 6720 St. Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615-o 1366-1970

Vanguy ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1970, constituant en corporation: Ginette Gervais, 8017, Casgrain, Jocelyn Deschênes, 8117, Lajeunesse, toutes deux de Montréal, et Colombe Cousineau, 158, boulevard Lévesque, Laval, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exploiter un service d'entretien en général, sous le nom de « Vanguy ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaires de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2266-1970

Vanguy ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ginette Gervais, 8017 Casgrain, Jocelyn Deschênes, 8117 Lajeunesse, both of Montreal, and Colombe Cousineau, 158 Lévesque Blvd., Laval, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To operate a general maintenance service, under the name of "Vanguy ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2266-1970

Vitrerie des Monts inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de mai 1970, constituant en corporation: Ghislain Vallée, Noël Vallée, tous deux commerçants, et Rolande St-Louis, ménagère, épouse dudit Noël Vallée, tous trois de Sainte-Anne-des-Monts, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles de quincaillerie, de ferronnerie et de matériaux de construction, sous le nom de « Vitrerie des Monts inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Anne-des-Monts, district judiciaire de Gaspé.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615-o 2101-1970

Vitrerie des Monts inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ghislain Vallée, Noël Vallée, both traders, and Rolande St-Louis, housewife, wife of said Noël Vallée, all three of Sainte-Anne-des-Monts, for the following purposes:

To manufacture and deal in hardware, ironware and building materials, under the name of "Vitrerie des Monts inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Sainte-Anne-des-Monts, judicial district of Gaspé.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615 2101-1970

Ben R. Wallace Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu

Ben R. Wallace Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Ben Wallace, vendeur, Sylvia Grosser, ménagère, épouse dudit Ben Wallace, tous deux du 2388, rue Frenette, Saint-Laurent, et Barney Grosser, vendeur, 6233, Clanranald, Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce d'appareils électriques et de matériaux de construction, sous le nom de « Ben R. Wallace Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 1773-1970

21st day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ben Wallace, salesman, Sylvia Grosser, housewife, wife of the said Ben Wallace, both of 2388 Frenette Street, Saint-Laurent, and Barney Grosser, salesman, 6233 Clanranald, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in electrical appliances and materials for construction, under the name of "Ben R. Wallace Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615-o 1773-1970

Westmounting Productions Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Alexander S. Konigsberg, 2378, Frenette, Saint-Laurent, Mark Rosenstein, 5003, Lacombe, et Jacques Lemaître-Auger, 8462, Drolet, ces deux derniers de Montréal, tous les trois avocats, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de bois, matières plastiques, produits métalliques ou de cuir, sous le nom de « Westmounting Productions Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5891, Centennial, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 1652-1970

Westmounting Productions Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alexander S. Konigsberg, 2378 Frenette, Saint-Laurent, Mark Rosenstein, 5003 Lacombe, and Jacques Lemaître-Auger, 8462 Drolet, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of wood, plastic, metal or leather products, under the name of "Westmounting Productions Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 5891, Centennial, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615-o 1652-1970

William Sales Agencies Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1970, constituant en corporation: William Klisivitch, junior, vendeur, Isobelle Klisivitch, ménagère, épouse dudit William Klisivitch, tous deux du 201, Corot Rive, app. 916, Verdun, et Loretta Bartlett, ménagère, épouse de Doug Bartlett, 357, Beauchamp, LaSalle, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de ventes en gros et au détail, sous le nom de « William Sales Agencies Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 35,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 2132-1970

William Sales Agencies Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: William Klisivitch Junior, salesman, Isobelle Klisivitch, housewife, wife of the said William Klisivitch, both of 201 Corot Rive, Apt. 916, Verdun, and Loretta Bartlett, housewife, wife of Doug Bartlett, 357 Beauchamp, LaSalle, for the following purposes:

To operate a retail and wholesale sales agency, under the name of "William Sales Agencies Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 35,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35615-o 2132-1970

Avis divers

Cité de Kénogami

Avis est par les présentes donné que la « Cité de Kénogami » corporation municipale, légalement constituée en vertu de 6-7 Eliz. II, chapitre 71, adressera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir des lettres patentes supplémentaires en vue de réduire le nombre total des conseillers à 6 pour cette corporation.

Ledit amendement à sa charte devant entrer en vigueur pour l'élection qui suivra la publication de l'avis de l'octroi des lettres patentes supplémentaires.

Et j'ai signé à Kénogami, ce 20e jour de juillet 1970.

Le greffier,
35553-31-2-o LOUIS DE LA SABLONNIÈRE.

Succession Jean-Jacques Mailloux

Avis est par les présentes donné que Dame Magella Messier, veuve de Jean-Jacques Mailloux, domiciliée à Knowlton, comté de Brome, Qué., agissant en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs Daniel, José, Marcelle, Renée et André Mailloux, venant à la succession de leur père Jean-Jacques Mailloux, de son vivant domicilié en la cité de Montréal et décédé le trente août mil neuf cent soixante-neuf, sans laisser de testament, a accepté, ès-qualité de tutrice à ses enfants mineurs, la succession dudit Jean-Jacques Mailloux sous bénéfice d'inventaire, aux termes d'un acte exécuté devant Me Jean-Marie Tétreault notaire à Knowlton, Qué., daté le deux juin mil neuf cent soixante-dix et enregistré à la division de Montréal sous le numéro 2216347.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant Me Jean-Marie Tétreault notaire à Knowlton et peut être consulté à ses bureaux à l'adresse ci-dessus.

Après un délai de deux mois de la date du présent avis, la bénéficiaire ès-qualité paiera les créanciers à mesure qu'ils se présenteront, selon la loi.

Donné à Knowlton, Qué., ce 15 juillet 1970.

Le notaire,
35618-o J. M. TÉTREAULT.

Miscellaneous Notices

City of Kénogami

Notice is hereby given that the "City of Kénogami", municipal corporation legally incorporated under 6-7 Eliz. II, chapter 71, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to obtain supplementary letters patent to reduce the total number of councillors to 6 for the said corporation.

The said amendment to its charter shall come into force at the election following the publication of the notice of the granting of the supplementary letters patent.

And I have signed at Kénogami, this 20th day of July, 1970.

LOUIS DE LA SABLONNIÈRE,
35553-31-2-o *City Clerk.*

Estate of Jean-Jacques Mailloux

Notice is hereby given that Dame Magella Messier, widow of Jean-Jacques Mailloux, domiciled at Knowlton, county of Brome, Qué., acting in her capacity as tutrix to her minor children, Daniel, José, Marcelle, Renée and André Mailloux, respecting the estate of their father, Jean-Jacques Mailloux, in his lifetime domiciled in the city of Montreal and deceased on August thirtieth, one thousand nine hundred and sixty-nine, intestate, has accepted the estate of the said Jean-Jacques Mailloux under benefit of inventory in the terms of a deed executed before Me Jean-Marie Tétreault, notary, at Knowlton, Qué., on June second, one thousand nine hundred and seventy, and registered in the Montreal registration division under number 2216347.

An inventory of the deceased's property was made before Me Jean-Marie Tétreault, notary, at Knowlton, and may be consulted at his office at the above address.

After a lapse of two months from the date of this notice, the beneficiary ès-qualité shall pay the creditors as they come forward, according to law.

Given at Knowlton, Qué., on July 15, 1970.

J. M. TÉTREAULT,
35618 *Notary.*

Chartes — demandes d'abandon de

Les Pétroles de Valleyfield ltée

Avis est donné que « Les Pétroles de Valleyfield ltée », s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Salaberry-de-Valleyfield, ce 8 juillet 1970.

Le procureur de la compagnie,
35620-o ROGER MORIN, *avocat.*

Quincaillerie Orsainville inc.

Avis est donné que la compagnie « Quincaillerie Orsainville inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
35621-o CLAUDE ROYER, *notaire.*

Charters — Application for Surrender of

Les Pétroles de Valleyfield ltée

Notice is given that "Les Pétroles de Valleyfield ltée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Salaberry-de-Valleyfield, on July 8, 1970.

ROGER MORIN, *lawyer,*
35620-o *Attorney for the applicant.*

Quincaillerie Orsainville inc.

Notice is given that "Quincaillerie Orsainville inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter.

CLAUDE ROYER, *notary,*
35621 *Attorney for the Company.*

Auto Renew Ltd.

La compagnie « Auto Renew Ltd. », une corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 28e jour de juillet 1970.

Les procureurs de la compagnie,
35634 DRUKER, LAZARUS & FREED.

Auto Renew Shoppes Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Auto Renew Shoppes Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans les ville et district de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, ce 28e jour de juillet 1970.

Les procureurs de la compagnie,
35635 DRUKER, LAZARUS & FREED.

B.T.R. Cosmétiques inc.

Avis est donné que la compagnie « B.T.R. Cosmétiques inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte

Saint-Jérôme, ce 15e jour de juillet 1970.

Le président,
35636-o A. ROSAIRE ROCHON.

La Compagnie d'Aqueduc de St-Maurice inc.

Avis est donné conformément à la Loi des compagnies que la compagnie « La Compagnie d'Aqueduc de St-Maurice inc. », demandera la permission d'abandonner sa charte.

Cap-de-la-Madeleine, ce 2 juillet 1970.

Le procureur de la compagnie,
35637-o ME BERTRAND LAMOTHE.

Distribution de Publications de Montréal ltée

Avis est par les présentes donné que « Distribution de Publications de Montréal ltée », compagnie incorporée en vertu de la Loi des compagnies, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, ce 28 juillet 1970.

Les procureurs de la compagnie,
35638-o GEOFFRION & PRUD'HOMME.

Pincourt Investments Ltd.

La compagnie « Pincourt Investments Ltd. », donne avis par les présentes qu'elle demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives du Québec la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 27 juillet 1970.

Le secrétaire,
35640 MARTIN ROTHMAN.

Auto Renew Ltd.

Notice is hereby given that "Auto Renew Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 28th day of July, 1970.

DRUKER, LAZARUS & FREED,
35634-o *Attorneys for the company.*

Auto Renew Shoppes Ltd.

Notice is hereby given that "Auto Renew Shoppes Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter, under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 28th day of July, 1970.

DRUKER, LAZARUS & FREED,
35635-o *Attorneys for the company.*

B.T.R. Cosmétiques inc.

Notice is given that "B.T.R. Cosmétiques inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Saint-Jérôme, this 15th day of July, 1970.

A. ROSAIRE ROCHON,
35636 *President.*

La Compagnie d'Aqueduc de St-Maurice inc.

Notice is given that, pursuant to the Companies Act, "La Compagnie d'Aqueduc de St-Maurice inc.", will apply for permission to surrender its charter.

Cap-de-la-Madeleine, July 2, 1970.

ME BERTRAND LAMOTHE,
35637 *Attorney for the company.*

Distribution de Publications de Montréal ltée

Notice is hereby given that "Distribution de Publications de Montréal ltée", company incorporated under the Companies Act, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Given at Montreal, this July 28, 1970.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
35638-o *Attorneys for the company.*

Pincourt Investments Ltd.

"Pincourt Investments Ltd.", hereby gives notice that it will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, Québec, for acceptance of the surrender of its charter.

Montreal, July 27, 1970.

MARTIN ROTHMAN,
35640-o *Secretary.*

Raymond Matte limitée

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Raymond Matte limitée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de ladite Loi des compagnies.

Donné à Montréal, ce 16 avril 1970.

(Sceau) *Le secrétaire,*
35639-o ROBERT MATTE.

Raymond Matte limitée

Notice is hereby given that "Raymond Matte limitée", a corporation incorporated under Part I of the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the said Companies Act.

Given at Montreal, this April 16, 1970.

(Seal) ROBERT MATTE,
35639-o *Secretary.*

Stanhar Holdings Inc.

La compagnie « Stanhar Holdings Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 27e jour de juillet 1970.

Les procureurs de la compagnie,
ROBINSON, SHEPPARD, DRYMER
35641 & SHAPIRO.

Stanhar Holdings Inc.

Notice is hereby given that "Stanhar Holdings Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 27th day of July, 1970.

ROBINSON, SHEPPARD, DRYMER
& SHAPIRO,
35641-o *Attorneys for the company.*

Restaurants « La Caravelle » inc.

Avis est par les présentes donné que « Restaurants « La Caravelle » inc. », une compagnie incorporée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 8e jour de juillet 1970.

Le secrétaire,
35650-o ROBERT DULUDE.

Restaurants " La Caravelle " inc.

Notice is hereby given that "Restaurants "La Caravelle" inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 8th day of July 1970.

ROBERT DULUDE,
35650-o *Secretary.*

Changement de nom — Loi du *Demandes*

Michael Ravitsky

Avis est donné que Michael Ravitsky résidant à 5360, MacDonald, dans le district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province, afin d'obtenir un décret par le lieutenant-gouverneur en conseil, lui permettant de changer son nom en celui de Michael Ray. Le changement de nom devra aussi s'appliquer à son épouse Ronna Susan de la même adresse.

Montréal, 23 juillet 1970.

Le procureur de requérant,
35579-31-2 CHARLES BROWNSTEIN, C.R.

Abie Abramovitch

Avis est donné que Abie Abramovitch, boucher, domicilié et résidant de la cité de Côte St-Luc, district de Montréal, province de Québec, et résidant au numéro civique 4850, Côte St-Luc Road, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Al Abrams.

Montreal, July 27, 1970.

Les procureurs du requérant,
TINKOFF, SEAL, SHAPOSNICK
35649-32-2-o & MOSCOWITZ.

Change of name — Act *Applications*

Michael Ravitsky

Notice is given that Michael Ravitsky residing at 5360 MacDonald, in the district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary for an Order by the Lieutenant-Governor in Council changing his name to Michael Ray. The change of name of Ray shall also apply to his wife Ronna Susan at the same address.

Montreal, July 23rd, 1970.

CHARLES BROWNSTEIN, Q.C.,
35579-31-2-o *Attorney for Applicant.*

Abie Abramovitch

Notice is given that Abie Abramovitch, butcher, of the city of Côte St-Luc, district of Montreal, in the Province of Québec, and therein residing and domiciled at 4850 Côte St-Luc Road, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to obtain an order changing his name to Al Abrams.

Montreal, July 27, 1970.

TINKOFF, SEAL, SHAPOSNICK
& MOSCOWITZ,
35649-32-2-o *Attorneys for the Applicant.*

Divers
Compagnies

Pavillon Louvain inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 30 juin 1970, il a approuvé le règlement numéro 3 modifiant le règlement numéro 1 (règlements généraux) de la corporation « Pavillon Louvain inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35642-o 177-1968

Foyer Valin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 5 juin 1970, il a approuvé le règlement numéro 2 amendant l'article numéro 8 des règlements de la corporation « Foyer Valin inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

35622-o 10659-1954

Institut des Techniques des Associations incorporée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 3 juin 1970, il a approuvé les règlements de la corporation "Institut des Techniques des Associations incorporée », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

35623-o 1143-66

La Chambre d'Immeubles de la Rive-Sud (St-Laurent) inc. South Shore (St. Lawrence) Real Estate Board Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial B de la corporation « Chambre d'Immeubles Richelieu-Yamaska », constituée par lettres patentes en date du 11e jour de juin 1963, changeant son nom en celui de « La Chambre d'Immeubles de la Rive-Sud (St-Laurent) inc. — South Shore (St-Lawrence) Real Estate Board Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35667-o 2520-63

Miscellaneous
Companies

Pavillon Louvain inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that, on June 30, 1970, he approved by-law number 3, amending by-law number 1 (general by-laws) of "Pavillon Louvain inc.", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35642 177-1968

Foyer Valin inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that, on June 5, 1970, he approved by-law number 2 amending section number 8 of the by-laws of "Foyer Valin inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

35622 10659-1954

Institut des Techniques des Associations incorporée

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that, on June 3, 1970, he approved the by-laws of "Institut des Techniques des Associations incorporée", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

35623 1143-66

La Chambre d'Immeubles de la Rive-Sud (St-Laurent) inc. South Shore (St. Lawrence) Real Estate Board Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the Special by-law B of the corporation "Chambre d'Immeubles Richelieu-Yamaska", incorporated by letters patent dated the 11th day of June, 1963, changing its name into that of "La Chambre d'Immeubles de la Rive-Sud (St-Laurent) inc. — South Shore (St-Lawrence) Real Estate Board Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35667-o 2520-63

Sièges sociaux

East Trinity Mining Corporation (No Personal Liability)

La compagnie « East Trinity Mining Corporation » (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes, en date du 20 mai 1953, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau à suite 2610, 800 ouest, boulevard Dorchester.

Daté ce 9e jour de juillet 1970.

Le secrétaire,
C. PETERSON.

35624 10154-53

Head Offices

East Trinity Mining Corporation (No Personal Liability)

Notice is hereby given that "East Trinity Mining Corporation" (No Personal Liability) incorporated under the Québec Mining Companies Act by letters patent dated May 20, 1953, and having its head office in Montreal, has established its office at Suite 2610, 800 Dorchester Boulevard West.

Dated this 9th day of July, 1970.

C. PETERSON,
Secretary.

35624-o 10154-53

William Gélinas inc.

Avis est donné que la compagnie « William Gélinas inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes accordées en date du 27 février 1968, et ayant son siège social dans la cité de Shawinigan, a établi son bureau au numéro 568, 4e Rue, Shawinigan.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Shawinigan, ce 30e jour de juin 1968.

Le président,
WILLIAM GÉLINAS.

35625-o 775-68

Rolartic Mines Ltd. (N.P.L.)

La compagnie « Rolartic Mines Ltd. (N.P.L.) » constituée en corporation en vertu de la Loi des companies minières, par lettres patentes, en date du 2 décembre 1954, donne avis qu'elle a transporté son siège social du bureau 1003, 10 ouest, rue St-Jacques, Montréal, Québec, au bureau 2610, 800 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, Québec.

Daté ce 22e jour de juin 1970.

(Sceau) *Le secrétaire,*
C. PETERSON.

35626 12833-54

Clinique Médico-Esthétique Gérard J. Léonard inc.

Avis est donné que la compagnie « Clinique Médico-Esthétique Gérard J. Léonard inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 15 avril 1970, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau principal au 30 est, boulevard St-Joseph, à Montréal, district judiciaire de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, le 3 juin 1970.

(Sceau) *Le président,*
DR GÉRARD J. LÉONARD.

35651-o 1657-70

Coplas inc.

Avis est donné que la compagnie « Coplas inc. », constituée en corporation, par lettres patentes en date du 19 février 1970, et ayant son siège social dans la cité de Cap-de-la-Madeleine, a établi son bureau au numéro 22 de la rue Marquette, Cap-de-la-Madeleine, Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Cap-de-la-Madeleine, ce 13e jour de mai 1970.

Le secrétaire,
35652-o YVON MONETTE.

Pekuniar inc.

Avis est par les présentes donné que « Pekuniar inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes datées du 1er mai 1968, et ayant son siège social à Montréal, a changé son bureau de 4050, rue Jauron, à 630 ouest, boulevard Dorchester, suite 2620.

Montréal, le 23 juin 1970.

Le secrétaire,
MARC BOURGEOIS.

35656-o 1817-68

William Gélinas inc.

Notice is given that "William Gélinas inc.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent issued on February 27, 1968, and having its head office in the city of Shawinigan, has established its office at number 568, 4th Street, Shawinigan.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Shawinigan, this 30th day of June, 1968.

WILLIAM GÉLINAS,
President.

35625 775-68

Rolartic Mines Ltd. (N.P.L.)

Notice is given that "Rolartic Mines Ltd. (N.P.L.)", incorporated under the Mining Companies Act by letters patent dated December 2, 1954 has moved its head office from Suite 1003, 10 St. James Street West, Montreal, Québec to Suite 2610, 800 Dorchester Blvd. West, Montreal, Québec.

Dated this 22nd day of June, 1970.

(Seal) C. PETERSON.
Secretary.

35626-o 12833-54

Clinique Médico-Esthétique Gérard J. Léonard inc.

Notice is hereby given that "Clinique Médico-Esthétique Gérard J. Léonard inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated April 15, 1970, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 30 St. Joseph Boulevard East, Montreal, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, June 3, 1970.

(Seal) DR GÉRARD J. LÉONARD,
President.

35651-o 1657-70

Coplas inc.

Notice is hereby given that "Coplas inc.", incorporated, by letters patent granted on February 19, 1970, and having its head office in the city of Cap de la Madeleine, has established its office at 22 Marquette Street, Cap de la Madeleine, Québec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Cap de la Madeleine, this 13th day of May, 1970.

YVON MONFETTE,
Secretary.

35652-o 761-70

Pekuniar inc.

Notice is hereby given that "Pekuniar inc.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated May 1st, 1968 and having its head office in Montreal has moved its office from 4050 Jauron Street, to 630 Dorchester Boulevard West, suite 2620.

Montreal, June 23, 1970.

MARC BOURGEOIS,
Secretary.

35656-o 1817-68

Raymond Desjardins inc.

Avis est donné que la compagnie « Raymond Desjardins inc. », constituée en corporation le 19 novembre 1968, par lettres patentes et ayant son siège social dans la cité de Longueuil, district de Montréal, a établi son bureau au numéro 2164, de la rue Limoges, à Longueuil.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Longueuil, ce 17 juillet 1970.

Le président,
RAYMOND DESJARDINS.

35653-o 5106-68

Raymond Desjardins inc.

Notice is given that "Raymond Desjardins inc.", incorporated on November 19, 1968, by letters patent and having its head office in the city of Longueuil, district of Montreal, has established its office at 2164 Limoges, Longueuil.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being the head office of the company.

Given at Longueuil, this July 17, 1970.

RAYMOND DESJARDINS,
President.

35653-o 5106-68

Lilklar Holdings Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Lilklar Holdings Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 10e jour de février 1964, et ayant son siège social en la cité de Montréal, à 2505, Bates Road, l'a transporté à 9310, boulevard St-Laurent, suite 1049, en les cité et district de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 1er jour de mai 1970.

Le secrétaire,
MORIC TREITEL.

35654-o 659-64

Lilklar Holdings Ltd.

Notice is given that "Lilklar Holdings Ltd.", incorporated by letters patent on the 10th day of February, 1964 under Part I of the Companies Act, and having its head office in the city and district of Montreal, at 2505 Bates Road, has moved it to 9310 St. Lawrence Boulevard, Room 1049, in the city and district of Montreal.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 1st day of May, 1970.

MORIC TREITEL,
Secretary.

35654-o 659-64

Park Avenue Commercial Centre Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Park Avenue Commercial Centre Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 16e jour de juillet 1964 et, ayant son siège social en la cité de Montréal, à 2505, Bates Road, l'a transporté à 9310, boulevard St-Laurent, suite 1049, en les cité et district de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 1er jour de mai 1970.

Le président,
MORIC TREITEL.

35655-o 3342-64

Park Avenue Commercial Centre Ltd.

Notice is hereby given that "Park Avenue Commercial Centre Ltd.", incorporated by letters patent on the 16th day of July, 1964 under Part I of the Companies Act, and having its head office in the city and district of Montreal, at 2505 Bates Road, has moved it to 9310 St. Lawrence Boulevard, Room 1049, in the city and district of Montreal.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 1st day of May 1970.

MORIC TREITEL,
President.

35655-o 4342-64

Les Publications Domaine limitée
Domain Publications Limited

Avis est donné que la compagnie « Les Publications Domaine limitée — Domain Publications Limited », constituée en corporation par lettres patentes en date du 11e jour d'août 1969, et ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, a établi son bureau au 6375 ouest, rue Sherbrooke, à Montréal 261, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 2e jour de juillet 1970.

(Sceau) *Le président*,
PAUL AZZARIA.

35657-o 3286-69

Les Publications Domaine limitée
Domain Publications Limited

Notice is given that "Les Publications Domaine limitée — Domain Publications Limited", incorporated by letters patent dated the 11th day of August, 1969, and having its head office in Montreal, district of Montreal, has established its offices at 6375 Sherbrooke Street West, Montreal 261, Province of Québec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 2nd day of July 1970.

(Seal) PAUL AZZARIA,
President.

35657-o 3286-69

Société immobilière Thierry inc.

Avis est donné que « Société immobilière Thierry inc. », compagnie constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 1er mai 1970, et ayant son siège social à Ville Mont-

Société immobilière Thierry inc.

Notice is hereby given that "Société immobilière Thierry inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated May 1, 1970, and having its head office at town of Mont-Royal, has established its office at 3300

Royal, a établi son bureau principal au 3300, avenue De Falaise, Ville Mont-Royal, Montréal 301.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 5 mai 1970.

(Sceau) *Le président*,
GILBERT VIGNERON.

35658-o 1316-70

Treitel Enterprises Ltd.

Avis est par les présentes, donné que la compagnie « Treitel Enterprises Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes, le 23e jour de novembre 1962, et ayant son siège social en la cité de Montréal, à 2505, Bates Road, l'a transporté à 9310, boul. St-Laurent, suite 1049, en les cité et district de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 1er jour de mai 1970.

Le président,
MORIC TREITEL.

35659-o 1433-62

Treitel-Frankel Properties Ltd.

Avis est, donné que la compagnie « Treitel-Frankel Properties Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes le 26e jour de novembre 1958, et ayant son siège social en la cité de Montréal, à 2505, Bates Road, l'a transporté à 9310, boul. St-Laurent, suite 1049, en les cité et district de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 1er jour de mai 1970.

Le président,
MORIC TREITEL.

35660-o 14284-58

Ventes Turco ltée
Turco Sales Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Ventes Turco ltée — Turco Sales Ltd. », constituée en corporation dans la province de Québec en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 31 mars 1970, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau principal au 2501, Tour de la Bourse, Place Victoria, Montréal 3, district judiciaire de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 12 juin 1970.

(Sceau) *Le président*,
RENÉ TURCOTTE.

35661-o 1307-70

De Falaise Avenue, town of Mount Royal, Montreal 301.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, May 5, 1970.

(Seal) GILBERT VIGNERON,
President.

35658-o 1316-70

Treitel Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that "Treitel Enterprises Ltd.", incorporated by letters patent on the 23rd day of November, 1962, under Part I of the Companies Act, and having its head office in the city and district of Montreal, at 2505 Bates Road, has moved it to 9310 St. Lawrence Blvd., Room 1049, in the city and district of Montreal.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 1st day of May, 1970.

MORIC TREITEL,
President.

35659-o 1433-62

Treitel-Frankel Properties Ltd.

Notice is given that "Treitel-Frankel Properties Ltd.", incorporated by letters patent on the 26th day of November, 1958, under Part I of the Companies Act, and having its head office in the city and district of Montreal, at 2505 Bates Road, has moved it to 9310 St. Lawrence Blvd., Room 1049, in the city and district of Montreal.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 1st day of May, 1970.

MORIC TREITEL,
President.

35660-o 14284-58

Ventes Turco ltée
Turco Sales Ltd.

Notice is hereby given that "Ventes Turco ltée — Turco Sales Ltd.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated March 31, 1970, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 2501 Stock Exchange Tower, Victoria Square, Montreal 3, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, June 12, 1970.

(Seal) RENÉ TURCOTTE,
President.

35661-o 1307-70

Ministère de l'Éducation

Colombourg

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Colombourg, dans le comté d'Abitibi-Ouest, à la municipalité scolaire de Lac-Abitibi, même comté.

Le ministre de l'Éducation,
GUY ST-PIERRE.

35614-31-2-o 310-01

Department of Education

Colombourg

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Colombourg, in the county of Abitibi-West to the school municipality of Lac-Abitibi, same county.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Education.

35614-31-2-o 310-01

Kénogami

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de la cité de Kénogami, dans le comté de Jonquière, Saint-Ambroise et Saint-Jean-l'Évangéliste dans le comté de Dubuc, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Kénogami, dans les comtés de Dubuc et Jonquière.

Québec, le 4 août 1970.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

35673-32-2-o

Saint-Cléophas

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Cléophas, dans le comté de Matapédia à la municipalité scolaire de Sayabec, dans le comté de Matapédia.

Québec, le 4 août 1970.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

35674-32-2-o 505-03

Kénogami

Application is made to amalgamate the present territory of the school municipalities of the city of Kénogami, in the county of Jonquière, Saint-Ambroise and Saint-Jean-l'Évangéliste in the county of Dubuc and to erect it into a new school municipality under the name of Kénogami, in the counties of Dubuc and Jonquière.

Québec, August 4, 1970.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

35673-32-2

Saint-Cléophas

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Saint-Cléophas, in the county of Matapédia to the school municipality of Sayabec, in the county of Matapédia.

Québec, August 4, 1970.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

35674-32-2 505-03

Caisses d'épargne et de crédit

La Caisse Populaire de Maniwaki

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 17 février 1970, par « La Caisse Populaire de Maniwaki », modifiant son territoire qui était « la ville de Maniwaki, les villages de Ste-Thérèse de Gatineau et Ste-Famille d'Aumond », en celui de « la ville de Maniwaki, les villages de Ste-Thérèse de Gatineau et Ste-Famille d'Aumond, et la paroisse municipale de Montcerf ».

Québec, le 31 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35633-o

La Caisse Populaire Ducharme

(*Loi des Caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que « La Caisse Populaire Ducharme » a été dissoute le 22 juillet 1970, et ce, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies.

Québec, le 3 août 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35672-o

Savings and Credit Unions

La Caisse Populaire de Maniwaki

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law adopted February 17, 1970 by "La Caisse Populaire de Maniwaki", amending its territory which was that of "the Town of Maniwaki, the Villages of Ste-Thérèse de Gatineau and Ste-Famille d'Aumond", into that of "the Town of Maniwaki, the Villages of Ste-Thérèse de Gatineau and Ste-Famille d'Aumond, and the municipal Parish of Montcerf".

Québec, July 31, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35633

La Caisse Populaire Ducharme

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that "La Caisse Populaire Ducharme" was dissolved on July 22, 1970, and such, pursuant to the Savings and Credit Unions Act and the Winding-Up Act.

Québec, August 3, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35672

Compagnies autorisées à faire des affaires

Hershey Foods Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Hershey Foods Corporation » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. R. S. Shepherd, administrateur, 660, rue Buchanan, Saint-Laurent.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 5200, rue Hochelaga, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 48-70

Companies Licensed to do Business

Hershey Foods Corporation

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Hershey Foods Corporation" has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. R. S. Shepherd, executive, 660 Buchanan Street, St-Laurent.

The principal office of the company in the Province is at 5200 Hochelaga Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Inlsitutions, Companies and Cooperatives.

35615-o 48-70

Citicorp Leasing International, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Citicorp Leasing International, Inc. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. C.S. Bradeen, fils, 4501, avenue Havard, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à bureau 720, 800 Carré Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35615 54-70

Citicorp Leasing International, Inc.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Citicorp Leasing International, Inc.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. C.S. Bradeen, Jr., 4501 Havard Avenue, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Suite 720, 800 Victoria Square, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35615-o 54-70

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2824

Québec, le 29 juillet 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un règlement relatif à l'article 1 du Bill 31, 1970.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 7 de la Loi du Ministère de la Santé (S.R.Q. 1964, chapitre 160), tel que modifié par 1970, Bill 31, nul acte, contrat, document ou écrit n'engage le ministère, ni ne peut être attribué au ministre de la santé, s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre, ou par le sous-ministre adjoint mais uniquement, dans le cas de ce dernier, dans la mesure déterminée par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil publié dans la *Gazette officielle du Québec;*

ATTENDU QU'il est opportun d'autoriser le docteur J. Benoît Bundock, sous-ministre adjoint, à signer le certificat apparaissant sur chaque obligation faisant partie d'une émission d'obligations d'un hôpital public et dont le paiement est garanti par une subvention du gouvernement du Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre de la Santé:

QUE soit adopté le présent règlement:

« Le docteur J. Benoît Bundock, sous-ministre adjoint, soit autorisé à signer le certificat apparaissant sur chaque obligation faisant partie d'une émission d'obligations d'un hôpital public et dont le paiement est garanti par une subvention du gouvernement du Québec; »

QUE ledit règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

35680-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2808

Québec, le 29 juillet 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire de l'alimentation au détail de St-Hyacinthe.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2824

Québec, July 29, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a regulation respecting section 1 of Bill 31, 1970.

WHEREAS, under section 7 of the Health Department Act (R.S.Q. 1964, chapter 160) as amended by 1970, Bill 31, no deed, contract, document or writing shall be binding upon the Department, nor be held to be the act of the Minister of Health unless signed by him, by the Deputy Minister or by an assistant deputy minister, but only as regards the latter, to the extent determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council published in the *Québec Official Gazette:*

WHEREAS it is deemed expedient to authorize Doctor J. Benoît Bundock, Assistant Deputy Minister, to sign the certificate appearing on each debenture which is part of a debenture issue by a public hospital and the payment of which is to be guaranteed by a grant of the Québec Government;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Health;

THAT the following regulation be adopted:

"Doctor J. Benoît Bundock, Assistant Deputy Minister, is to be authorized to sign the certificate appearing on each debenture which is part of a debenture issue by a public hospital and the payment of which is to be guaranteed by a grant of the Québec Government;"

THAT the said regulation be published in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

35680

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2808

Québec, July 29, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of the Food Trade Parity Committee of St-Hyacinthe.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'alimentation au détail de St-Hyacinthe, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2093 du 16 juillet 1969, soit prolongé jusqu'au 31 décembre 1970, aux mêmes taux et conditions.

Le greffier du Conseil exécutif,
35647-o JULIEN CHOUINARD.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2809

Québec, le 29 juillet 1970.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire des Coiffeurs de Valleyfield.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire des Coiffeurs de Valleyfield, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2279 du 7 août 1969, soit prolongé jusqu'au 31 décembre 1970, aux mêmes taux et conditions.

Le greffier du Conseil exécutif,
35647-o JULIEN CHOUINARD.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2810

Québec, le 29 juillet 1970.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire des Accessoires de Mode dans l'Ile de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire des Accessoires de Mode dans l'Ile de Montréal, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2635 du 10 septembre 1969, soit prolongé jusqu'au 31 décembre 1970, aux mêmes taux et conditions.

Le greffier du Conseil exécutif,
35647-o JULIEN CHOUINARD.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2811

Québec, le 29 juillet 1970.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement de la Commission Conjointe de l'Industrie de la Robe de la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le droit de prélèvement de la Commission Conjointe de l'Industrie de la Robe de la province de Québec, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2026 du 10 juillet 1969, soit prolongé jusqu'au 31 décembre 1970, aux mêmes taux et conditions.

Le greffier du Conseil exécutif,
35647-o JULIEN CHOUINARD.

THAT the right to levy of the Food Trade Parity Committee of St-Hyacinthe, authorized by a by-law approved by Order in Council number 2093 of July 16, 1969, be extended until December 31, 1970, without any change in rates or conditions.

JULIEN CHOUINARD,
35647-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2809

Québec, July 29, 1970.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of the *"Comité paritaire des Coiffeurs de Valleyfield"*.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the right to levy of the *"Comité paritaire des Coiffeurs de Valleyfield"*, authorized by a by-law approved by Order in Council number 2279 of August 7, 1969, be extended until December 31, 1970, without any change in rates or conditions.

JULIEN CHOUINARD,
35647-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2810

Québec, July 29, 1970.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of the Parity Committee of the Fashion Accessories Industry of the Island of Montreal.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the right to levy of the Parity Committee of the Fashion Accessories Industry of the Island of Montreal, authorized by a by-law approved by Order in Council number 2635 of September 10, 1969, be extended until December 31, 1970, without any change in rates or conditions.

JULIEN CHOUINARD,
35647-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2811

Québec, July 29, 1970.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the right to levy of the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Québec.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the right to levy of the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Québec, authorized by a by-law approved by Order in Council number 2026 of July 10, 1969, be extended until December 31, 1970, without any change in rates or conditions.

JULIEN CHOUINARD,
35647-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1592

Québec, le 8 avril 1970.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la création d'une Direction Générale de l'Énergie au Ministère des Richesses Naturelles.

ATTENDU QUE le secteur de l'énergie joue un rôle fondamental dans la croissance économique par la fourniture de ses produits, par l'importance de ses achats d'équipement, par les emplois qu'il suscite et par les innovations techniques qu'il fait naître;

ATTENDU QU'il est aussi un facteur de développement régional, particulièrement parce qu'il contribue à assurer le démarrage économique des régions sous-industrialisées;

ATTENDU QU'une distribution rationnelle de l'énergie sous ses diverses formes et sur tout le territoire est indispensable à une croissance industrielle diversifiée;

ATTENDU QUE le Québec est l'un des consommateurs mondiaux les plus importants pour l'ensemble des produits énergétiques, et que, dans cette optique, une politique énergétique cohérente et complète est essentielle au bien-être de sa population;

ATTENDU QUE, jusqu'à présent, le Gouvernement du Québec et la Commission Hydroélectrique du Québec ont utilisé la génération et la fourniture d'électricité aux fins précitées;

ATTENDU QU'en ce qui concerne le gaz naturel, le Ministère des Richesses Naturelles et la Régie de l'Électricité et du Gaz ont préparé conjointement une législation permettant d'accélérer l'extension de la distribution de cette forme d'énergie sur tout le territoire, et visant également à assurer aux consommateurs un meilleur service, dans des conditions de sécurité accrue;

ATTENDU QUE dans le domaine du pétrole, le Québec a participé activement à la mise en valeur des ressources pétrolières dans le Golfe du Saint-Laurent, avec la Société Acadienne de Recherche Pétrolière, et créé la Société Québécoise d'Initiatives Pétrolières pour assurer notamment la présence d'intérêts québécois dans la production et la transformation des hydrocarbures;

ATTENDU QUE cependant ces objectifs et instruments d'une politique énergétique gagneraient à être coordonnés en vue d'une action planifiée des divers organismes responsables;

ATTENDU QUE le Gouvernement canadien possède pour sa part, une « politique nationale du pétrole » et qu'il est important, pour celui du Québec, de s'équiper en vue de discuter avec le Gouvernement fédéral les aspects économiques et techniques de cette politique, de nature à influencer le développement québécois;

ATTENDU QUE le Ministère des Richesses Naturelles, qui est responsable de la politique d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures, d'une grande partie des études économiques, juridiques et techniques appelées par une politique de l'énergie, et qui entretient, par l'intermédiaire de son Ministre, des rapports étroits et permanents avec la Commission Hydroélectrique du Québec et la Société Québécoise d'Initiatives Pétrolières, est amené à jouer un rôle particulier dans la formulation et l'application d'une politique québécoise de l'énergie;

ATTENDU QU'en conséquence, le Ministre estime nécessaire d'établir une Direction Géné-

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1592

Québec, April 8, 1970.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the creation of a Power Branch in the Department of Natural Resources.

WHEREAS the field of power is of vital importance in economic growth through products supplied, the great amount of equipment purchased, employment offered and technical innovations introduced;

WHEREAS it is also a factor of regional development, particularly since it contributes to ensuring economic acceleration of under industrialized regions;

WHEREAS rational distribution of power under its various forms throughout all the territory is indispensable for diversified industrial growth;

WHEREAS Québec is one of the world's leading consumers as regards products of power and in this perspective, a full and coherent policy respecting power is essential for the welfare of its population;

WHEREAS until now the government of Québec and the Québec Hydro-Electric commission have made use of the generation and provision of electricity for the above-mentioned purposes;

WHEREAS, as regards natural gas; the Department of Natural Resources and the Electricity and Gas Board, working together, have prepared legislation to allow accelerated extension of the distribution of this kind of energy throughout the territory and aimed at ensuring better customer service under improved safety conditions;

WHEREAS, in the field of petroleum, Québec has taken an active part in marketing petroleum resources of the Gulf of St. Lawrence, along with the "Société Acadienne de Recherche Pétrolière", and created the Québec Petroleum Operations Company, especially to ensure the presence of Québec interests in the production and transformation of hydrocarbons;

WHEREAS these objectives and instruments of a policy respecting power would improve if coordinated with a view to planned action by the different bodies responsible;

WHEREAS the Canadian government also has a "national petroleum policy" and it is important for the Québec government to equip itself to discuss with the federal government the economic and technical aspects of this policy, which is likely to influence the development of Québec;

WHEREAS the Department of National Resources, which is responsible for policy regarding exploration for and development of hydrocarbons and for much of the economic, juridical and technical studies required by a power policy and which, through its Minister, is in close and continuing contacts with the Québec Hydro-Electric Commission and the Québec Petroleum Operations Company, is called upon to play a special part in preparing and applying a Québec power policy;

WHEREAS consequently the Minister deems it necessary to establish a Power Branch, entrusted

rale de l'Énergie chargée de le conseiller dans les questions de gaz, de pétrole et d'électricité, et, plus particulièrement, d'élaborer et de lui soumettre une politique globale et cohérente de l'énergie, qui tienne compte des intérêts fondamentaux du Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre des Richesses Naturelles:

QUE soit créée, au Ministère des Richesses Naturelles, une Direction Générale de l'Énergie, comprenant une Direction de l'Électricité et une Direction des Hydrocarbures;

QUE cette Direction Générale soit chargée, en collaboration avec l'Office de Planification et de Développement du Québec et les autres organismes gouvernementaux intéressés aux problèmes de l'énergie, et en consultant régulièrement les représentants de l'industrie, d'établir une politique énergétique couvrant notamment les secteurs de l'électricité, du gaz et du pétrole, qui puisse être proposée au Gouvernement par le Ministre;

QUE les effectifs et les crédits requis par la nouvelle Direction Générale soient pris à même les crédits et effectifs déjà retenus pour le Ministère, en 1970-71, sous réserve de l'approbation du Conseil de la Trésorerie.

Le greffier du Conseil exécutif,

35617-o JULIEN CHOUINARD.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1593

Québec, le 8 avril 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la création d'une Direction de l'Électricité et la nomination d'un directeur de l'Électricité.

ATTENDU QU'une Direction Générale de l'Énergie a été créée au Ministère des Richesses Naturelles par arrêté en conseil numéro 1592 en date du 8 avril 1970;

ATTENDU QUE l'électricité représente un secteur important de l'énergie et un domaine essentiel dans la politique de développement du Ministère des Richesses Naturelles pour les territoires du Nouveau-Québec, de la Basse Côte Nord, et d'une façon générale pour les territoires miniers relevant de sa juridiction;

ATTENDU QUE l'Hydro-Québec a, de par sa Loi, la responsabilité générale de la fourniture d'énergie, aux usagers du Québec, ainsi que de la production, du transport et de la distribution, et de la vente de l'électricité au Québec;

ATTENDU QUE, de ce fait, l'Hydro-Québec doit être en rapports constants avec le Ministère des Richesses Naturelles aux fins d'électrification pour les territoires précités;

ATTENDU QU'actuellement, il n'existe au Ministère aucune structure administrative officiellement responsable de ces rapports.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre des Richesses Naturelles:

QUE soit instituée au Ministère des Richesses Naturelles une Direction de l'Électricité chargée spécifiquement des rapports avec Hydro-Québec aux fins visées ci-dessus;

QUE, d'autre part, cette Direction de l'Électricité reçoive les responsabilités suivantes, actuellement dévolues de fait au Ministère des Richesses Naturelles:

with advising him in matters of gas, petroleum and electricity and more especially with preparing and submitting to him a complete and coherent power policy bearing in mind Québec's fundamental interests;

THEREFORE IT IS ORDERED, upon motion by the Minister of Natural Resources:

THAT a Power Branch, comprising an Electricity Section and a Hydrocarbons Section, be erected in the Department of Natural Resources;

THAT this branch be entrusted with establishing in collaboration with the Québec Planning and Development Bureau and the other government bodies concerned with problems of power, a power policy, affecting particularly the fields of electricity, gas and petroleum, which may be suggested to the government by the Minister;

THAT the personnel and the appropriations required by the new Branch be taken from the appropriations and personnel already withheld for the Department in 1970-71, subject to approval by the Treasury Board.

JULIEN CHOUINARD,

35617 *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1593

Québec, April 8, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the creation of in Electricity Section and the appointment of a Director of Electricity.

WHEREAS a Power Branch was created in the Department of Natural Resources by Order in Council number 1592, dated April 8th 1970;

WHEREAS electricity represents a vital sector of power and an essential field in the policy of development of the Department of Natural Resources as regards the territories of New Québec, the Lower North Shore and, generally, the mining territories under its jurisdiction;

WHEREAS under the act incorporating it, Hydro-Québec is generally responsible for supplying power to users in the Province of Québec and for producing, transporting, distributing and selling electricity in Québec;

WHEREAS for this reason Hydro-Québec must be in constant communication with the Department of Natural Resources for the purposes of electrification in the above-mentioned territories;

WHEREAS at present there is no administration structure in the Department which is officially responsible for such communication;

THEREFORE it is ordered, upon a motion by the Minister of Natural Resources:

THAT an electricity section, specifically charged with communicating with Hydro-Québec for the above purposes, be established in the Department of Natural Resources;

THAT in addition, the following responsibilities which presently appertain *de facto* to the Department of Natural Resources, be conferred upon the Electricity section:

— l'étude des différentes demandes d'approbation que, dans le cadre de sa Loi, Hydro-Québec doit présenter au Lieutenant-gouverneur en conseil par l'intermédiaire du Ministre des Richesses Naturelles, et la mise au point des recommendations pertinentes au Ministre;
— la représentation du Ministre des Richesses Naturelles dans les négociations avec Hydro-Québec concernant l'établissement d'un plan conjoint pour l'électrification du Nouveau-Québec et de la Basse Côte Nord;
— la participation au Comité d'étude du budget d'Hydro-Québec;
— le conseil des autorités du Ministère des Richesses Naturelles pour toutes les questions pertinentes au domaine de l'électricité.

QUE monsieur Jérôme Lépine soit nommé directeur par intérim de la Direction de l'Électricité, et que les effectifs et les crédits requis pour la nouvelle Direction soient pris à même les effectifs et crédits déjà retenus pour le Ministère, en 1970-71, sous réserve de l'approbation du Conseil de la Trésorie.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

35617-o

— the study of various applications for approval which Hydro-Québec within the framework of the act governing it, must submit to the Lieutenant-Governor in Council through the Minister of Natural Resources, and the revision of pertinent recommendations to the Minister;
— the representing of the Minister of Natural Resources in the negotiations with Hydro-Québec respecting the setting up of a joint plan for Rectrification of New Québec and the Lower North Shore;
— membership in the Hydro-Québec budget study committee;
— advising the authorities of the Department of Natural Resources as regards pertinent matters in the field of electricity.

THAT Mr. Jérôme Lépine be appointed director *pro tempore* of the Electricity Section and that the personnel and appropriations required for the new section be taken out of the personnel and the appropriations already withheld for the Department in 1970-71, subject to approval by the Treasury Board.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

35617

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2825

Québec, le 29 juillet 1970.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications aux règlements concernant la Loi de l'assurance-maladie.

ATTENDU QU'en vertu de la Loi de l'assurance-maladie (1970, Bill 8) le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements aux fins de ladite loi;

ATTENDU QUE conformément à ladite loi, le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté par arrêté en conseil numéro 2775 en date du 17 juillet 1970 des règlements concernant la Loi de l'assurance-maladie;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier lesdits règlements en ajoutant à la fin, les titres suivants:

V. Services qui ne sont pas considérés comme assurés.
VI. Milieu hospitalier en dehors du Québec.
VII. Modalités des avis de désengagement ou de réengagement.
VIII. Normes d'urgence.

ATTENDU QUE la Régie a fait ses recommandations au lieutenant-gouverneur en conseil relativement auxdits titres;

EN CONSÉQUENCE, il est ordonné sur la proposition du ministre de la santé:

QUE les règlements concernant la Loi de l'assurance-maladie adoptés par arrêté en conseil numéro 2775 en date du 17 juillet 1970 soient modifiés en y ajoutant à la fin, les titres suivants:

V. Services qui ne sont pas considérés comme assurés.
VI. Milieu hospitalier en dehors du Québec.
VII. Modalités des avis de désengagement ou de réengagement.
VIII. Normes d'urgence.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2825

Québec, July 29, 1970.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING amendments to the regulations respecting the Health Insurance Act.

WHEREAS under the Health Insurance Act (1970, Bill 8) the Lieutenant-Governor in Council may make regulations for the purposes of the said Act;

WHEREAS in accordance with the said Act and by Order in Council Number 2775, dated July 17, 1970, the Lieutenant-Governor in Council made regulations respecting the Health Insurance Act;

WHEREAS it is expedient to amend the said regulations by adding at the end the following titles:

V. Services not considered insured.
VI. Hospital outside Québec.
VII. Rules governing notices of withdrawal or re-engagement.
VIII. Standards respecting emergencies.

WHEREAS the Board has made its recommendations to the Lieutenant-Governor in Council respecting the said titles;

THEREFORE, it is ordered, upon motion by the Minister of Health:

THAT the regulations respecting the Health Insurance Act made by Order in Council Number 2775, dated July 17, 1970, be amended by adding at the end the following titles:

V. Services not considered insured.
VI. Hospital outside Québec.
VII. Rules governing notices of withdrawal or re-engagement.
VIII. Standards respecting emergencies.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Modifications aux règlements concernant la Loi de l'assurance-maladie
Table des matières

	Article
Titre V. *Services qui ne sont pas considérés comme assurés:*	
Règle générale	5.01
Examen non relié à la guérison ou à la prévention de la maladie	5.02
La psychanalyse	5.03
Chirurgie esthétique	5.04
Consultation à distance	5.05
Services rendus à des proches	5.06
Services reliés à la justice	5.07
Renouvellement de prescription	5.08
Services rendus à un groupe	5.09
Services rendus en exclusivité à un employeur ou à une association	5.10
Services visés par le paragraphe *c* de l'article 3 lorsque rendus par un professionnel de la santé	5.11
Ajustement de lunettes ou de verres de contact	5.12
Titre VI. *Milieu hospitalier en dehors du Québec:*	
Définition	6.01
Titre VII. *Modalités des avis de désengagement:*	
Publication dans la *Gazette officielle du Québec*	7.01
Publication dans un journal	7.02
Avis par le professionnel désengagé	7.03
Titre VIII. *Normes d'urgence:*	
Définition générale	8.01

Modifications aux règlements concernant la Loi de l'assurance-maladie

Titre V. *Services qui ne sont pas considérés comme assurés:*

5.01 Les services mentionnés sous ce titre ne doivent pas être considérés comme des services assurés aux fins de la loi.

5.02 Tout examen ou service non relié à un processus de guérison ou de prévention de la maladie; sont notamment considérés comme tels les examens ou services pour les fins:

a) de l'émission d'une police d'assurance ou de sa remise en vigueur;

b) d'emploi ou en cours d'emploi, ou lorsque tel examen ou service est requis par un employeur ou son représentant à moins qu'un tel examen ou service soit exigé par une autre loi;

c) de passeport, de visa ou d'autres fins analogues.

5.03 La psychanalyse sous toutes ses formes, à moins que tel service ne soit rendu dans une institution autorisée à cette fin par le ministre de la Santé.

5.04 Tout service dispensé à des fins purement esthétiques.

5.05 Toute consultation par voie de télécommunication ou par correspondance.

5.06 Tout service rendu par un professionnel à son conjoint ou à ses enfants.

5.07 Toute expertise, tout témoignage, tout certificat ou autres formalités lorsque requis pour les fins de la justice, ou par une personne autre que celle qui a reçu un service assuré.

5.08 Toute visite faite dans le seul but d'obtenir le renouvellement d'une ordonnance.

5.09 Tout examen, tout vaccin, toute immunisation, toute injection faits:

Amendments to the regulations respecting the Health Insurance Act
Table of contents

	Article
Title V. *Services not considered insured:*	
General rule	5.01
Examination not related to cure or prevention of disease	5.02
Psychoanalysis	5.03
Esthetic surgery	5.04
Long-distance consultations	5.05
Services to close relatives	5.06
Services related to justice	5.07
Renewal of prescriptions	5.08
Services rendered to a group	5.09
Services rendered exclusively to an employer or association	5.10
Services contemplated in sub-paragraph *c* of section 3 when rendered by a professional in the field of health	5.11
Adjustment of spectacles or contact lenses.	5.12
Title VI. *Hospital outside Québec:*	
Definition	6.01
Title VII. *Rules governing notices of withdrawal or re-engagement:*	
Publication in the *Québec Official Gazette*	7.01
Publication in a newspaper	7.02
Notice by the professional who has withdrawn	7.03
Title VIII. *Standards respecting emergencies:*	
General definition	8.01

Amendments to the regulations respecting the Health Insurance Act

Title V. *Services not considered insured:*

5.01 The services mentioned under this title shall not be considered as insured services for the purposes of the Act.

5.02 Every examination or service which is not related to a process of cure or prevention of illness: examinations or services for the following purposes shall in particular be considered as such:

(*a*) issue or renewal of an insurance policy;

(*b*) employment, or examinations during employment, or when such an examination or service is required by an employer or his representative unless such an examination or service is required by another law;

(*c*) passports, visas or other similar purposes.

5.03 Psychoanalysis in every form, unless such service is rendered in an institution authorized for such purpose by the Minister of Health.

5.04 Any service provided purely for esthetic purposes.

5.05 Any consultation by telecommunication or by correspondence.

5.06 Any service rendered by a professional to his consort or his children.

5.07 Any expert appraisal, testimony, report, certificate or other formalities when required for the purposes of justice or by a person other than the person who has received an insured service.

5.08 Any visit made for the sole purpose of obtaining the renewal of a prescription.

5.09 Any examination, vaccination, immunization or injection given:

a) à un groupe de personnes à moins que le professionnel duquel on requiert tel service n'ait obtenu au préalable l'autorisation par écrit de la Régie;

b) aux fins de scolarité à tous les degrés, de camps de vacances ou autres, d'une association ou d'un organisme.

5.10 Tout service rendu par un professionnel sur la base d'une entente ou d'un contrat avec un employeur ou une association ou organisme aux fins de rendre des services assurés à ses employés ou à leurs membres.

5.11 Parmi les services visés au paragraphe *c* de l'article 3 de la loi, les services suivants ne peuvent être considérés comme assurés s'ils sont rendus plus d'une fois par période de douze mois par un professionnel de la santé:

a) examen complet de la vision;
b) examen sommaire de la vision;
c) vision des couleurs.

5.12 Tout ajustement de lunettes ou de lentilles de contact.

Titre VI. *Milieu hospitalier en dehors du Québec:*

6.01 Aux fins du paragraphe *b* de l'article 3 de la loi, est un milieu hospitalier en dehors du Québec:

a) un hôpital possédé ou exploité par le gouvernement du Canada ou d'une autre province, ou par le gouvernement d'un autre pays que le Canada;

b) un hôpital légalement autorisé par l'autorité compétente d'une autre province, du Canada ou d'un autre pays que le Canada.

Titre VII. *Modalités d'avis quant au désengagement:*

7.01 La Régie doit publier mensuellement dans la *Gazette officielle du Québec* une liste par région des noms et adresses d'affaires des professionnels de la santé qui se sont désengagés de l'application d'une entente ou qui se sont réengagés ainsi que la date à laquelle prend effet le désengagement ou le réengagement de chacun d'eux.

7.02 La Régie peut également publier mensuellement dans un journal quotidien ou un hebdomadaire sur une base régionale une liste des noms et adresses d'affaires des professionnels de la santé qui se sont désengagés de l'application d'une entente ou qui se sont réengagés ainsi que la date à laquelle prend effet le désengagement ou le réengagement de chacun d'eux.

7.03 Tout professionnel de la santé qui s'est désengagé de l'application d'une entente, doit, sauf dans les cas d'urgence déterminés par la loi et les règlements, aviser toute personne qui réside au Québec que cette dernière, si elle recourt à ses services, doit en assumer totalement le coût. Cet avis peut être donné par écrit ou affiché bien en vue selon que jugé opportun par le professionnel.

Titre VIII. *Normes d'urgence:*

8.01 Est un cas d'urgence aux termes de la présente loi et des règlements, toute condition pathologique jugée par un professionnel de la santé comme devant requérir dans l'immédiat la dispensation de services assurés.

35666-o

(*a*) to a group of persons, unless the professional from whom such service is required has previously obtained the authorization of the Board;

(*b*) for schooling purposes at all levels, for purposes of summer or other camps, and for purposes of any association or body.

5.10 Any service rendered by a professional on the basis of an agreement or contract with an employer, an association or a body for the purposes of providing insured services to its or his employees or to their members.

5.11 Among the services contemplated in subparagraph *c* of section 3 of the Act, the following services shall not be considered insured services if they are rendered more than once during each twelve month period by a professional in the field of health:

(*a*) complete eyesight examination;
(*b*) summary eyesight examination;
(*c*) colour-blindness test.

5.12 Any adjustment of spectacles or contact lenses.

Title VI. *Hospital outside Québec:*

6.01 For the purposes of sub-paragraph *b* of section 3 of the Act a hospital outside Québec is:

(*a*) any hospital possessed or operated by the government of Canada or of another province, or by the government of a country other than Canada;

(*b*) a hospital legally authorized by the competent authority of another province, of Canada or of a country other than Canada.

Title VII. *Rules governing notices of withdrawal and re-engagement:*

7.01 The Board shall publish each month in the *Québec Official Gazette* a list, according to regions, of the names and business addresses of those professionals in the field of health who have withdrawn from the application of an agreement or have re-engaged themselves, and the date on which the withdrawal or the re-engagement of each of them takes effect.

7.02 The Board may also publish each month, in a daily newspaper or a weekly, on a regional basis, a list of the names and business addresses of those professionals in the field of health who have withdrawn from the application of an agreement or have re-engaged themselves, and the date on which the withdrawal or re-engagement of each of them takes effect.

7.03 Every professional in the field of health who has withdrawn from the application of an agreement must, except in those emergency cases determined by the Act and the regulations, advise any resident of the province of Québec that if such resident has recourse to the services of such professional, the cost thereof must be paid in full by such resident. Such notice may be given in writing or posted up in a conspicuous place, according as the professional deems expedient.

Title VIII. *Standards respecting emergencies:*

8.01 An emergency case within the meaning of this Act and the regulations is any pathological condition which, in the opinion of a professional in the field of health, should require the immediate provision of insured services.

35666-o

Liquidation — Avis de

Northern Terrazo & Tile Reg'd

Avis selon l'article 1896A du Code civil

Par jugement de la Cour Supérieure pour le district de Rouyn-Noranda, en date du 20 mai, 1969, je fus nommé liquidateur de la société autrefois opéré par John Marson et feu Primo Marson à Rouyn, sous la raison sociale de « Northern Terrazo & Tile Reg'd ».

Rouyn, le 8 juillet 1970.

Vraie copie.

Le liquidateur,

35627-o J. C. DUFRESNE, C.A.

La Caisse Populaire de St-Julien

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « La Caisse Populaire de St-Julien », tenue le 15 octobre 1964, il a été résolu à l'unanimité que les affaires de ladite caisse soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que Monsieur Patrick Larkin soit nommé liquidateur.

Québec, le 30 juillet 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

35669-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

La Caisse Populaire Desjardins de N. D. de l'Isle Verte

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « La Caisse Populaire Desjardins de N. D. de l'Isle Verte », tenue à l'Isle Verte, le 29 juin 1970, il a été résolu à l'unanimité que les affaires de ladite caisse soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Jean-Louis Rouleau soit nommé liquidateur.

Québec, le 3 août 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

35670-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

La Caisse Populaire Desjardins de St-Léandre

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « La Caisse Populaire Desjardins de St-Léandre », tenue à St-Léandre, le 25 juin 1970, il a été résolu à l'unanimité que les affaires de ladite caisse soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Gaétan Lavoie soit nommé liquidateur.

Québec, le 3 août 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

35671-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Winding up Notices

Northern Terrazo & Tile Reg'd

Notice under article 1896A of the Civil Code

By judgment of the Superior Court for the district of Rouyn-Noranda, dated May 20, 1969, I was appointed liquidator of the partnership formerly carried on at Rouyn by John Marson and the late Primo Marson under the name of "Northern Terrazo & Tile Reg'd".

Rouyn, July 8, 1970.

True copy.

J. C. DUFRESNE, C.A.,

35627-o *Liquidator.*

La Caisse Populaire de St-Julien

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that at a special general meeting of the members of "La Caisse Populaire de St-Julien", held on October 15, 1964, a resolution was passed unanimously stating that the affairs of the said union be wound up and that it be dissolved, pursuant to the Savings and Credit Unions Act and the Winding-Up Act, and that Mr. Patrick Larkin be appointed liquidator.

Québec, July 30, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

35669 *Companies and Cooperatives.*

La Caisse Populaire Desjardins de N. D. de l'Isle Verte

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that at a special general meeting of the members of "La Caisse Populaire Desjardins de N. D. de l'Isle Verte", held at Isle Verte, on June 29, 1970, a resolution was passed unanimously stating that the affairs of the said union be wound up and that it be dissolved, pursuant to the Savings and Credit Unions Act and the Winding-Up Act, and that Mr. Jean-Louis Rouleau be appointed liquidator.

Québec, August 3, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

35670 *Companies and Cooperatives.*

La Caisse Populaire Desjardins de St-Léandre

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that at a special general meeting of the members of "La Caisse Populaire Desjardins de St-Léandre", held at St-Léandre, on June 25, 1970, a resolution was passed unanimously stating that the affairs of the said union be wound up and that it be dissolved, pursuant to the Savings and Credit Unions Act and the Winding-Up Act, and that Mr. Gaétan Lavoie be appointed liquidator.

Québec, August 3, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

35671 *Companies and Cooperatives.*

Charte — demandes d'abandon de

L'O.I.R. inc.

Prenez avis que la compagnie « L'O.I.R. inc. », incorporée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à ville de Rimouski, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Mont-Joli, ce 14 juillet 1970.

Le secrétaire,
IVAN FORTIN.

35619-o

Charter — Application for Surrender of

L'O.I.R. inc.

Notice is hereby given that "L'O.I.R. inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Rimouski, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Mont-Joli, on July 14, 1970.

IVAN FORTIN,
Secretary.

35619-o

Ministère des Affaires municipales

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE l'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus 1964, chapitre 193) édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête du conseil de toute corporation de cité ou ville, même si elle n'est pas régie par ladite loi, peut octroyer des lettres patentes pour remplacer en totalité ou en partie les dispositions de sa charte par celles de ladite loi, retrancher de sa charte toute disposition pour laquelle aucune disposition correspondante n'existe dans ladite loi ou pour changer son nom;

ATTENDU QUE le conseil de la cité d'Outremont, par sa requête en date du 27 mars 1970, demande que des lettres patentes soient émises en sa faveur à l'effet de changer son nom, en français seulement, de la « cité d'Outremont » en celui de « ville d'Outremont » et de modifier sa charte en y remplaçant les articles 17, 20, 21, 22, 33, 34, 49, 64, 72, 73, 74, 83, 84, 85 et 86 des lois de 1915, chapitre 93, les articles 1 et 5 des lois de 1930, chapitre 113, les articles 3 et 5 des lois de 1924, chapitre 92, et l'article 6 des lois de 1959-1960, chapitre 112, par les dispositions correspondantes de la Loi des cités et villes;

ATTENDU QUE toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2343, en date du 10 juin 1970, Nous accordons la requête du conseil de la cité d'Outremont, en date du 27 mars 1970, et Nous déclarons et ordonnons, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*, que le nom de la « cité d'Outremont » soit changé, en français seulement, en celui de « ville d'Outremont », et

Department of Municipal Affairs

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Lettres patentes

WHEREAS section 2 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193) enacts that the Lieutenant-Governor in Council, upon the petition of the council of any city or town corporation, even if it is not governed by this Act, may grant letters patent to replace in whole or in part the provisions of its charter by those of this act, strike out of its charter any provisions for which there is no corresponding provision in this act, or to change its name;

WHEREAS the council of the city of Outremont, by its petition dated March 27, 1970, requests that letters patent be issued in its favor changing its name, in French only, from "cité d'Outremont" to "ville d'Outremont", and amending its charter by replacing therein sections 17, 20, 21, 22, 33, 34, 49, 64, 72, 73, 74, 83, 84, 85 and 86 of the statutes of 1915, chapter 93, sections 1 and 5 of the statutes of 1930, chapter 113, sections 3 and 5 of the statutes of 1924, chapter 92, and section 6 of the statutes of 1959-1960, chapter 112, by the corresponding provisions of the Cities and Towns Act;

WHEREAS all she formalities prescribed by law have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient to grant such petition.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 2343, dated June 10, 1970, We grant the petition of the council of the city of Outremont, dated March 27, 1970, and We declare and order by these letters patent which shall become effective from and after the date of their publication in the *Québec Official Gazette*, that the name of the "cité d'Outremont" be changed, in French only, to "ville d'Outremont", and that the above-mentioned provisions of the

que les dispositions ci-haut mentionnées de la charte de la cité d'Outremont soit remplacées par les dispositions correspondantes dans la Loi des cités et villes, le tout conformément aux dispositions de l'article 2 de ladite Loi des cités et villes (Statuts refondus 1964, chapitre 193).

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dixième jour de juin en l'année mil neuf cent soixante-dix de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-neuvième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
LUCIEN DARVEAU.

Avis est par les présentes donné que ces lettres patentes entreront en vigueur à compter de cette publication.

Le sous-ministre des affaires municipales,
35632-o RICHARD BEAULIEU.

charter of the city of Outremont be replaced by the corresponding provisions in the Cities and Towns Act, the whole pursuant to the provisions of section 2 of the said Cities and Towns Act (Revised Statutes 1964, chapter 193).

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this tenth day of June in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy, and in the nineteenth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
Assistant Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that these letters patent will come into force from and after publication of this notice.

RICHARD BEAULIEU,
35632 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N—3.2 Pointe de la Baie des mille vaches (Pointe de la Péninsule de Portneuf) — Pont de la Rivière Portneuf

N—4.2 Pointe Orient (en ligne avec le point de la Rivière Laval) — Pont de la Rivière Blanche

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation *à l'état cru.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1 du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Québec, le 24 juillet 1970.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce,
35631-o GÉRARD LEVESQUE.

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N—4.3 Région s'étendant du Pont de la Rivière Blanche — Pont de la Rivière Colombier

Department of Industry and Commerce

Fisheries Act

Québec Fishery Regulation

Notice of Shell Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that shellfish in and along the shores and waters:

N—3.2 Pointe de la Baie des mille vaches (Pointe de la Péninsule de Portneuf) — Bridge on the Portneuf River

N—4.2 Pointe Orient (in line with the bridge on the Laval River) — Bridge on the Blanche River

are no longer toxic to a degree unsafe for use as *a raw food.*

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulation, the Minister is pleased hereby to open the said areas to fishing and to permit whomsoever to fish, to take or to have in his possession shellfish from the said areas.

Québec, July 24, 1970.

GÉRARD LEVESQUE,
35631 *Minister of Industry and Commerce.*

Fisheries Act

Québec Fishery Regulation

Notice of Shell Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that shellfish in and along the shores and waters:

N—4.3 Area extending the bridge on Blanche — Bridge on the Colombier River

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation *à l'état cru et la mise en conserve.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1 du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Québec, le 23 juillet 1970.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce,

35631-o GÉRARD LEVESQUE.

are toxic to a degree unsafe for use *as a raw food and for canning purposes.*

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulation, the Minister hereby closes the said area to fishing, and forbids whomsoever to fish, to take or to have in his possession shellfish from the said area.

Québec, July 23, 1970.

GÉRARD LEVESQUE,

35631 *Minister of Industry and Commerce.*

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

Région s'étendant de la Pointe de Paspébiac à 47° 54′ 00″ lat. Nord 65° 10′ 00″ long. Ouest à 48° 53′ 00′ lat. Nord 64° 50′ 00″ long. Ouest à la Pointe Ouest de la Baie de Port Daniel

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation *à l'état cru et la mise en conserve.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Québec, le 24 juillet 1970.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce,

35631-o GÉRARD LEVESQUE.

Fisheries Act

Québec Fishery Regulation

Notice of Shell Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that shellfish in and along the shores and waters:

Area extending from Pointe de Paspébiac at lat. North 47° 54′ 00″ long. West 65° 10′ 00″ lat. North 48° 53′ 00″ long. West 64° 50′ 00″ to Pointe Ouest of Baie de Port Daniel

are toxic to a degree unsafe for use *as a raw food and for canning purposes.*

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulation, the Minister hereby closes the said area to fishing, and forbids whomsoever to fish, to take or to have in his possession shellfish from the said area.

Québec, July 24, 1970.

GÉRARD LEVESQUE,

35631 *Minister of Industry and Commerce.*

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives
Assurances

Gamble Alden Life Insurance Company

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « Gamble Alden Life Insurance Company », enregistrée sous le numéro 727, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 014, qui l'autorise à compter du 5 juin 1970, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Vie; Accident; Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à 5000 ouest, chemin Roosevelt, Chicago, état de l'Illinois, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé maître Michael Sheehan, LL. L., 55, rue d'Auteuil, Québec, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 2 juillet 1970.

Pour le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la Province,
Le surintendant des assurances,

35662-32-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives
Insurance

Gamble Alden Life Insurance Company

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "Gamble Alden Life Insurance Company", registered under number 727, has obtained the license and certificate of registry number 014, authorizing it, as from the 5th of June 1970, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Life; Accident; Sickness.

The head office of the company is situated at 5000, West Roosevelt Road, Chicago, State of Illinois, United States of America.

The company has appointed Mr. Michael Sheehan, LL. L., 55, d'Auteuil Street, Québec, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of financial institutions, companies and cooperatives, the 2nd of July 1970.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,

ROGER-A. CAMARAIRE,

35662-32-2-o *Superintendent of Insurance.*

Principal Life Insurance Company of Canada La Principale du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « Principal Life Insurance Company of Canada — La Principale du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie », enregistrée sous le numéro 728, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 015, qui l'autorise à compter du 17 juin 1970, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance sur la Vie.

Le siège social de la compagnie est situé à 10024, avenue Jasper, Edmonton, province de l'Alberta.

La compagnie a nommé monsieur John G. Kirkpatrick, 1, Place Ville-Marie, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 2 juillet 1970.

Pour le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la Province, Le surintendant des assurances,

35663-32-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Principal Life Insurance Company of Canada La Principale du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "Principal Life Insurance Company of Canada — La Principale du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie", registered under number 728, has obtained the license and certificate of registry number 015, authorizing it, as from the 17th of June 1970, to undertake in the Province contracts of Life insurance.

The head office of the company is situated at 10024, Jasper Avenue, Edmonton, Province of Alberta.

The company has appointed Mr. John G. Kirkpatrick, 1, Place Ville-Marie, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of financial institutions, companies and cooperatives, the 2nd of July 1970.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
35663-32-2-o *Superintendent of Insurance.*

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Village de Gaspé

Cadastre officiel du village de Gaspé, municipalité de la ville de Gaspé, division d'enregistrement de Gaspé.

Avis est par la présente donné que les lots 44-6-5 à 44-6-8, 44-6-28, 47-26-34 à 47-26-43 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 23 juin 1970.

Le sous-ministre,
35648-o FERNAND BOUTIN.

Canton Lussier

Cadastre officiel du Canton Lussier, municipalité de St-Donat*, division d'enregistrement de Montcalm.

Avis est par la présente donné que le lot 18-1-17 du rang 11 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 20 juillet 1970.

Le sous-ministre,
35648-o FERNAND BOUTIN.

Cité de Montréal, quartier Ste-Anne

Cadastre officiel de la cité de Montréal, Quartier Ste-Anne, municipalité de la ville de Montréal, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le lot 1922 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 juillet 1970.

Le sous-ministre,
35648-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Notre-Dame de la Victoire

Cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, municipalité de la ville de Lévis, division d'enregistrement de Lévis.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Village of Gaspé

Official cadastre of village of Gaspé, municipality of the town of Gaspé, registration division of Gaspé.

Notice is hereby given that lots 44-6-5 to 44-6-8, 44-6-28, 47-26-34 to 47-26-43 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 23, 1970.

FERNAND BOUTIN,
35648-o *Deputy Minister.*

Township Lussier

Official cadastre of Township Lussier, municipality of St-Donat*, registration division of Montcalm.

Notice is hereby given that lot 18-1-17 of range 11 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 20, 1970.

FERNAND BOUTIN,
35648-o *Deputy Minister.*

City of Montreal, Ste-Anne Ward

Official cadastre of the city of Montreal, Ste-Anne Ward, municipality of the town of Montreal, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lot 1922 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 9, 1970.

FERNAND BOUTIN,
35648-o *Deputy Minister.*

Parish of Notre-Dame de la Victoire

Official cadastre of the parish of Notre-Dame de la Victoire, municipality of the town of Lévis, registration division of Lévis.

Avis est par la présente donné que les lots 50-34, 50-35, 50-36, 64-10, 64-15 à 64-18, 65-5, 65-11, 65-12 à 65-21, 66-8 à 66-12, 66-14 à 66-19, 67-12 à 67-18, 68-4-1, 68-5-1, 68-16 à 68-23, 69-2-1, 69-3-1, 69-8, 69-10 à 69-12, 70-16 à 70-21, 70-23, 71-7 à 71-13, 503-1 et 503-2 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 juillet 1970.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

35648-o

Paroisse de St-Mathieu de Beloeil

Cadastre officiel de la paroisse de St-Mathieu de Beloeil, municipalité de la ville de Beloeil, division d'enregistrement de Verchères.

Avis est par la présente donné que le lot 120-194 (parc) est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 juin 1970.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

35648-o

Paroisse de St-Mathieu de Beloeil

Cadastre officiel de la paroisse de St-Mathieu de Beloeil, municipalité de la ville de Beloeil, division d'enregistrement de Verchères.

Avis est par la présente donné que les lots 26-378, 26-380, 26-383, 26-384, 28-354, 28-356, 28-357 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 juillet 1970.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

35648-o

Notice is hereby given that lots 50-34, 50-35, 50-36, 64-10, 64-15 to 64-18, 65-5, 65-11, 65-12 to 65-21, 66-8 to 66-12, 66-14 to 66-19, 67-12 to 67-18, 68-4-1, 68-5-1, 68-16 to 68-23, 69-2-1, 69-3-1, 69-8, 69-10 to 69-12, 70-16 to 70-21, 70-23, 71-7 to 71-13, 503-1 and 503-2 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 14, 1970.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

35648-o

Parish of St-Mathieu de Beloeil

Official cadastre of the parish of St-Mathieu de Beloeil, municipality of the town of Beloeil, registration division of Verchères.

Notice is hereby given that lot 120-194 (park) is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 26, 1970.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

35648-o

Parish of St-Mathieu de Beloeil

Official cadastre of the parish of St-Mathieu de Beloeil, municipality of the town of Beloeil, registration division of Verchères.

Notice is hereby given that lots 26-378, 26-380, 26-383, 26-384, 28-354, 28-356, 28-357 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 13, 1970.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

35648-o

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 2 de la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), le ministre des Terres et Forêts a fait dresser des plans et livre de renvoi revisés dans le district électoral des Iles-de-la-Madeleine pour le cadastre de l'Ile Allright, comprenant la municipalité de Havre-aux-Maisons, située dans la division d'enregistrement des Iles-de-la-Madeleine;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 2 et 3 de ladite loi, le ministre des Terres et Forêts a:

1. fait déposer les plan et livre de renvoi aux archives du ministère des Terres et Forêts, le 22 avril 1970;

2. fait déposer une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi au bureau d'enregistrement des Iles-de-la-Madeleine, à Havre-Aubert, le 28 avril 1970;

Proclamation

Canada,
Province of Québec
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, under section 2 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (chapter 321, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests had revised plan and book of reference drawn up in the electoral district of the Magdalen Islands for the cadastre of Allright Island, covering the municipality of Havre-aux-Maisons, situated in the Registration Division of the Magdalen Islands;

WHEREAS, pursuant to sections 2 and 3 of the said Act, the Minister of Lands and Forests has:

1. had the plan and book of reference deposited in the archives of the Department of Lands and Forests on April 22, 1970;

2. had a certified copy of such plan and book of reference deposited in the registry office of the Magdalen Islands, at Havre-Aubert, on April 28, 1970;

3. transmis, pour dépôt, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi au secrétaire-trésorier de la municipalité de Havre-aux-Maisons, le 22 avril 1970;

ATTENDU QU'il y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue à l'article 4 de ladite loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2354, en date du 10 juin 1970, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons qu'une proclamation soit émise:

a) fixant au vingt-deux juin mil neuf cent soixante-dix (1970) la date d'entrée en vigueur des plans et livre de renvoi revisés du cadastre de l'Ile Allright, comprenant la municipalité de Havre-aux-Maisons, située dans la division d'enregistrement des Iles-de-la-Madeleine;

b) indiquant que des copies certifiées de ces plan et livre de renvoi revisés ont été déposées au bureau d'enregistrement des Iles-de-la-Madeleine et au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Havre-aux-Maisons;

c) informant le public que, pendant les huit (8) mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement lesdits plan et livre de renvoi revisés;

d) portant notification que, à l'expiration de ce délai, et à moins d'opposition écrite d'un intéressé, le ministre des Terres et Forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant d'un immeuble inscrit aux plan et livre de renvoi revisés du cadastre de l'Ile Allright;

e) ordonnant que tout droit réel affectant un lot compris dans le cadastre ci-haut mentionné, pour lequel des plan et livre de renvoi revisés ont été déposés, soit renouvelé dans le même délai en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172A du Code Civil;

f) informant aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'auront aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits seront régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce dixième jour de juin en l'année mil neuf cent soixante-dix de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-neuvième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,

35602-31-2-o LUCIEN DARVEAU.

3. had a certified copy of such plan and book of reference deposited with the Secretary-treasurer of the municipality of Havre-aux-Maisons, on April 22, 1970;

WHEREAS it is now expedient to issue the proclamation contemplated in section 4 of the said Act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order bearing number 2354 dated June 10, 1970, We have decreed and ordered and, hereby decree and order that a proclamation be issued:

(*a*) fixing the twenty-second day of June one thousand nine hundred and seventy (1970) as the date on which shall come into force the revised plan and book of reference of the cadastre of Allright Island, covering the municipality of Havre-aux-Maisons, situated in the Registration Division of the Magdalen Islands;

(*b*) indicating that certified copies of the said revised plan and book of reference were deposited at the registry office of the Magdalen Islands and at the office of the Secretary-treasurer of the municipal corporation of Havre-aux-Maisons;

(*c*) informing the public that, during the eight (8) months following the second and last publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, any interested person may consult free of charge, the said revised plan and book of reference;

(*d*) giving notice that at the expiry of such delay, except in the case of written opposition by an interested person, the Minister of Lands and Forests shall deliver a certificate of ownership to any occupant of an immovable inscribed on the revised plan and book of reference of the cadastre of Allright Island;

(*e*) ordering that any real right affecting a lot comprised within the cadastre mentioned above, for which a revised plan and book of reference have been deposited be renewed within the same delay, in the same manner prescribed by sections 2172 and 2172A of the Civil Code;

(*f*) also informing the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registration shall have no effect as regards other creditors or subsequent purchasers whose rights shall be regularly registered.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice, and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this tenth day of June, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy and in the nineteenth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,

35602-31-2 *Assistant Deputy Attorney General.*

Soumissions — Demandes de

Les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine
Comté de Champlain

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Réginald Vézina, secrétaire-trésorier, Bureau de la commission scolaire, 80, rue Dorval, case postale 190, Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 24 août 1970, pour l'achat de $405,000 d'obligations pour les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, datées du 1er septembre 1970 et remboursables par séries du 1er septembre 1971 au 1er septembre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Résolution du: 15 juin 1970 — $405,000 — rénovations de différentes écoles de la commission scolaire.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1970.

Tableau d'amortissement — $405,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1971	$ 7,000
1er septembre 1972	8,000
1er septembre 1973	9,000
1er septembre 1974	10,000
1er septembre 1975	11,000
1er septembre 1976	12,000
1er septembre 1977	13,000
1er septembre 1978	14,000
1er septembre 1979	16,000
1er septembre 1980	17,000
1er septembre 1981	19,000
1er septembre 1982	20,000
1er septembre 1983	22,000
1er septembre 1984	24,000
1er septembre 1985	27,000
1er septembre 1986	29,000
1er septembre 1987	32,000
1er septembre 1988	35,000
1er septembre 1989	38,000
1er septembre 1990	42,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Tenders — Request for

School Commissioners for the Municipality of Cap-de-la-Madeleine
County of Champlain

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Réginald Vézina, Secretary-Treasurer, at the Office of the School Commission, 80 Dorval Street, Post Office Box 190, Cap-de-la-Madeleine, County of Champlain, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Monday, August 24, 1970, for the purchase of an issue of $405,000 of bonds for the school commissioners for the Municipality of Cap-de-la-Madeleine, County of Champlain, dated September 1, 1970 and redeemable serially from September 1, 1971 to September 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

Resolution dated June 15, 1970 — $405,000 — renovations of various school commission schools.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1970.

Table of redemption — $405,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1971	$ 7,000
September 1, 1972	8,000
September 1, 1973	9,000
September 1, 1974	10,000
September 1, 1975	11,000
September 1, 1976	12,000
September 1, 1977	13,000
September 1, 1978	14,000
September 1, 1979	16,000
September 1, 1980	17,000
September 1, 1981	19,000
September 1, 1982	20,000
September 1, 1983	22,000
September 1, 1984	24,000
September 1, 1985	27,000
September 1, 1986	29,000
September 1, 1987	32,000
September 1, 1988	35,000
September 1, 1989	38,000
September 1, 1990	42,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

4. Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term for one part and twenty-year fixed-term bonds for the other part.

5. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

6. Five-year short-term serial bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $42,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair au Cap-de-la-Madeleine.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $42,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $42,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er septembre de chaque année pour le montant anuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, lundi, le 24 août 1970, à 8 heures du soir, Bureau de la commission scolaire, 80, rue Dorval, case postale 190, Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cap-de-la-Madeleine (Comté de Champlain), ce 23 juillet 1970.

Le secrétaire-trésorier,
RÉGINALD VÉZINA.

Bureau de la commission scolaire,
80, rue Dorval, Case postale 190,
Cap-de-la-Madeleine (Champlain), P.Q.
Téléphone: 375-7375, code 819. 35628-o

However, as far as paragraphs 4, 5 and 6 are concerned, the 20-year fixed-term bonds should be for an amount of not less than $42,000, and if higher than this latter amount, the said part should include only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice and starting with the last years of maturities. Also, the 5-year or 10-year short-term serial bonds shall include complete annual amortizations only, and starting with the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque, payable at par at Cap-de-la-Madeleine.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term for an amount equal to $42,000. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than $42,000, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners which will be held on Monday, August 24, 1970, at 8:00 o'clock, p.m., at the Office of the School Commission, 80 Dorval Street, Post Office Box 190, Cap-de-la-Madeleine, County of Champlain, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Cap-de-la-Madeleine (County of Champlain), July 23, 1970.

RÉGINALD VÉZINA,
Secretary-Treasurer.

Office of the School Commission,
80 Dorval Street, Post Office Box 190,
Cap-de-la-Madeleine (Champlain), P.Q.
Telephone: 375-7375, code 819. 35628

Ville de Pointe-Claire
Comté de Robert Baldwin

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée Mme S. C. Larue, greffier, Hôtel de ville, 451, Montée Saint-Jean, Pointe-Claire, comté de Robert Baldwin, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 24 août 1970, pour l'achat de $1,000,000 d'obligations de la ville de Pointe-Claire, comté de Robert Baldwin, datées du 1er septembre 1970 et remboursables

Town of Pointe-Claire
County of Robert Baldwin

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Mrs. S. C. Larue, clerk, Town Hall, 451 Montée Saint-Jean, Pointe-Claire, county of Robert Baldwin, P.Q., until 7.30 o'clock p.m., on Monday, August 24, 1970, for the purchase of an issue of $1,000,000 of bonds for the town of Pointe-Claire, county of Robert Baldwin, dated September 1, 1970 and redeemable serially from September 1, 1971 to

par séries du 1er septembre 1971 au 1er septembre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos: 754 — $6,000 — aqueduc, égouts, voirie; 943 — $1,000 — achat de terrains; 965 — $15,000 — achat de terrains; 1127 — $5,400 — services récréatifs et communautaires; 1207 — $15,000 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage; 1209 — $20,000 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage; 1253 — $1,000 — plantation d'arbres; 1254 — $14,000 — voirie; 1311 — $5,000 — éclairage; 1332 — $8,000 — services récréatifs et communautaires; 1344 — $2,000 — voirie; 1397 — $30,000 — voirie; 1398 — $76,000 — achat d'équipement; 1400 — $80,000 — services récréatifs et communautaires; 1408 — $1,000 — plantation d'arbres; 1410 — $5,500 — installation de clôtures; 1421 — $22,000 — voirie; 1422 — $162,500 — aqueduc, égouts, voirie; 1429 — $31,000 — voirie; 1432 — $53,000 — aqueduc, égouts, voirie; 1433 — $14,100 — bâtisses et terrains; 1438 — $78,000 — aqueduc, égouts; 1439 — $12,000 — éclairage; 1440 — $277,000 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage; 1442 — $20,000 — services récréatifs et communautaires; 1443 — $12,500 — voirie; 1456 — $33,000 — achat d'équipement.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1970.

Tableau d'amortissement — $1,000,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1971	$27,000
1er septembre 1972	28,000
1er septembre 1973	31,000
1er septembre 1974	33,000
1er septembre 1975	36,000
1er septembre 1976	39,000
1er septembre 1977	43,000
1er septembre 1978	46,000
1er septembre 1979	50,000
1er septembre 1980	54,000
1er septembre 1981	41,000
1er septembre 1982	45,000
1er septembre 1983	48,000
1er septembre 1984	52,000
1er septembre 1985	57,000
1er septembre 1986	62,000
1er septembre 1987	68,000
1er septembre 1988	73,000
1er septembre 1989	80,000
1er septembre 1990	87,000

En plus, les modalités suivantes seulement, seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

September 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

By-laws Nos: 754 — $6,000 — aqueduct, sewers, roads; 943 — $1,000 — purchasing of lands; 965 — $15,000 — purchasing of lands; 1127 — $5,400 — recreational and community services; 1207 — $15,000 — aqueduct, sewers, roads, lighting; 1209 — $20,000 — aqueduct, sewers, roads, lighting; 1253 — $1,000 — planting of trees; 1254 — $14,000 — roads; 1311 — $5,000 — lighting; 1332 — $8,000 — recreational and community services; 1344 — $2,000 — roads; 1397 — $30,000 — roads; 1398 — $76,000 — purchasing of equipment; 1400 — $80,000 — recreational and community services; 1408 — $1,000 — planting of trees; 1410 — $5,500 — instalment of fences; 1421 — $22,000 — roads; 1422 — $162,500 — aqueduct, sewers, roads; 1429 — $31,000 — roads; 1432 — $53,000 — aqueduct, sewers, roads; 1433 — $14,100 — buildings and lands; 1438 — $78,000 — aqueduct, sewers; 1439 — $12,000 — lighting; 1440 — $277,000 — aqueduct, sewers, roads, lighting; 1442 — $20,000 — recreational and community services; 1443 — $12,500 — roads; 1456 — $33,000 — purchasing of equipment.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1970.

Table of redemption — $1,000,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1971	$27,000
September 1, 1972	28,000
September 1, 1973	31,000
September 1, 1974	33,000
September 1, 1975	36,000
September 1, 1976	39,000
September 1, 1977	43,000
September 1, 1978	46,000
September 1, 1979	50,000
September 1, 1980	54,000
September 1, 1981	41,000
September 1, 1982	45,000
September 1, 1983	48,000
September 1, 1984	52,000
September 1, 1985	57,000
September 1, 1986	62,000
September 1, 1987	68,000
September 1, 1988	73,000
September 1, 1989	80,000
September 1, 1990	87,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

4. Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term for one part and twenty-year fixed-term bonds for the other part.

5. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $87,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-Claire.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $87,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $87,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 24 août 1970, à 7.30 heures du soir, Hôtel de ville, 451, Montée Saint-Jean, Pointe-Claire, comté de Robert Baldwin, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-Claire (Comté de Robert Baldwin), ce 23 juillet 1970.

Le greffier,
Mme S. C. LARUE.

Hôtel de ville, 451, Montée Saint-Jean,
Pointe-Claire, Comté de Robert Baldwin, P.Q.
Téléphone: 697-0770, code 514. 35629-o

6. Five-year short-term serial bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, as far as paragraphs 4, 5 and 6 are concerned, the 20-year fixed-term bonds should be for an amount of not less than $87,000 and if higher than this latter amount, the said part should include only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice and starting with the last years of maturities. Also, the 5-year or 10-year short-term serial bonds shall include complete annual amortizations only, and starting with the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque, payable at par at Pointe-Claire.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term for an amount equal to $87,000. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than $87,000, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders shall be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, August 24, 1970, at 7.30 o'clock, p.m., at the Town Hall, 451 Montée Saint-Jean, Pointe-Claire, county of Robert Baldwin, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Pointe-Claire (County of Robert Baldwin), July 23, 1970.

Mrs. S. C. LARUE,
Clerk.

Town Hall, 451 Montée Saint-Jean,
Pointe-Claire, County of Robert Baldwin, P.Q.
Telephone: 697-0770, code 514. 35629

Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Sainte-Dorothée
Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Lucien Lapointe, secrétaire-trésorier, bureau de la commission scolaire, 510, boulevard Samson, Sainte-Dorothée, ville de Laval, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 26 août 1970, pour l'achat de $508,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la muni-

The School Commissioners for the Municipality of the Village of Sainte-Dorothée
County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Lucien Lapointe, Secretary-Treasurer, Office of the School Commission, 510 Samson Boulevard, Sainte-Dorothée, town of Laval, P.Q., until 8:00 p.m., Wednesday, August 26, 1970, for the purchase of an issue of $508,500, bonds of the School Commissioners for the municipality of

cipalité du village de Sainte-Dorothée, comté de Laval, datées du 1er septembre 1970 et remboursables par séries du 1er septembre 1971 au 1er septembre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Résolutions datées: 22 novembre 1968 — $44,500 — achat de terrain; 11 février 1970 — $464,000 — construction de l'école élémentaire Jean Lemonde.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1970.

Tableau d'amortissement — $508,500 — 20 ans

Année		*Capital*
1er septembre 1971	x	$44,000
1er septembre 1972	x	48,000
1er septembre 1973	x	53,000
1er septembre 1974	x	57,000
1er septembre 1975	x	63,500
1er septembre 1976		8,500
1er septembre 1977		8,500
1er septembre 1978		9,500
1er septembre 1979		11,000
1er septembre 1980		12,000
1er septembre 1981		12,000
1er septembre 1982		13,500
1er septembre 1983		15,500
1er septembre 1984		16,500
1er septembre 1985		18,000
1er septembre 1986		19,000
1er septembre 1987		21,500
1er septembre 1988		23,500
1er septembre 1989		26,000
1er septembre 1990		28,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'une subvention de construction de $305,000, accordée par le gouvernement provincial et payable en 5 versements de $61,000 chacun de 1971 à 1975 inclusivement, seront appliqués au service de cet emprunt. Les versements effectués à même cette subvention seront déposés durant les années précitées entre les mains du ministre des Finances en vue de compléter les sommes nécessaires pour acquitter en totalité le service de la dette sur cette émission conformément aux dispositions du Bill 64.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Sainte-Dorothée, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (17 Eliz. II, Bill 64, sanctionné le 5 juillet 1968), demanderont au ministre de l'Éducation d'effectuer, à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire (y compris celles indiquées ci-haut), le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

the Village of Sainte-Dorothée, county of Laval, dated September 1, 1970 and redeemable serially from September 1, 1971 to September 1, 1990 inclusively, with interest at a rate of not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

Resolutions dated: November 22, 1968 — $44,500 — purchase of land; February 11, 1970 — $464,000 — erection of the Jean Lemonde elementary school.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1970.

Table of redemption — $508,500 — 20 years

Year		*Capital*
September 1, 1971	x	$44,000
September 1, 1972	x	48,000
September 1, 1973	x	53,000
September 1, 1974	x	57,000
September 1, 1975	x	63,500
September 1, 1976		8,500
September 1, 1977		8,500
September 1, 1978		9,500
September 1, 1979		11,000
September 1, 1980		12,000
September 1, 1981		12,000
September 1, 1982		13,500
September 1, 1983		15,500
September 1, 1984		16,500
September 1, 1985		18,000
September 1, 1986		19,000
September 1, 1987		21,500
September 1, 1988		23,500
September 1, 1989		26,000
September 1, 1990		28,000

The letters "x" indicates the years during which annual instalments on $305,000 construction grant issued by the Provincial Government and payable in 5 instalments of $61,000 each, from 1971 to 1975 inclusively, will be applied to the services of the said loan. Payments made from the grant shall be deposited during the aforementioned years in the hands of the Minister of Finance to complete the sums necessary to pay in full the service of the debt on the said issue, pursuant to the provisions of Bill 64.

The school commissioners for the municipality of the village of Sainte-Dorothée, availing themselves of section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (17 Eliz. II, Bill 64, assented to on July 5, 1968), will apply to the Minister of Education for him to effect, from the grants to be paid annually by him to the said school board (the abovementioned included) the deposit in trust with the Minister of Finance, of a sum of money sufficient to cover the present bond issue, principal and interest, and any renewal thereof if necessary.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $28,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à ou moindre de $28,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $28,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mercredi, le 26 août 1970, à 8 heures du soir, bureau de la commission scolaire, 510, boulevard Samson, Sainte-Dorothée, ville de Laval, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sainte-Dorothée (Comté de Laval), ce 24 juillet 1970.

Le secrétaire-trésorier,
LUCIEN LAPOINTE.

Bureau de la commission scolaire,
510, boulevard Samson, Sainte-Dorothée,
Ville de Laval, P.Q.
Téléphone: 689-5019, code 514. 35630-o

Ville de Châteauguay-Centre
Comté de Châteauguay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription

4. Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

5. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

6. Five-year short-term serial bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds shall be for an amount not less than $28,000, and if greater than the latter amount, the said part must comprise one only or more complete annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice, and starting with the last years of maturities. Also, the 5-year or ten-year short-term serial bonds shall include complete annual amortizations only, and starting with the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise only one of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque, payable at par, at Laval.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than $28,000. However, should they be issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $28,000, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on September 1st each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Tenders shall be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held Wednesday, August 26, 1970, at 8:00 p.m., at the Office of the School Commission, 510 Samson Boulevard, Sainte-Dorothée, town of Laval, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Sainte-Dorothée (County of Laval), July 24, 1970.

LUCIEN LAPOINTE,
Secretary-Treasurer.

Office of the School Commission,
510 Samson Boulevard, Sainte-Dorothée,
Town of Laval, P.Q.
Telephone: 689-5019, code 514. 35630

Town of Châteauguay-Centre
County of Châteauguay

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for

« Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Laurier Legault, greffier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, 25, boulevard d'Anjou, Châteauguay-Centre, comté de Châteauguay, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle municipale, 1, Croissant Richard Châteauguay-Centre, comté de Châteauguay, P.Q., jeudi, le 27 août 1970, pour l'achat de $627,000 d'obligations de la ville de Châteauguay-Centre, comté de Châteauguay, datées du 1er septembre 1970 et remboursables par séries du 1er septembre 1971 au 1er septembre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos: 554 — $29,000 — voirie; 593 — $23,000 — aqueduc, égouts, voirie; 614 — $45,000 — aqueduc, égouts, voirie; 628 — $9,000 — aqueduc, égouts; 656 — $19,000 — voirie; 665 — $8,000 — aqueduc, égouts, voirie; 667 — $46,000 — aqueduc, égouts, voirie; 678 — $28,000 — aqueduc, égouts, voirie; 711 — $53,500 — voirie; 735 — $50,000 — aqueduc, égouts; 740 — $8,000 — éclairage; 745 (837) — $44,000 — aqueduc, égouts; 753 — $14,000 — voirie; 775 — $27,900 — voirie; 776 — $23,100 — aqueduc, égouts; 778 — $33,000 — aqueduc, égouts; 779 — $8,000 — aqueduc, égouts; 782 — $6,500 — construction d'abris d'autobus; 783 — $8,000 — voirie; 784 — $46,000 — aqueduc, égouts; 789 — $58,000 — voirie; 794 — $16,000 — voirie; 798 — $12,000 — voirie; 826 — $12,000 — voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1970.

Tableau d'amortissement — $627,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1971	$20,000
1er septembre 1972	20,000
1er septembre 1973	20,000
1er septembre 1974	20,000
1er septembre 1975	21,000
1er septembre 1976	25,000
1er septembre 1977	26,000
1er septembre 1978	27,000
1er septembre 1979	27,000
1er septembre 1980	27,000
1er septembre 1981	29,000
1er septembre 1982	29,000
1er septembre 1983	30,000
1er septembre 1984	30,000
1er septembre 1985	30,000
1er septembre 1986	38,000
1er septembre 1987	39,000
1er septembre 1988	39,000
1er septembre 1989	39,000
1er septembre 1990	91,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

bonds" will be received by the undersigned Laurier Legault, clerk, until 5:00 o'clock, p.m., at the Town Hall, 25 d'Anjou Boulevard, Châteauguay-Centre, county of Châteauguay, P.Q., and after until 8:00 o'clock, p.m., at the Municipal Hall, 1 Croissant Richard, Châteauguay-Centre, county of Châteauguay, P.Q., on Thursday, August 27, 1970, for the purchase of an issue of $627,000 of bonds for the town of Châteauguay-Centre, county of Châteauguay, dated September 1, 1970 and redeemable serially from September 1, 1971 to September 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

By-laws Nos: 554 — $29,000 — roads; 593 — $23,000 — aqueduct, sewers, roads; 614 — $45,000 — aqueduct, sewers, roads; 628 — $9,000 — aqueduct, sewers; 656 — $19,000 — roads; 665 — $8,000 — aqueduct, sewers, roads; 667 — $46,000 — aqueduct, sewers, roads; 678 — $28,000 — aqueduct, sewers, roads; 711 — $53,500 — roads; 735 — $50,000 — aqueduct, sewers; 740 — $8,000 — lighting; 745 (837) — $44,000 — aqueduct, sewers; 753 — $14,000 — roads; 775 — $27,900 — roads; 776 — $23,100 — aqueduct, sewers; 778 — $33,000 — aqueduct, sewers; 779 — $8,000 — aqueduct, sewers; 782 — $6,500 — construction of bus shelters; 783 — $8,000 — roads; 784 — $46,000 — aqueduct, sewers; 789 — $58,000 — roads; 794 — $16,000 — roads; 798 — $12,000 — roads; 826 — $12,000 — roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1970.

Table of redemption — $627,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1971	$20,000
September 1, 1972	20,000
September 1, 1973	20,000
September 1, 1974	20,000
September 1, 1975	21,000
September 1, 1976	25,000
September 1, 1977	26,000
September 1, 1978	27,000
September 1, 1979	27,000
September 1, 1980	27,000
September 1, 1981	29,000
September 1, 1982	29,000
September 1, 1983	30,000
September 1, 1984	30,000
September 1, 1985	30,000
September 1, 1986	38,000
September 1, 1987	39,000
September 1, 1988	39,000
September 1, 1989	39,000
September 1, 1990	91,000

Moreover, only the following terms and conditions shall be considered:

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $51,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er septembre 1990 au montant de $91,000 comprend un solde de $51,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er septembre 1991	$ 4,000
1er septembre 1992	4,000
1er septembre 1993	5,000
1er septembre 1994	5,000
1er septembre 1995	5,000
1er septembre 1996	5,000
1er septembre 1997	5,000
1er septembre 1998	6,000
1er septembre 1999	6,000
1er septembre 2000	6,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Châteauguay-Centre.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $91,000. Toutefois, si elles sont émises en parties à termes fixe 20 ans pour un montant supérieur à $91,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 27 août 1970, à 8 heures du soir, Salle munici-

4. Ten-year serial bonds with the balance partly as 10-year short-term bonds and partly as 20-year fixed-term bonds.

5. Ten-year serial bonds with the balance partly as 5-year short-term and partly as 20-year fixed-term bonds.

6. Five-year short-term serial bonds for the one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds shall be for an amount of not less than $51,000, and, if higher than the latter amount, the said part shall comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. Also, 5-year or 10-year short-term bonds shall include only complete annual amortizations, starting with the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The September 1, 1990 maturity in the amount of $91,000 includes a balance of $51,000 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
September 1, 1991	$ 4,000
September 1, 1992	4,000
September 1, 1993	5,000
September 1, 1994	5,000
September 1, 1995	5,000
September 1, 1996	5,000
September 1, 1997	5,000
September 1, 1998	6,000
September 1, 1999	6,000
September 1, 2000	6,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Châteauguay-Centre.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than $91,000. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $91,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the tables of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Thursday, August 27, 1970, at 8:00 o'clock, p.m., at the

pale, 1, Croissant Richard, Châteauguay-Centre, comté de Châteauguay, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Châteauguay-Centre (Comté de Châteauguay), ce 31 juillet 1970.

Le greffier,
LAURIER LEGAULT.

Hôtel de ville, 25, boulevard d'Anjou,
Châteauguay-Centre (Châteauguay), P.Q.
Téléphone: 692-6761, code 514. 35643-o

Municipal Hall, 1 Croissant Richard, Châteauguay-Centre, County of Châteauguay, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Châteauguay-Centre (County of Châteauguay), July 31, 1970.

LAURIER LEGAULT,
Clerk.

Town Hall, 25 d'Anjou Boulevard,
Châteauguay-Centre (Châteauguay), P.Q.
Telephone: 692-6761, code 514. 35643

Paroisse de St-Camille-de-Lellis
Comté de Bellechasse

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée Mme André Vermette, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, bureau de la corporation, St-Camille-de-Lellis, comté de Bellechasse, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, salle paroissiale, St-Camille-de-Lellis, comté de Bellechasse, P.Q., mardi, le 25 août 1970, pour l'achat de $150,000 d'obligations de la paroisse de St-Camille-de-Lellis, comté de Bellechasse, datées du 1er septembre 1970 et remboursables par séries du 1er septembre 1971 au 1er septembre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1970.

Tableau d'amortissement — $150,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1971	$ 4,500
1er septembre 1972	4,500
1er septembre 1973	4,000
1er septembre 1974	4,000
1er septembre 1975	3,500
1er septembre 1976	2,500
1er septembre 1977	2,000
1er septembre 1978	1,500
1er septembre 1979	1,500
1er septembre 1980	1,000
1er septembre 1981	1,000
1er septembre 1982	1,000
1er septembre 1983	1,000
1er septembre 1984	1,000
1er septembre 1985	1,000
1er septembre 1986	1,500
1er septembre 1987	1,500
1er septembre 1988	1,500
1er septembre 1989	2,000
1er septembre 1990	109,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Parish of St-Camille-de-Lellis
County of Bellechasse

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Mrs. André Vermette, Secretary-Treasurer, until 7:30 o'clock p.m., Office of the Corporation, St-Camille-de-Lellis, county of Bellechasse, P.Q., and afterwards until 8:00 o'clock p.m., parish Hall, St-Camille-de-Lellis, county of Bellechasse, P.Q., Tuesday, August 25, 1970, for the purchase of an issue of $150,000 of bonds for the parish of St-Camille-de-Lellis, county of Bellechasse, dated September 1, 1970, and redeemable serially from September 1, 1971 to September 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from September 1, 1970.

Table of redemption — $150,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1971	$ 4,500
September 1, 1972	4,500
September 1, 1973	4,000
September 1, 1974	4,000
September 1, 1975	3,500
September 1, 1976	2,500
September 1, 1977	2,000
September 1, 1978	1,500
September 1, 1979	1,500
September 1, 1980	1,000
September 1, 1981	1,000
September 1, 1982	1,000
September 1, 1983	1,000
September 1, 1984	1,000
September 1, 1985	1,000
September 1, 1986	1,500
September 1, 1987	1,500
September 1, 1988	1,500
September 1, 1989	2,000
September 1, 1990	109,500

Moreover, only the following methods of issue shall be considered:

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

4. Ten-year serial bonds with the balance partly as 10-year short-term and partly as 20-year fixed-term bonds.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $11,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er septembre 1990 au montant de $109,500 comprend un solde de $107,500 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er septembre 1991	$ 2,000
1er septembre 1992	2,000
1er septembre 1993	2,500
1er septembre 1994	2,500
1er septembre 1995	3,000
1er septembre 1996	3,000
1er septembre 1997	3,500
1er septembre 1998	3,500
1er septembre 1999	4,000
1er septembre 2000	4,500
1er septembre 2001	5,000
1er septembre 2002	5,500
1er septembre 2003	6,000
1er septembre 2004	6,500
1er septembre 2005	7,000
1er septembre 2006	8,000
1er septembre 2007	8,500
1er septembre 2008	9,500
1er septembre 2009	10,000
1er septembre 2010	11,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Camille.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $109,500. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $109,500, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert com-

5. Ten-year serial bonds with the balance partly as 5-year short-term and partly as 20-year fixed-term bonds.

6. Five-year short-term serial bonds for the one part and 20-year fixed-term for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds shall be for an amount not less than $11,000 and, if higher than this latter amount, the said part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities of the issue appearing in this notice and starting with the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. Also, 5-year or 10-year short-term bonds shall comprise only entire annual amortizations, and starting with the last years of the maturities excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The September 1, 1990 maturity in the amount of $109,500 includes a balance of $107,500 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
September 1, 1991	$ 2,000
September 1, 1992	2,000
September 1, 1993	2,500
September 1, 1994	2,500
September 1, 1995	3,000
September 1, 1996	3,000
September 1, 1997	3,500
September 1, 1998	3,500
September 1, 1999	4,000
September 1, 2000	4,500
September 1, 2001	5,000
September 1, 2002	5,500
September 1, 2003	6,000
September 1, 2004	6,500
September 1, 2005	7,000
September 1, 2006	8,000
September 1, 2007	8,500
September 1, 2008	9,500
September 1, 2009	10,000
September 1, 2010	11,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Camille.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term for an amount equal to or less than $109,500. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than $109,500. The bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on September 1st, of each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the tables of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest

prend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement suivant: 165 — $150,000 — aqueduc, égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 25 août 1970, à 8 heures du soir, salle paroissiale, Saint-Camille-de-Lellis, comté de Bellechasse, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Camille-de-Lellis (Comté de Bellechasse), ce 23 juillet 1970.

Le secrétaire-trésorier,
MME ANDRÉ VERMETTE.

Bureau de la corporation, St-Camille-de-Lellis (Comté de Bellechasse), P.Q.
Téléphone: 595-2641, code 418. 35644-o

Ville de Bécancour
Comté de Nicolet

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Me André Villeneuve, greffier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Hôtel de ville, Route Rurale No 3, Bécancour, comté de Nicolet, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle paroissiale, Bécancour, comté de Nicolet, P.Q., mardi, le 25 août 1970, pour l'achat de $155,000 d'obligations de la ville de Bécancour, comté de Nicolet, datées du 1er septembre 1970 et remboursables par séries du 1er septembre 1971 au 1er septembre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1970.

Tableau d'amortissement — $155,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1971	$ 500
1er septembre 1972	500
1er septembre 1973	500
1er septembre 1974	500
1er septembre 1975	500
1er septembre 1976	500
1er septembre 1977	500
1er septembre 1978	1,000
1er septembre 1979	1,000
1er septembre 1980	1,000
1er septembre 1981	1,000
1er septembre 1982	1,000
1er septembre 1983	1,000
1er septembre 1984	1,500
1er septembre 1985	1,500
1er septembre 1986	1,500
1er septembre 1987	1,500
1er septembre 1988	2,000
1er septembre 1989	2,000
1er septembre 1990	135,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued under the following by-law: 165 — $150,000 — aqueduct, sewers.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, August 25, 1970, at 8:00 o'clock p.m., Parish Hall, Saint-Camille-de-Lellis, county of Bellechasse, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

St-Camille-de-Lellis (County of Bellechasse), July 23, 1970.

MRS. ANDRÉ VERMETTE,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation St-Camille-de-Lellis (County of Bellechasse, P.Q.
Telephone: 595-2641, code 418. 35644

Town of Bécancour
County of Nicolet

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Me André Villeneuve, City Clerk, until 5:00 p.m., at the Town Hall, Rural Route No. 3, Bécancour, county of Nicolet, P.Q., and thereafter until 8:00 p.m., at the Parish Hall, Bécancour, county of Nicolet, P.Q., Tuesday, August 25, 1970, for the purchase of an issue of $155,000, bonds of the town of Bécancour, county of Nicolet, dated September 1, 1970 and redeemable serially from September 1, 1971 to September 1, 1990 inclusively, with interest at a rate of not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or more complete annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from September 1, 1970.

Table of redemption — $155,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1971	$ 500
September 1, 1972	500
September 1, 1973	500
September 1, 1974	500
September 1, 1975	500
September 1, 1976	500
September 1, 1977	500
September 1, 1978	1,000
September 1, 1979	1,000
September 1, 1980	1,000
September 1, 1981	1,000
September 1, 1982	1,000
September 1, 1983	1,000
September 1, 1984	1,500
September 1, 1985	1,500
September 1, 1986	1,500
September 1, 1987	1,500
September 1, 1988	2,000
September 1, 1989	2,000
September 1, 1990	135,500

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $14,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er septembre 1990 au montant de $135,500 comprend un solde de $133,500 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er septembre 1991	$ 2,500
1er septembre 1992	2,500
1er septembre 1993	3,000
1er septembre 1994	3,000
1er septembre 1995	3,500
1er septembre 1996	4,000
1er septembre 1997	4,500
1er septembre 1998	5,000
1er septembre 1999	5,000
1er septembre 2000	5,500
1er septembre 2001	6,000
1er septembre 2002	6,500
1er septembre 2003	7,500
1er septembre 2004	8,000
1er septembre 2005	9,000
1er septembre 2006	9,500
1er septembre 2007	10,500
1er septembre 2008	11,500
1er septembre 2009	12,500
1er septembre 2010	14,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Bécancour.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $135,500. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $135,500, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

4. Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

5. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds for one part and as 20-year fixed-term bonds for the other part.

6. Five-year short-term serial bonds for the one part and 20-year fixed-term for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds shall be for an amount not less than $14,000, and if greater than the latter amount, the said part must comprise one only or more complete annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice, and starting with the last years of maturities of the hereinafter renewable part. Also, the 5-year or 10-year short-term bonds shall comprise only complete annual amortizations, and starting with the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The September 1, 1990 maturity in the amount of $135,500 includes a balance of $133,500 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
September 1, 1991	$ 2,500
September 1, 1992	2,500
September 1, 1993	3,000
September 1, 1994	3,000
September 1, 1995	3,500
September 1, 1996	4,000
September 1, 1997	4,500
September 1, 1998	5,000
September 1, 1999	5,000
September 1, 2000	5,500
September 1, 2001	6,000
September 1, 2002	6,500
September 1, 2003	7,500
September 1, 2004	8,000
September 1, 2005	9,000
September 1, 2006	9,500
September 1, 2007	10,500
September 1, 2008	11,500
September 1, 2009	12,500
September 1, 2010	14,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Bécancour.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than $135,500. However, should they be issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $135,500, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of redemption of the issue appearing in this notice.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 48 — $92,000 — aqueduc et égouts; 56 — $63,000 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 25 août 1970, à 8 heures du soir, Salle paroissiale, Bécancour, comté de Nicolet, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bécancour (Comté de Nicolet), ce 31 juillet 1970.

Le greffier,
Me ANDRÉ VILLENEUVE.
Hôtel de ville, Route Rurale No 3,
Bécancour (Nicolet), P.Q.
Téléphone: 294-9911, code 819. 35664-o

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds shall be issued under the following regulations: 48 — $92,000 — aqueduct and sewers; 56 — $63,000 — aqueduct and sewers.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Tuesday, August 25, 1970, at 8:00 p.m., at the Parish Hall, Bécancour, county of Nicolet, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bécancour (County of Nicolet), July 31, 1970.

Me ANDRÉ VILLENEUVE,
City Clerk.
Town Hall, Rural Route No. 3,
Bécancour (Nicolet), P.Q.
Telephone: 294-9911, code 819. 35664

Ville de Bélair
Comté de Portneuf

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Claude Grenier, Hôtel de ville, 220, boulevard St-Gérard, Bélair, comté de Portneuf, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 26 août 1970, pour l'achat de $199,500 d'obligations de la ville de Bélair, comté de Portneuf datées du 1er septembre 1970 et remboursables par séries du 1er septembre 1971 au 1er septembre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1970.

Tableau d'amortissement — $199,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1971	$ 500
1er septembre 1972	500
1er septembre 1973	500
1er septembre 1974	500
1er septembre 1975	1,000
1er septembre 1976	1,000
1er septembre 1977	1,000
1er septembre 1978	1,000
1er septembre 1979	1,000
1er septembre 1980	1,500
1er septembre 1981	1,500
1er septembre 1982	1,500
1er septembre 1983	1,500
1er septembre 1984	2,000
1er septembre 1985	2,500
1er septembre 1986	2,500
1er septembre 1987	3,000
1er septembre 1988	3,000
1er septembre 1989	3,000
1er septembre 1990	170,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

Town of Bélair
County of Portneuf

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Claude Grenier, Town Hall, 220 St-Gérard Boulevard, Bélair, county of Portneuf, P.Q., until 8:00 o'clock p.m. Wednesday, August 26, 1970, for the purchase of an issue $199,500 of bonds for the town of Bélair, county of Portneuf dated September 1, 1970 and redeemable serially from September 1, 1971 to September 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1970.

Table of redemption — $199,500 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1971	$ 500
September 1, 1972	500
September 1, 1973	500
September 1, 1974	500
September 1, 1975	1,000
September 1, 1976	1,000
September 1, 1977	1,000
September 1, 1978	1,000
September 1, 1979	1,000
September 1, 1980	1,500
September 1, 1981	1,500
September 1, 1982	1,500
September 1, 1983	1,500
September 1, 1984	2,000
September 1, 1985	2,500
September 1, 1986	2,500
September 1, 1987	3,000
September 1, 1988	3,000
September 1, 1989	3,000
September 1, 1990	170,500

Moreover, only the following terms and conditions shall be considered:

1. Five year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $16,500, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er septembre 1990 au montant de $170,500 comprend un solde de $167,000 renouvelable pour uné période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er septembre 1991	$ 3,500
1er septembre 1992	4,000
1er septembre 1993	4,500
1er septembre 1994	4,500
1er septembre 1995	5,000
1er septembre 1996	5,000
1er septembre 1997	5,500
1er septembre 1998	6,000
1er septembre 1999	6,500
1er septembre 2000	7,000
1er septembre 2001	7,500
1er septembre 2002	8,500
1er septembre 2003	9,000
1er septembre 2004	10,000
1er septembre 2005	11,000
1er septembre 2006	12,000
1er septembre 2007	12,500
1er septembre 2008	13,500
1er septembre 2009	15,000
1er septembre 2010	16,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Loretteville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure c'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $170,500. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $170,500, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er septembre de chaque année pour le

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

4. Ten-year serial bonds with the balance partly as 10-year short-term bonds and partly as 20-year fixed-term bonds.

5. Ten-year serial bonds with the balance partly as 5-year short-term and partly as 20-year fixed-term bonds.

6. Five-year short-term serial bonds for the one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds shall be for an amount not less than $16,500, and if higher than this latter amount, the said part shall comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. Also, 5-year or 10-year short-term bonds include only complete annual amortizations, starting with the last years of maturities, including the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The September 1, 1990 maturity in the amount of $170,500 includes a balance of $167,000 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
September 1, 1991	$ 3,500
September 1, 1992	4,000
September 1, 1993	4,500
September 1, 1994	4,500
September 1, 1995	5,000
September 1, 1996	5,000
September 1, 1997	5,500
September 1, 1998	6,000
September 1, 1999	6,500
September 1, 2000	7,000
September 1, 2201	7,500
September 1, 2002	8,500
September 1, 2003	9,000
September 1, 2004	10,000
September 1, 2005	11,000
September 1, 2006	12,000
September 1, 2007	12,500
September 1, 2008	13,500
September 1, 2009	15,000
September 1, 2010	16,500

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Loretteville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than $170,500. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than $170,500, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year for the annual

montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: B-62 — $31,500 — aqueduc et égouts; B-106 — $168,000 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 26 août 1970, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 220, Boulevard Saint-Gérard, Bélair, comté de Portneuf, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bélair (Comté de Portneuf), ce 4 août 1970.

Le secrétaire-trésorier,
CLAUDE GRENIER.

Hôtel de ville, 220, Boulevard St-Gérard,
Bélair (Portneuf), P.Q.
Téléphone: 842-7184, code 418. 35675-o

amount required to amortize the issue, pursuant to the tables of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: B-62 — $31,500 — aqueduct and sewers; B-106 — $168,000 — aqueduct and sewers.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, August 26, 1970, at 8:00 o'clock p.m. Town Hall, 220 Saint-Gérard Boulevard, Bélair, county of Portneuf, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bélair (County of Portneuf), August 4, 1970.

CLAUDE GRENIER,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 220 St-Gérard Boulevard,
Bélair (Portneuf), P.Q.
Telephone: 842-7184, code 418. 35675

La Commission scolaire régionale de l'Outaouais
Comté de Hull

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Fernand Mousseau, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Bureau de la commission, 103, rue Montcalm, Hull, comté de Hull, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, 250, boulevard Gamelin, Hull, comté de Hull, P.Q., mardi, le 25 août 1970, pour l'achat de $1,000,000 d'obligations de la commission scolaire régionale de l'Outarouais, comté de Hull, datées du 1er septembre 1970 et remboursables par séries du 1er septembre 1971 au 1er septembre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Résolution datée du 25 mai 1970 — $1,000,000 — construction d'une école secondaire polyvalente à Pointe-Gatineau.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1970.

Tableau d'amortissement — $1,000,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1971	$19,000
1er septembre 1972	20,000
1er septembre 1973	22,000
1er septembre 1974	24,000
1er septembre 1975	27,000
1er septembre 1976	29,000
1er septembre 1977	32,000
1er septembre 1978	35,000
1er septembre 1979	38,000
1er septembre 1980	42,000
1er septembre 1981	46,000
1er septembre 1982	50,000
1er septembre 1983	55,000
1er septembre 1984	60,000

The Ottawa Valley Regional School Board
County of Hull

Public notice is hereby given that tenders sealed and bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Fernand Mousseau, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock, p.m., at the Office of the Board, 103 Montcalm Street, Hull, county of Hull, P.Q., and after until 8:00 o'clock, p.m., at 250 Gamelin Boulevard, Hull, county of Hull, P.Q., on Tuesday, August 25, 1970, for the purchase of an issue of $1,000,000 of bonds for the Ottawa Valley Regional School Board, county of Hull, dated September 1, 1970 and redeemable serially from September 1, 1971 to September 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

Resolution dated May 25, 1970 — $1,000,000 — construction of a Polyvalent High School at Pointe-Gatineau.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1970.

Table of redemption — $1,000,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1971	$19,000
September 1, 1972	20,000
September 1, 1973	22,000
September 1, 1974	24,000
September 1, 1975	27,000
September 1, 1976	29,000
September 1, 1977	32,000
September 1, 1978	35,000
September 1, 1979	38,000
September 1, 1980	42,000
September 1, 1981	46,000
September 1, 1982	50,000
September 1, 1983	55,000
September 1, 1984	60,000

1er septembre 1985	$ 66,000
1er septembre 1986	72,000
1er septembre 1987	79,000
1er septembre 1988	86,000
1er septembre 1989	94,000
1er septembre 1990	104,000

La commission scolaire régionale de l'Outaouais, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (17 Eliz. II, Bill 64, sanctionné le 5 juillet 1968), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer, à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire (y compris celles indiquées ci-haut), le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $104,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Hull.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto et à Ottawa, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $104,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $104,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

September 1, 1985	$ 66,000
September 1, 1986	72,000
September 1, 1987	79,000
September 1, 1988	86,000
September 1, 1989	94,000
September 1, 1990	104,000

The Ottawa Valley Regional School Board, availing itself of section 1 of the Act to amend the School Boards Grant Act (17 Eliz. II, Bill 64, assented to on July 5, 1968), has requested the Minister of Education to effect, from the grants to be paid annually by him to the said school board (including those indicated hereabove) the deposit in trust in the hands of the Minister of Finance of sums sufficient to pay entirely the principal and the interest of the present bond issue and of any renewal thereof if required.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

4. Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

5. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

6. Five-year short-term serial bonds for the one part and 20-year fixed-term for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds shall be for an amount of not less than $104,000, and if greater than the latter amount, the said part must comprise only one or more complete annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice, and starting with the last years of maturities. Also, the 5-year or 10-year short-term bonds shall comprise only complete annual amortizations, and starting with the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Hull.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto and Ottawa, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than $104,000. However, should they be issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $104,000, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 25 août 1970, à 8 heures du soir, 250, boulevard Gamelin, Hull, comté de Hull, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Hull (Comté de Hull), ce 3 août 1970.

Le secrétaire-trésorier,
FERNAND MOUSSEAU.

Bureau de la commission, 103, rue Montcalm,
Hull (Hull), P.Q.
Téléphone: 771-7311, code 819. 35676-o

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, August 25, 1970, at 8:00 o'clock, p.m., at 250 Gamelin Boulevard, Hull, county of Hull, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Hull (County of Hull), August 3, 1970.

FERNAND MOUSSEAU,
Secretary-Treasurer.

Office of the Board, 103 Montcalm Street,
Hull (Hull), P.Q.
Telephone: 771-7311, code 819. 35676

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 70. } CANADIAN PETROFINA LIMITED, corps politique dûment incorporé et ayant son siège social à 1, Place Ville Marie, Montréal 2, *vs* VICTORIN JOBIN, St-Raymond, comté de Portneuf, et ROSAIRE CHALIFOUR, régistrateur pour la division d'enregistrement de Cap-Santé, Portneuf, mis en cause.

« Un emplacement situé dans la paroisse de St-Raymond, contenant trois cent quinze pieds sur la ligne sud-ouest, deux cent cinquante pieds sur la ligne nord-est, quatre-vingt-cinq pieds sur la ligne nord-ouest et deux cent soixante-dix-sept pieds sur la ligne sud-est, le tout compris dans les bornes suivantes: au nord-est et au sud-est par un ruisseau, au nord-ouest et au sud-ouest par les chemins publics connu et désigné comme étant une partie du lot numéro trois cent cinquante (P. 350) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Raymond, comté de Portneuf, à déduire cependant la nouvelle emprise des deux chemins ci-dessus mentionnés. Avec bâtisses, circonstances et dépendances y érigées. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Portneuf, à Cap-Santé, comté de Portneuf, le HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint;
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 4 août 1970. 35677-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No: 33-603. } NOËL DROUIN, industriel, Scott-Jonction, comté de Dorchester, *contre* LA TOURBIÈRE CHAMPLAIN LTÉE, corporation légalement constituée et ayant une place d'affaires à St-Henri, comté de Lévis.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court: No 70. } CANADIAN PETROFINA LIMITED, body politic duly incorporated and having its head office at 1 Place Ville Marie, Montreal 2, *vs* VICTORIN JOBIN, St-Raymond, county of Portneuf, and ROSAIRE CHALIFOUR, registrar for the registration division of Cap-Santé, Portneuf, mis en cause.

"An emplacement situated in the parish of St-Raymond, containing three hundred and fifteen feet on the southwest line, two hundred and fifty feet on the northeast line, eighty-five feet on the northwest line and two hundred and seventy-seven feet on the southeast line, the whole included in the following boundaries: on the northeast and southeast by a stream, on the northwest and southwest by the public roads known and designated as being a part of lot number three hundred and fifty (P. 350) of the official cadastre for the parish of St-Raymond, county of Portneuf, to withdraw however the new right of way of both roads hereabove mentioned. With buildings, circumstances and dependencies erected thereon."

To be sold at the Portneuf Registry Office, at Cap-Santé, county of Portneuf, on the EIGHTH day of SEPTEMBER, 1970, at TEN o'clock in the morning.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, August 4, 1970. 35677

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court: No: 33-603. } NOËL DROUIN, industrialist, Scott-Jonction, County of Dorchester, *against* LA TOURBIÈRE CHAMPLAIN LTÉE, a corporation legally incorporated and having a place of business at St-Henri, County of Lévis.

« Un morceau de terrain mesurant mille quatre cents pieds (1,400) en front le long de la route St-Féréole et mille quatre cents pieds (1,400) de largeur à la profondeur par une profondeur de six arpents, borné en front par la route St-Féréole, en profondeur par le terrain appartenant au « Ministère des Richesses Naturelles », d'un côté par Roger et Daniel Buteau et de l'autre côté par le résidu du terrain appartenant au vendeur (Chs. A. Beaudoin), connu et désigné sous partie des lots cent quatre-vingt-trois et cent quatre vingt-six (Ptie 183 et 186) du cadastre officiel pour la paroisse St-Henri de Lauzon, comté de Lévis, sans bâtisse, à distraire la partie vendue au Ministère de la Voirie ».

« Un morceau de terre situé à St-Henri, mesurant deux mille (2,000) pieds de profondeur sur tout le front de ladite terre, contenant en superficie soixante arpents carrés et cinq dixièmes (60.5 arp. car.), le tout mesure anglaise, lequel est borné comme suit: au nord-est par le résidu des lots 180 p. et 181 p., restant la propriété de Monsieur Charles-Henri Labonté, au sud par une partie du lot 178, au sud et au sud-ouest par le lot numéro 179 et vers le nord par une partie du lot 182, connu et désigné comme étant une partie sud-ouest des lots numéros cent quatre-vingt et cent quatre vingt-un (180 p. et 181 p.) du cadastre officiel de la paroisse de St-Henri, comté de Lévis. Le vendeur ne s'engageant pas à fournir à l'acquéreur de sortie pour communiquer au chemin public, car cette dernière n'est pas enclavée étant propriétaire voisin.

« Un morceau de terre situé à St-Henri, mesurant deux mille pieds (2,000′) de profondeur sur tout le front de ladite terre, contenant en superficie trente-deux arpents et trois dixièmes carrés, le tout mesure anglaise, lequel est borné comme suit: au nord-est à un partie du lot no: 181 (Monsieur Charles-Henri Labonté), au nord-ouest à une partie restante du lot No. 182 (appartenant au vendeur), au sud-est à la couronne et au sud-ouest à une partie du lot 183 (propriété de l'acquéreur) et de Monsieur Charles-Auguste Beaudoin), connue comme étant une partie sud-ouest du lot numéro cent quatre vingt-deux (182 p.s.o.) au cadastre officiel pour la paroisse de St-Henri, comté de Lévis. Le vendeur ne s'engageant pas à fournir à l'acquéreur de sortie pour communiquer au chemin public, car ce dernier n'est pas enclavé étant propriétaire voisin.

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement de Lévis, 113 rue St-Georges, Lévis, le DIXIÈME jour de SEPTEMBRE 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 4 août 1970.

35678-o

"A piece of land measuring one thousand four hundred feet (1,400) in front along St-Féréole Route and one thousand four hundred feet (1,400) in width on the depth by a depth of six arpents, bounded in front by St-Féréole Route, in depth by the land belonging to the Department of Natural Resources, on one side by Roger and Daniel Buteau and on the other side by the remainder of the land belonging to the vendor (Chs. A. Beaudoin), known and designated under part of lots one hundred and eighty-three and one hundred and eighty-six (Ptd. 183 and 186) of the official cadastre for the Parish of St-Henri de Lauzon, County of Lévis, without a building, to withdraw the part sold to the Department of Roads."

"A strip of land situated at St-Henri, measuring two thousand (2,000) feet in depth by the entire front of the said piece of land, containing in area sixty square arpents and five tenths of an arpent (60.5 sq. arpents), the whole English measure, the said piece of land bounded as follows: on the northeast by the remainder of lots 180 p. and 181 p., remaining the property of Mr. Charles-Henri Labonté, on the south by a part of lot 178, on the south and southwest by lot number 179 and on the north by a part of lot 182, known and designated as being a southwest part of lots numbers one hundred and eighty and one hundred and eighty-one (180 p. and 181 p.) of the official cadastre of the Parish of St-Henri, County of Lévis. The vendor does not bind himself to furnish the purchaser with an exit to communicate to the public road, as the latter is not enclaved being the neighbouring proprietor.

"A strip of land situated at St-Henri, measuring two thousand feet (2,000′) in depth by the entire front of the said piece of land, containing in area thirty-two arpents and three tenths square, the whole English measure, the said piece of land bounded as follows: on the northeast by a part of lot Nol 181 (Mr. Charles-Henri Labonté), on the northwest by a remaining part of lot No. 182 (belonging to the vendor), on the southeast by the Crown and on the southwest by a part of lot 183 (property of the purchaser) and Mr. Charles-Auguste Beaudoin, known as being a southwest part of lot number one hundred and eighty-two (182 P.S.W.) of the official cadastre for the Parish of St-Henri, County of Levis. The vendor does not bind himself to furnish the purchaser with an exit to communicate to the public road, as the latter is not enclaved being the neighbouring proprietor.

To be sold at the Lévis Registry Office, 113 St-Georges Street, Lévis, on the TENTH day of SEPTEMBER, 1970, at TEN o'clock in the morning.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, August 4, 1970.

35678

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 4225. } PORMICO LTÉE, corporation légalement constituée et ayant son siège social à Portneuf Station, district de Québec, *contre* JEAN-PIERRE FOURNIER et GÉRARD PASCAL, faisant tous deux affaires sous la raison sociale de Pascal & Fournier Enrg', à Cap-Santé, district de Québec.

« Une lisière de terrain située à Cap-Santé, comté de Portneuf, connue et désignée comme étant une partie du lot numéro cent soixante et onze (Ptie 171), au cadastre officiel pour la

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Supérior Court, No. 4225. } PORMICO LTÉE, a corporation legally incorporated and having its head office at Portneuf Station, district of Québec, *against* JEAN-PIERRE FOURNIER and GÉRARD PASCAL, both carrying on business under the name of Pascal & Fournier Enrg', at Cap-Santé, district of Québec.

"A strip of land situated at Cap-Santé, county of Portneuf, known and designated as being a part of lot number one hundred and seventy-one (P. 171), of the official cadastre for the parish of

paroisse de Cap-Santé, comté de Portneuf, mesurant, mesure anglaise, une largeur de cent pieds (100′) en façade sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds (90′), et bornée comme suit: au sud, à l'ancien chemin public, au nord, aux vendeurs, à l'est et à l'ouest, par MM. Albéric Fournier et Jean-Louis Fournier ou représentants, avec bâtisses, circonstances et dépendances. La ligne est, du terrain ci-dessus, est située à cent pieds (100′) de la ligne ouest du terrain de M. Louis Pleau.

Une terre située en la paroisse de Cap-Santé, comté de Portneuf, avec bâtisses, connue et désignée comme étant le lot numéro cent soixante-quatorze (174) au cadastre officiel pour la paroisse de Cap-Santé, comté de Portneuf; sauf à distraire dudit lot les parties vendues suivant titres dûment enregistrés à Cap-Santé, en particulier et sans restrictions, les emplacements vendus à Mme Adrien Matte, MM. Origène Naud, Alphonse Leclerc, Gustave Tremblay et André Papillon.

Une lisière de terrain située à Cap-Santé, comté de Portneuf, connue et désignée comme étant une partie du lot numéro cent sept (Ptie de 107) au cadastre officiel pour la paroisse de Cap-Santé, comté de Portneuf, mesurant une largeur de quatre-vingts pieds (80′) dans les lignes nord-est et sud-ouest sur une profondeur de soixante-quinze pieds (75′) dans les nord-ouest et sud-est et est ainsi bornée: au nord-est par le lot 106, au sud-est par Jean-Yves Bertrand, au sud-ouest par la rue Mercier, et au nord-ouest par Nazaire D. Mercier. Avec une bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Portneuf, à Cap-Santé, comté de Portneuf, le HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1970, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 4 août 1970. 35679-o

A piece of land situated in the parish of Cap-Santé, county of Portneuf, with buildings, known and designated as being lot number one hundred and seventy-four (174) of the official cadastre for the parish of Cap-Santé, county of Portneuf; save to withdraw from the said lot the parts sold according to deeds duly registered at Cap-Santé, particularly and without restrictions, the emplacements sold to Mrs. Adrien Matte, Messrs. Origène Naud, Alphonse Leclerc, Gustave Tremblay and André Papillon.

A strip of land situated at Cap-Santé, county of Portneuf, known and designated as being a part of lot number one hundred and seven (P. of 107) on the official cadastre for the parish of Cap-Santé, county of Portneuf, measuring a width of eighty feet (80′) on its northeast and southwest lines by a depth of seventy-five feet (75′) on the northwest and southeast and is also bounded: on the northeast by lot 106, on the southeast by Jean-Yves Bertrand, on the southwest by Mercier Street, and on the northwest by Nazaire D. Mercier. With a building built thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the Portneuf Registry Office, at Cap-Santé, county of Portneuf, on the EIGHTH day of SEPTEMBER, 1970, at ELEVEN o'clock in the morning.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, August 4, 1970. 35679

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 779-706. NORMAND SILLS, contracteur, domicilié et résidant à Montréal, dit district, demandeur, *vs* SALSBOURG GOLF CLUB INC., corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à Montréal, dit district, défenderesse.

L'immeuble ci-après désigné et en la possession de la défenderesse:

Les lots numéros deux cent huit, deux cent neuf et deux cent dix des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité des Mille Iles.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté des Deux Montagnes, situé à Sainte-Scholastique, MERCREDI le NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE 1970 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le shérif intérimaire,
GABRIELLE FOURNELLE.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 27 juillet 1970. 35646-o

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 61-513. ANDRÉ LABELLE, marchand de meubles domicilié à St-Jovite, district de

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
District of Montreal

Superior Court, No. 779-706. NORMAND SILLS, contractor, domiciled and residing at Montreal, said district, plaintiff, *vs* SALSBOURG GOLF CLUB INC., a corporation legally constituted having its principal place of business in Montreal, said district, defendant.

The immovable hereinafter designated and in the possession of the defendant:

Lots numbers two hundred and eight, two hundred and nine and two hundred and ten on the official plan and book of reference for the municipality of Des Mille Iles.

To be sold at the Registry Office of the county of Two Mountains, situated at Sainte-Scholastique, WEDNESDAY, the NINTH day of SEPTEMBER, 1970, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

GABRIELLE FOURNELLE,
Acting Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-Jérôme, July 27, 1970. 35646

Canada — Province of Québec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 61-513. ANDRÉ LABELLE, furniture merchant, domiciled at Saint-Jovite, district

Terrebonne, demandeur, *vs* JEAN-BAPTISTE O'KEEFE, autrefois de St-Jovite, district de Terrebonne et maintenant des ville et district de Montréal, défendeur.

L'immeuble ci-après décrit, savoir et en la possession du défendeur.

« Un lopin de terre faisant partie du lot numéro cinq cent cinquante-huit (Pt. 558) au cadastre officiel du canton de Salaberry, mesurant cent cinquante pieds de largeur en front au sud, et en arrière au nord par une profondeur de deux cent dix pieds environ dans ses lignes est et ouest, ledit emplacement étant borné en front au sud par le lac Duhamel, à l'est par le terrain appartenant à Rolland Cadieux suivant titres enregistrés sous le numéro 216472; au nord par le chemin public et à l'ouest par le terrain de Madame Alida Tourangeau-Charbonneau. La ligne ouest dudit terrain devant être à trois cent cinquante pieds au nord-est de la ligne du terrain de Lionel Pagé, mesures prises le long du lac Duhamel et devant être à cinq cent dix pieds au nord-est de la même ligne, mesures prises en suivant le bord du chemin privé, le point extrême-nord de ladite ligne ouest devant se confondre avec un gros orme. Avec chalet d'été y érigé. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, situé chambre 106, Palais de Justice, 400 rue Laviolette, Saint-Jérôme, JEUDI, le DIXIÈME jour de SEPTEMBRE 1970 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le shérif intérimaire,
GABRIELLE FOURNELLE.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 29 juillet 1970. 35645-o

of Terrebonne, plaintiff, *vs* JEAN-BAPTISTE O'KEEFE, formerly of Saint-Jovite, district of Terrebonne, and now of the city and district of Montreal, defendant.

The immovable hereinafter described, to wit and in the possession of the defendant:

"A piece of land forming part of lot number five hundred and fifty-eight (Pt 558) on the official cadastre of the township of Salaberry, measuring one hundred and fifty feet in width in front on the south and at rear on the north by a depth of about two hundred and ten feet on its east and west lines, the said emplacement being bounded on front at south by Duhamel lake, on the east by the lot of land belonging to Rolland Cadieux pursuant to titles registered under number 216472; on the north by the public road and on the west by the lot of land belonging to Mrs. Alida Tourangeau-Charbonneau. The west line of said lot of land having to be at three hundred and fifty feet at the northeast of Lionel Pagé lot line, measures taken along Duhamel lake and having to be at five hundred and ten feet at the northeast of the same line, measures taken while following the edge of the private road, the extreme north point of the said west line having to merge in a big elm. With a summer chalet thereon erected."

To be sold at the Registry Office of the county of Terrebonne, situated Room 106, Court House, 400 Laviolette Street, Saint-Jérôme, THURSDAY, the TENTH day of SEPTEMBER, 1970, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

GABRIELLE FOURNELLE,
Acting Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint-Jérôme, July 29, 1970. 35645

Ventes pour taxes

Ville de St-Eustache

Avis est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la susdite ville, que: L'immeuble ci-dessous désigné sera vendu à l'enchère publique à l'Hôtel de Ville, situé au 235, rue St-Eustache, dans la ville de St-Eustache, MERCREDI, le TRENTIÈME jour de SEPTEMBRE 1970 à QUINZE heures, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et autres dépenses ne soient payés avant ladite vente.

André Mireault, cadastre No P280. Taxes municipales: $152.40; taxes scolaires: $22.20.

L'immeuble susdit apparaît aux plans et livres de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Eustache et est situé dans la ville de St-Eustache.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Cette partie de lot connue sous le numéro de cadastre P280 mesure 50′ (pieds) de largeur par 90′ (pieds) de profondeur, soit une superficie de 4,500 pieds carrés plus ou moins. Cette partie de lot est bornée au nord par une partie du lot 280, à l'est par la rue Villeneuve, à l'ouest par une autre partie du lot 280 et au sud par le lot portant le numéro de cadastre 280-144.

Donné à St-Eustache, ce 30e jour de juillet mil neuf cent soixante-dix.

(Sceau)

Le greffier,
HENRI HÉMOND.

35665-32-2-o

Sales for Taxes

Town of St-Eustache

Notice is hereby given by the undersigned, Town Clerk of the aforesaid town, that: The immovable property as hereby designated shall be sold at a public auction which will be held at the Town Hall of the town of St-Eustache, located at 235, St-Eustache Street, on WEDNESDAY, THIRTIETH day of SEPTEMBER 1970 at FIFTEEN hours. This auction sale will take place in order to meet the payment of municipal and school taxes, plus interests and the legal fees, unless all expenses, that is, taxes, interests and legal fees are paid before the date of the sale.

André Mireault, cadastral No. P280. Municipal taxes: $152.40; school taxes: $22.20.

The immovable property as described above is shown on the official cadastral record of the parish of St-Eustache, and is located within the limits of the town of St-Eustache.

Such auction sale will be made including all servitudes active or passive, apparent or occult attached to said immovable property.

The measurements of this part of lot known as known as P280 are 50′ (feet) in width by 90′ (feet) in depth for a total surface of 4,500 square feet more or less.

Said part of lot is bounded on its north side by part of 280 on its east side by Villeneuve Street, on its west side by another part of 280 and on its south side by lot bearing cadastral No. 280-144.

Given at St-Eustache, this 30th day of July one thousand nine hundred and seventy.

(Seal)

HENRI HÉMOND,
Town Clerk.

35665-32-2-o

Ville de Châteauguay-Centre

Avis public est par la présente donné par le soussigné, Laurier Legault, greffier de la ville de Châteauguay-Centre, que le VINGT-QUATRIÈME jour du mois d'AOÛT 1970, à DIX heures de l'avant-midi, à la salle municipale, 1 Croissant Richard, ville de Châteauguay-Centre, je procéderai à la vente à l'enchère des lots ci-dessous mentionnés pour arrérage de taxe municipale en 1968, 1969 et 1970 et pour arrérage de taxe scolaire catholique en 1968-1969 et 1969-1970 avec les intérêts et les frais plus les frais subséquemment encourus à moins que lesdites taxes, les intérêts et les frais ne soient payés avant la vente, le tout en vertu de la loi, à savoir:

Le nom: Labrèche, Albert Jean; numéro de rôle: 5-7-36; cadastre: 248-69, 248-P-68; superficie: 4668 pieds carrés; borné au nord: lot 248-67; au sud: lot 248-P-68; à l'est: cimetière; à l'ouest: rue Deguire.

Les taxes municipales: $971.46; taxes scolaires catholiques: $244.44; charges et intérêts: $347.55; pour un total de $1,563.45.

Donné sous mon seing à la ville de Châteauguay-Centre, ce 27e jour de juillet 1970.

Ville de Châteauguay-Centre.

Le greffier,

35611-31-2-o LAURIER LEGAULT.

Town of Châteauguay-Centre

Public notice is hereby given by the undersigned Laurier Legault, Town Clerk, of the town of Châteauguay-Centre, that on the TWENTY-FOURTH day of the month of AUGUST, 1970, at TEN o'clock in the forenoon of the municipal hall, 1 Richard Crescent, town of Châteauguay-Centre, I will proceed with the sale by auction of all the lots hereinafter mentioned in the list for arrears of municipal taxes for 1968, 1969 and 1970 and for arrears of Catholic school taxes for 1968-1969 and 1969-1970 with interest and costs plus the costs subsequently incurred unless the said taxes, interest and costs are paid prior to the sale, according to the law.

Name: Labrèche, Albert Jean; number on roll: 5-7-36; cadastre: 248-69, 248-P-68; area: 4668 square feet; limited north: lot 248-67; south: lot 248-P-68; east: cemetery; west: Deguire Street.

Municipal taxes: $971.46; Catholic school taxes: $244.44; costs and interest: $347.55; total: $1,563.45.

Signed under my hand and seal at the town of Châteauguay-Centre, this 27th day of July, 1970.

Town of Châteauguay-Centre.

LAURIER LEGAULT,

35611-31-2-o *Town Clerk.*

Ville de Trois-Pistoles

Avis est par les présentes donné, par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère à l'Hôtel de Ville, situé au No 5, de la rue Notre-Dame Est, à Trois-Pistoles, LUNDI, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois d'AOÛT 1970, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant la vente.

Town of Trois-Pistoles

Notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the aforesaid municipality, that the properties below designated shall be sold by public auction at the Town Hall situated at 5, Notre-Dame East Street, in the town of Trois-Pistoles, MONDAY, the TWENTY-FOURTH day of the month of AUGUST, 1970, at TEN o'clock in the morning, in satisfaction for payment of municipal and school taxes with interest, plus subsequent costs incurred, unless such taxes, interest and expenses are paid before the sale.

Noms des propriétaires Names of owners	Cadastre	Taxes munici. Munic. taxes	Taxes scolaires School taxes	Intérêts Interest	Total
Beaulieu, Henri	P-180	$ 206.33	$ 549.70	$ 111.69	$ 867.72
Dupont, Lucien Simon	P-247	206.07	289.95	9.65	505.67
Larrivée, Jacques Maurice	P-145	361.70	624.77	70.18	1,056.65
Larrivée, Hilaire	P-90	793.00	—	69.02	862.02
Lévesque, Mme-Mrs. Charles	P-180	287.88	211.36	39.03	538.27
St-Amant, Zénon	P-180	345.57	319.05	120.21	784.83
Théberge, Léo	P-180	309.42	200.96	41.02	551.40

Donné à Trois-Pistoles, ce 27e jour de juillet 1970.

Le secrétaire-trésorier,

35612-31-2-o GABRIEL DESJARDINS.

Given at Trois-Pistoles, this 27th day of July 1970.

GABRIEL DESJARDINS,

35612-31-2-o *Secretary-Treasurer.*

Ville de Vaudreuil

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Vaudreuil, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville, 19 rue du Bois-Vert, dans ladite Ville, le TROISIÈME jour de SEPTEMBRE 1970, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi

Town of Vaudreuil

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the town of Vaudreuil, that the immovables hereunder designated will be sold by public auction, in the Town Hall, 19 Bois-Vert Street, in the said town, on the THIRD day of SEPTEMBER, 1970, at TEN o'clock in the morning, to satisfy the payment of municipal and school taxes as well as the interest

que des intérêts courus et des frais, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente. La Commission Municipale de Québec par décision en date du 25 juin 1970 a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles sous l'autorité de la Loi des cités et villes article 550, (S.R.Q. 1964, c. 193).

incurred and the costs, unless these taxes, interest and costs are paid before the sale. The Québec Municipal Commission by a decision dated June 25, 1970, authorized an abrogated enumeration of the cadastral numbers of the immovables nuder the authority of the Cities and Towns Act, section 550, (R.S.Q. 1964, chapter 193).

Rôle Roll	Propriétaire Proprietor	Cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interest
1-111	Harry I. Morris *et al*.....	P. 111, 112.....	$1,371.84	$1,517.32	$ 516.52

Une partie du lot originaire numéro cent onze (P. 111), borné au nord-est par le chemin des Cascades, au sud-est par le lot numéro 110, au sud-ouest par la Route No 2, au nord-ouest par une partie du lot numéro 112, mesurant deux cent quatre-vingts pieds (280′) sur sa ligne nord-est, deux cent trente-cinq pieds et cinq dixièmes de pied (235.5′) sur sa ligne sud-ouest, quatre cent quarante pieds (440′) sur sa ligne nord-ouest, quatre cent quarante-six pieds (446′) sur sa ligne sud-est.

Comprenant une superficie de cent vingt-deux mille deux cent soixante-huit pieds carrés (122,268 pi. ca.), ce qui équivaut à trois arpents trois cent vingt-deux millièmes d'un arpent (3.322 arpents).

Part of original lot number one hundred and eleven (pt. 111) bounded to the northeast by Cascades Road, to the southeast by lot number 110, to the southwest by the Highway No. 2, to the northwest by a part of lot number 112, measuring two hundred and eighty feet (280′) in the northeast line, two hundred and thirty-five feet and five tenths (235.5′) in the southwest line, four hundred and forty feet (440′) in the northwest line, four hundred and forty-six feet (446′) in the southeast line.

Containing in superficies one hundred twenty-two thousand two hundred and sixty-eight square feet (122,268 sq. ft.) equivalent to three arpents three hundred and twenty-two thousandths of an arpent (3,322 arp.).

Une partie du lot originaire numéro cent onze (P. 111), bornée au nord-est par la Route No 2, au sud-est par le lot numéro 110, au sud-ouest par la ligne de séparation entre le comté de Vaudreuil et le comté de Soulanges; au nord-ouest par une partie du lot numéro 112; partant du point d'intersection de la ligne de division entre les lots du cadastre originaire numéros 111 et 112 et le côté sud-ouest de la Route No 2; de là en direction sud-est une distance de deux cent trente-cinq pieds et cinq dixièmes (235.5′) le long de la Route No 2; de là en direction sud-ouest une distance de trois mille huit cent quarante-huit pieds et quarante-cinq centièmes de pied (3,848.45′) le long de la ligne de division entre les lots numéros 111 et 110; de là en direction sud-ouest une distance de deux cent quatre-vingts pieds (280′) le long de ladite ligne de division; de là, en direction sud-ouest, une distance de deux mille six cent soixante-dix pieds (2,670′) le long de ladite ligne de division; de là, en direction nord-ouest, une distance de deux cent quatre-vingt-six pieds et cinquante-trois centièmes de pied (286.53′) le long de la ligne de division entre le comté de Vaudreuil et le comté de Soulanges; de là, en direction nord-est, une distance de sept mille quatorze pieds (7014′) le long de la ligne de division entre les lots numéros 111 et 112 jusqu'au point de départ.

Part of original lot number one hundred and eleven (pt. 111) bounded to the northeast by the Highway No. 2 to the southeast by lot number 110, to the southwest by the separative line between the county of Vaudreuil and the county of Soulanges; to the northwest by a part of lot number 112; commencing at the point of intersection of the division line between original cadastre lots numbers 111 and 112 with the southwesterly side of the Highway No. 2; thence in a southeasterly direction a distance of two hundred and thirty-five feet and five tenths (235.5′) along the Highway No. 2; thence in a southwesterly direction, a distance of three thousand eight hundred and forty-eight feet and forty-five hundredths (3,848.45′) along the division line between lots numbers 111 and 110; thence in a southwesterly direction a distance of two hundred and eighty feet (280′) along said division line; thence in a southwesterly direction, a distance of two thousand six hundred and seventy feet (2,670′) along said division line; thence in a northwesterly direction, a distance of two hundred and eighty-six feet and fifty-three hundredths (286.53′) along the separative line between the county of Vaudreuil and the county of Soulanges; thence in a northeasterly direction, a distance of seven thousand and fourteen feet (7,014′) alont the division line between lots numbers 111 and 112 to the point of commencement.

Comprenant une superficie d'un million huit cent huit mille deux cent seize pieds carrés (1,808,216 pi. ca.), ce qui équivaut à quarante-neuf arpents cent trente-cinq millièmes d'un arpent (49.135 arpents).

Containing in superficies one million eight hundred eight thousand two hundred and sixteen square feet (1,808,216 sq. ft.) equivalent to forty-nine arpents one hundred and thirty-five thousandths of an arpent (49.135 arp.).

Une partie du lot originaire numéro cent douze (P. 112), bornée au nord-est par le chemin des Cascades, au sud-est par une partie du lot numéro 111, au sud-ouest par la Route No 2; au nord-ouest par le lot numéro 113, mesurant deux cent quarante pieds (240′) sur la ligne nord-est, deux cent trente-six pieds et cinq dixièmes (236.5′) sur sa ligne sud-ouest, quatre cent quarante-huit pieds (448′) sur sa ligne nord-ouest, quatre cent quarante pieds (440′) sur sa ligne sud-est.

Part of original lot number one hundred and twelve (pt. 112) bounded to the northeast by Cascades Road, to the southeast by a part of lot number 111, to the southeast by the Highway No. 2; the northwest by lot number 113; measuring two hundred and forty feet (240′) in the northeast line, two hundred and thirty-six feet and five tenths (236.5′) in the southwest line, four hundred and forty-eight feet (448′) in the northwest line, four hundred and forty feet (440′) in the southeast line.

Containing in superficies one hundred three thousand four hundred and fifty-two square feet (103,452 sq. ft.) equivalent to two arpents eight hundred and eleven hundredths of an arpent (2.811 arp.).

Comprenant une superficie de cent trois mille quatre cent cinquante-deux pieds carrés (103,452 pi. ca.), ce qui équivaut à deux arpents huit cent onze centièmes d'arpent (2.811 arpents).

Une partie du lot originaire numéro cent douze (P. 112), bornée au nord-est par la Route No 2, au sud-est par une partie du lot numéro 111, au sud-ouest par une autre partie dudit lot numéro 112 et au nord-ouest au nord-est par le lot numéro 113; partant d'un point d'intersection de la ligne de division entre les lots originaux de cadastre numéros 112 et 113 avec le côté sud-ouest de la Route No 2; de là, en direction sud-est, une distance de deux cent trente-six pieds et cinq dixièmes de pied (236.5′) le long de la Route No 2; de là, en direction sud-ouest, une distance de sept mille quatorze pieds (7,014′) le long de la ligne de division entre les lots numéros 112 et 111; de là, en direction nord-ouest, une distance de deux cent soixante-six pieds (266′).

Part of original lot number one hundred and twelve (pt. 112) bounded to the northeast by the Highway No. 2 to the southeast by a part of lot number 111, to the southwest by another part of said lot number 112 and to the northwest and northeast by lot number 113; commencing at the point of intersection of the division line between original cadastre lots numbers 112 and 113 with the southwesterly side of the Highway No. 2; thence in a southeasterly direction, a distance of two hundred and thirty-six feet and five tenths (236.5′) along the Highway No. 2; thence in a southwesterly direction, a distance of seven thousand and fourteen feet (7,014′) along the division line between lots Nos. 112 and 111; thence in a northwesterly direction, a distance of two hundred and sixty-six feet (266′);

De là, en direction nord-est, une distance de deux mille huit cent quatre-vingt-quatre pieds (2,884') le long de la ligne de division entre les lots numéros 112 et 113; de là, en direction sud-est, une distance de trente-sept pieds (37') le long de ladite ligne de division; de là, en direction nord-est, une distance de trois mille huit cent trente-cinq pieds (3,835') le long de ladite ligne de division jusqu'au point de départ.

Comprenant une superficie d'un million cinq cent soixante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-neuf pieds carrés (1,569,989 pi. ca.), ce qui équivaut à quarante-deux arpents six cent soixante et un millièmes d'arpents (42.661) arpents).

Thence in a northeasterly direction, a distance of two thousand eight hundred and eighty-four feet (2,884') along the division line between lots numbers 112 and 113; thence in a southeasterly direction, a distance of thirty-seven feet (37') along said division line; thence in a northeasterly direction, a distance of three thousand eight hundred and thirty-five feet (3,835') along said division line to the point of commencement.

Containing in superficies one million five hundred sixty-nine thousand nine hundred and ninety-nine square feet (1,569,989 sq. ft.) equivalent to forty-two arpents six hundred and sixty-one thousandths of an arpent (42.661 arp.).

Rôle Roll	Propriétaire Proprietor	Cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interest
	Vaudreuil Holdings Corp.				
1-237	Mescar Holdings Corp.	P. 127, P. 128.			
1-287	Vaudland Corp.	P. 1612, 1614,			
1-290	a/s B.A.P. Inv. Corp.	1616.	$1,131.85	$6,559.64	$ 246.01

Une ferme située dans la paroisse de Vaudreuil avec les bâtisses y érigées et désignées comme étant les lots numéros cent vingt-sept et vingt-huit, seize cent douze, seize cent quatorze et seize cent seize (127, 128, 1612, 1614 et 1616) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Vaudreuil et qui se trouve être la partie complète de ladite ferme qui se situe au sud-ouest de la route Montréal-Toronto, moins et à distraire ces parties du lot numéro cent vingt-sept (127) vendues à P.E. Arsenault en vertu des actes de vente enregistrés à Vaudreuil sous les numéros 65465 et 78068 et des parties vendues à Charles Duhaime (partie du lot 128) et à Guy Robillard en vertu des actes de vente enregistrés à Vaudreuil sous les numéros 70315, 77038 et 78070.

A farm situated in the parish of Vaudreuil with buildings thereon erected and designated as being lots numbers one hundred and twenty-seven and twenty-eight, sixteen hundred and twelve, sixteen hundred and fourteen and sixteen hundred and sixteen (127, 128, 1612, 1614 and 1616) on the official plan and book of reference of the parish of Vaudreuil and being the whole part of the said farm which is situated to the southwest of the Montréal - Toronto Highway, less and to be deducted therefrom those parts of lot number one hundred and twenty-seven (127) sold to P. E. Arsenault in virtue of deeds of sale registered at Vaudreuil under the numbers 65465 and 78068 and the parts sold to Charles Duhaime (part of lot 128) and to Guy Robillard in virtue of deeds of sale registered at Vaudreuil under the numbers 70315, 77038 and 78070.

Telle que la propriété existe présentement avec tous les droits, membres et appartenances qui s'y rattachent et avec toutes les servitudes actives et passives qui s'y rattachent.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances thereunto belonging and with all active and passive servitudes thereto attached.

1-251	Vaudreuil Investment Corp.	P. 130, P. 132,			
1-256	Vaudland Corp.	P. 1609,			
1-280	a/s B.A.P. Inv. Corp.	P. 1610.	1,319.56	3,485.71	326.08

Le lot numéro cent trente (130) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Vaudreuil, ayant une superficie de quarante et un arpents et trois cent quatre-vingt-un millièmes d'arpent, le tout mesure anglaise et plus ou moins, et à déduire ces parties qui ont été vendues en vertu des actes de vente enregistrées à Vaudreuil sous les numéros 57819, 66857 et 67993.

Le lot numéro cent trente-deux (132) aux plan et livre de renvoi officiels, comprenant une superficie de quatorze arpents et neuf cent trente-quatre millièmes d'arpent, mesure anglaise et plus ou moins et à déduire les parties de ce lot qui ont été vendues en vertu des actes de vente enregistrées à Vaudreuil sous les numéros 57819 et 74172.

Partie du lot numéro seize cent neuf (P. 1609) aux plan et livre de renvoi officiels comprenant une superficie de dix arpents et six cent vingt-cinq millièmes d'arpent, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: au nord-est par le lot numéro 132, au sud-ouest par une autre partie du lot 1609, au nord-ouest par le lot 1608 et au sud-est par le lot 1610.

Le lot numéro seize cent dix (1610) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Vaudreuil, ayant une superficie de trente-six arpents, et huit cent dix millièmes d'arpent, mesure anglaise et plus ou moins, et duquel il faut déduire la partie vendue à T. Sauriol en vertu d'un acte enregistré à Vaudreuil sous le numéro 77876. Avec toutes les bâtisses y érigées.

Lot number one hundred and thirty (130) on the official plan and book of reference of the parish of Vaudreuil, having an area of forty-one arpents and three hundred and eighty-one thousandths of an arpent, the whole English measure and more or less, and to be deducted therefrom those parts thereof sold under deeds of sale registered at Vaudreuil under the numbers 57819, 66857 and 67993.

Lot number one hundred and thirty-two (132) on the said official plan and book of reference, containing an area of fourteen arpents and nine hundred and thirty-four thousandths of an arpent, English measure and more or less and to be deducted therefrom are those parts thereof sold under deeds of sale registered at Vaudreuil under the numbers 57819 and 74172.

Part of lot number sixteen hundred and nine (pt. 1609) on said official plan and book of reference, containing an area of ten arpents and six hundred and twenty-five thousandths of an arpent, English measure and more or less, and bounded as follows: to the northeast by lot number 132, to the southwest by another part of lot 1609, to the northwest by lot 1608 and to the southeast by lot 1610.

Lot number sixteen hundred and ten (1610) on the official plan and book of reference of the parish of Vaudreuil, having an area of thirty-six arpents and eight hundred and ten thousandths of an arpent, English measure and more or less, from which is to be deducted that part sold to T. Sauriol in virtue of deed registered at Vaudreuil under the number 77876. With all the buildings thereon erected.

3-18	Merritt Holdings Ltd.	P. 1866, P. 1867...	2,433.57	1,499.71	480.83

Le terrain qui se trouve être le lot de cadastre numéro mil huit cent soixante-sept (No 1867) tel qu'il apparaît aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Michel de Vaudreuil, comprenant approximativement quinze arpents et borné comme suit: vers le nord-est par le lot numéro 1966, vers le sud-ouest par la ligne de division de la paroisse Saint-Michel de Vaudreuil et de la paroisse Saint-Lazare, vers le nord-ouest par le lot numéro 1865 et vers le sud-est par le lot numéro 1869 dudit cadastre.

The land being cadastral lot number one thousand eight hundred and sixty-seven (number 1867) as is shown on the official plan and book of reference of the parish of St-Michel de Vaudreuil, containing approximately fifteen arpents and bounded as follows: toward the northeast by lot number 1966, toward the southwest, by the line of division of the parish of St-Michel de Vaudreuil and of the parish of St-Lazare, toward the northwest, by lot number 1865 and toward the southeast by lot number 1869 of said cadastre.

Le terrain qui se trouve être une partie du lot de cadastre numéro mil huit cent soixante-six (P. No 1866) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Michel de Vaudreuil, situé en front sur la Route No 17 sur une distance approximativement de cinq cent soixante-dix-neuf pieds (579′) et comprenant seize arpents et demi, plus ou moins, borné comme suit: en front, vers le nord-est, par la Route No 17, d'un côté vers le nord-ouest par une partie du lot numéro 1864 et une partie du lot numero 1865 dudit cadastre, d'un autre côté vers le sud-est par une partie du lot numéro 1868 et à l'arrière vers le sud-ouest par le lot numéro 1867, tous lots dudit cadastre; à distraire dudit lot numéro 1866 la partie vendu au ministre de la Voirie de Québec en vertu d'un acte de vente passé devant J. Robert Besner, notaire, le quatre avril mil neuf cent trente et un (1931) et enregistré à Vaudreuil sous le numéro 49074.

The land being a part of cadastral lot number one thousand eight hundred and sixty-six (pt. No. 1866) upon the official plan and book of reference of the parish of St-Michel de Vaudreuil, located and fronting Highway No. 17 for a distance of approximately five hundred and seventy-nine (579) feet and containing sixteen and a half arpents more or less, bounded as follows: in front toward the northeast, by Highway No. 17, on one side toward the northwest, by part of lot number 1864 and part of lot number 1865 of said cadastre, on the other side toward the southeast, by part of lot number 1868 and at the rear toward the southwest, by lot number 1867, all lots of said cadastre; to substract from said lot number 1866 the part sold to the Minister of Roads of Québec, in virtue of a deed of sale passed before J. Robert Besner, notary, on the fourth of April nineteen hundred and thirty-one (1931) and registered at Vaudreuil under number 49704.

Rôle Roll	Propriétaire Proprietor	Cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interest
4-56	Mme-Mrs. Jacob Mukamal *& al*..... Isaac Mukamal, Joseph Mukamal, Sassoon Mukamal, Ernest Mukamal, Steven Mukamal, Dame Mary Murad, Filler Manufacturing Company Ltd.....	P. 1751, P. 1752...	$4,409.61	$2,380.41	$ 796.19

Une certaine étendue de terrain, faisant partie du lot numéro mille sept cent cinquante et un (Ptie 1751) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Vaudreuil, de forme irrégulière et bornée comme suit:

En front au sud-est par le chemin public (Chemin de la Petite Rivière) d'un côté au sud-ouest par le lot numéro mille sept cent quarante-neuf, en arrière, au nord-ouest par une partie du lot numéro mille sept cent cinquante-deux et de l'autre côté au nord-est par le lot numéro mille sept cent cinquante-quatre et de nouveau au sud-est et de nouveau au nord-est par une autre partie dudit lot numéro mille sept cent cinquante et un (Ptie 1751) réservée par le vendeur;

Mesurant trois cent quatorze pieds et quatre dixièmes de pied (314.4′) mesurée le long de la limite nord-ouest du chemin public dans sa ligne sud-est; quatre mille cent trente deux pieds (4,132.0′) dans sa ligne sud-ouest; cinq cent quatre-vingt-six pieds (586′) en arrière dans sa ligne nord-ouest; trois mille huit cent quatorze pieds et huit dixièmes de pied (3,814.8′) dans une ligne nord-est; deux cent quatre-vingt-un pieds et cinq dixièmes de pied (281.5′) et quatre cent cinquante pieds (450.0) mesurés le long des limites nord-ouest et sud-ouest de ladite partie du lot numéro mille sept cent cinquante et un (Ptie 1751) réservée par le vendeur dans ses lignes sud-est et nord-est respectivement; Contenant une superficie de deux millions, trois cent trente quatre mille deux cent cinquante-cinq pieds carrés (2,334,255.0) mesures anglaises ou soixante-trois arpents carrés et quarante-trois centièmes d'arpent carré (63.43 arp. car.);

Une certaine étendue de terrain faisant partie du lot numéro mille sept cent cinquante deux (P. 1752) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Vaudreuil, de figure irrégulière, et bornée comme suit:

Au sud-est par la partie du lot numéro mille sept cent cinquante et un ci-haut décrite; au sud-ouest par le lot numéro mille sept cent quarante-neuf et une autre partie dudit lot numéro mille sept cent cinquante-deux, au nord-est, par les lots numéros mille sept cent cinquante-cinq et mille sept cent cinquante-quatre. Mesurant cinq cent quatre-vingt-six pieds (586.0′) dans sa ligne sud-est; deux cent dix-sept pieds (217′) six cent soixante-dix-neuf pieds et cinq dixièmes de pied (679.5′) et mille cent quatre pieds et un dixième de pied (1,104.1′) dans ses lignes sud-ouest et mille huit cent soixante-dix-huit pieds (1,878.0) dans sa ligne nord-est; Contenant une superficie de sept cent quarante-huit mille huit cent quatre-vingt-douze pieds carrés (748,892.0) mesures anglaises ou vingt arpents carrés et trente cinq centièmes d'arpent carré (20.35 arp. cra.) La superficie totale des parties des lots ci-haut décrites est de quatre-vingt-trois arpents carrés et soixante-dix-huit centièmes d'arpent carré (83.78 arp. car.);

Un certain emplacement faisant partie du lot originaire numéro dix-sept cent cinquante et un (P. 1751) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse

A certain piece of land, being part of lot number one thousand seven hundred and fifty-one (P. 1751) on the official plan and book of reference of the parish of Vaudreuil, of an irregular form and bounded as follows:

In front on the southeast by the public road (Petite Rivière Road) on one side on the southwest by lot number one thousand seven hundred and forty-nine, in the rear on the northwest by a part of lot number one thousand seven hundred and fifty-two and on the other side on the northeast by lot number one thousand seven hundred and fifty-four and again on the southeast and northeast by another part of said lot number one thousand seven hundred and fifty-one (P. 1751) reserved by the vendor;

Measuring three hundred and fourteen feet and four tenths of a foot (314.4′) measured along the northwest limit of the public road on its southeast line; four thousand one hundred and thirty-two feet (4,132.0′) on its southwest line; five hundred and eighty-six feet (586′) in the rear on its northwest line; three thousand eight hundred and fourteen feet and eight tenths of a foot (3,814.8′) on a northeast line; two hundred and eighty-one feet and five hundredths of a foot (281.5′) and four hundred and fifty feet (450.0) measured along the northwest and southwest limits of the said part of lot number one thousand seven hundred and fifty-one (P. 1751) reserved by the vendor on its southeast and northeast lines respectively; Containing an area of two million, three hundred and thirty-four thousand two hundred and fifty-five square feet (2,334,255.0) English measure or sixty-three square arpents and forty-three hundredths of a square arpent (63.43 sq. arpents);

A certain strip of land being part of lot number one thousand seven hundred and fifty-two (P. 1752) on the official plan and book of reference of the parish of Vaudreuil, of an irregular figure, and bounded as follows:

On the southeast by the part of lot number one thousand seven hundred and fifty-one hereabove described; on the southwest by lot number one thousand seven hundred and forty-nine and another part of said lot number one thousand seven hundred and fifty-two, on the northeast, by lots numbers one thousand seven hundred and fifty-five and one thousand seven hundred and fifty-four. Measuring five hundred and eighty-six feet (586.0′) on its southeast line; two hundred and seventeen feet (217′) six hundred and seventy-nine feet and five tenths of a foot (679.5′) and one thousand one hundred and four feet and one tenth of a foot (1,104.1′) on its southwest lines and one thousand eight hundred and seventy-eight feet (1,878.0) on its northeast line; Containing an area of seven hundred and forty-eight thousand eight hundred and ninety-two square feet (748,892.0) English measure or twenty square arpents and thirty-five hundredths of a square arpent (20.35 sq. arpents). The total area of the parts of lots hereabove described is of eighty-three square arpents and seventy-eight hundredths of a square arpent (83.78 sq. arpents).

That certain emplacement forming part of original lot number seventeen hundred and fifty-one (P. 1751) on the official plan and book of reference of the parish

Vaudreuil, de forme irrégulière et borné en front au sud-est par le chemin public, d'un côté au sud-ouest par le lot numéro 1749, à l'arrière au nord-ouest par une partie du lot numéro 1752 d'un autre côté au nord-est par le lot numéro 1754, et encore au sud-est et au nord-est par une autre partie dudit lot numéro 1751 réservé par l'auteur du cédant, et mesurant trois cent quatorze pieds et quatre dixièmes de pied le long de la limite nord-ouest du chemin public sur sa ligne sud-est, quatre mille cent trente-deux pieds sur sa ligne sud-ouest, cinq cent quatre-vingt-six pieds à l'arrière sur sa ligne nord-ouest, trois mille huit cent quatorze pieds et huit dixièmes de pied sur sa ligne nord-est, deux cent quatre-vingt-un pieds et cinq dixièmes de pied et quatre cent cinquante pieds mesure prise le long des limites nord-ouest et sud-ouest des parties du lot 1751 réservées par l'auteur du cédant, sur ses lignes sud-est et nord-est et nord-est respectivement, et comprenant une superficie totale de deux millions trois cent trente-quatre mille deux cent cinquante-cinq pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, ce qui équivaut à soixante-trois arpents et quarante-trois centièmes d'un arpent carré; et

Un certain emplacement faisant partie du lot originaire numéro dix-sept cent cinquante-deux (P. 1752) auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Vaudreuil, de forme irrégulière et borné au sud-est par une partie du lot 1751 décrit ci-dessus, au sud-ouest par le lot numéro 1749 et une autre partie dudit lot numéro 1752, au nord-est par les lots numéros 1755 et 1754.

Mesurant cinq cent quatre-vingt-six pieds sur sa ligne sud-est, deux cent dix-sept pieds six cent soixante-dix-neuf pieds et cinq dixièmes de pied, et mille cent quatre pieds et un dixième de pied sur ses lignes sud-ouest, et mille huit cent soixante-dix-huit pieds sur sa ligne nord-est, et comprenant une superficie totale de sept cent quarante-huit mille huit cent quatre-vingt-douze pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, ce qui équivaut à vingt arpents et trente-cinq centièmes d'un arpent.

La superficie totale desdites parties des lots 1751 et 1752 est de quatre-vingt-trois arpents et soixante-dix-huit centièmes d'un arpent.

À distraire: partie du lot 1752 vendue par expropriation au Ministère de la Voirie enrégistrement numéro 111401.

of Vaudreuil, of irregular figure, and bounded in front to the southeast by the public road, one one side to the southwest by lot number 1749, in rear to the northwest by a part of lot number 1752 and on the other side to the northeast by lot number 1754, and again to the southeast and again to the northeast by another part of said lot number 1751 reserved by the auteur of the transferor, and measuring three hundred and fourteen feet and four tenths of a foot along the northwest limit of the public road in its southeast line, four thousand one hundred and thirty-two feet in its southwest line, five hundred and eighty-six feet in rear in its northwest line, three thousand eight hundred and fourteen feet and eight tenths of a foot in its northeast line, two hundred and eighty-one feet and five-tenths of a foot and four hundred and fifty feet measured along the northwest and southwest limits of the parts of lot 1751 reserved by the auteur of the transferor, in its southeast and northeast and northeast lines respectively, and containing a total superficial area of two million three hundred and thirty-four thousand two hundred and fifty-five square feet, English measure and more or less being equivalent to sixty-three arpents and forty-three hundredths of a square arpent; and

That certain emplacement forming part of original lot number seventeen hundred and fifty-two (P. 1752) on the said official plan and book of reference of the parish of Vaudreuil, of irregular figure and bounded to the southeast by part of lot 1751 hereinabove described, to the southeast by lot number 1749 and another part of said lot number 1752, to the northeast by lot numbers 1755 and 1754.

Measuring five hundred and eighty-six feet in its southeast line, two hundred and seventeen feet, six hundred and seventy-nine feet and five tenths of a foot, and one thousand one hundred and four feet and one-tenth of a foot, in its southwest lines, and one thousand eight hundred and seventy-eight feet in its northeast line, and containing a total superficial area of seven hundred and forty-eight thousand eight hundred ninety-two square feet English measure and more or less, being equivalent to twenty arpents and thirty-five hundredths of an arpent.

The total superficial area of the said parts of lots 1751 and 1752 being eighty-three arpents and seventy-eight hundredths of an arpent.

To withdraw: part of lot 1752 sold under expropriation to the Department of Roads, registered under number 111401.

Rôle Roll	Propriétaire Proprietor	Cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interest
4-59	Mme-Mrs. Jacob Mukamal *& al*..... Mike Barzel, Joseph Mukamal, Sasson Mukamal, Ernest Mukamal, Steven Mukamal, Dame Murad, Saleh Shoret, Sulim Barzel, Isaac Mukamal, Dame Yvonne Rejwan....	P. 1754, P. 1755...	$4,952.23	$1,982.43	$ 930.40

Une certaine partie de terrain, faisant partie du lot numéro dix-sept cent cinquante-quatre (P. 1754) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Vaudreuil, de figure irrégulière, et bornée comme suit: En front vers le sud-est par un chemin public, d'un côté vers le nord-est par le terrain du Chemin de Fer Canadien Pacifique, en arrière vers le nord-ouest par le lot numéro 1755 ci-après décrit et de l'autre côté vers le sud-ouest par parties des lots 1751 et 1752, mesurant en front sur le chemin public cinq cent quatre-vingt-six pieds et cinq dixièmes de pied (586.5′); cinq mille trois cent quatre-vingt-huit pieds et un dixième de pied (5,388.1′) dans sa ligne nord-est; cinq cent soixante-dix-sept pieds et six dixièmes de pied (577.6′) en arrière dans sa ligne nord-ouest et cinq mille cent trente-trois pieds et huit dixièmes de pied (5,133.8′) dans sa ligne sud-ouest, contenant une superficie de deux millions huit cent quatre-vingt-treize mille six cent sept pieds carrés (2,893,607.0′) mesures anglaises ou soixante-dix-huit arpents carrés et soixante-trois centièmes d'arpent carré (78.63);

Le lot numéro dix-sept cent cinquante-cinq (1755) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Vaudreuil, de figure irrégulière et borné comme suit: vers le sud-est par une partie du lot 1754, vers le sud-ouest par une partie du lot numéro 1752, vers le nord-ouest par le lot numéro 1877, vers le nord-est par les lots 1798, 1797 et 1796. Mesurant cinq cent soixante-dix-sept pieds et six dixièmes de pied (577.6′) dans sa ligne sud-est, mille cent cinquante deux pieds (1,152.0′) dans sa ligne sud-ouest, six cent trente-quatre pieds

A certain piece of land being part of lot number one thousand seven hundred and fifty-four (P. 1754) on the official plan and book of reference of the parish of Vaudreuil, of an irregular figure, and bounded as follows: In front on the southeast by a public road, on one side on the northeast by the land of the Canadian Pacific Railway, in the rear on the northwest by lot number 1755 hereafter described and on the other side on the southwest by parts of lots 1751 and 1752, measuring in front on the public road five hundred and eighty-six feet and five tenths of a foot (586.5′); five thousand three hundred and eighty-eight feet and one tenth of a foot (5,388.1′) on its northeast line; five hundred and seventy-seven feet and six tenths of a foot (577.6′) in the rear on its northwest line and five thousand one hundred and thirty-three feet and eight tenths of a foot (5,133.8′) on its southwest line, containing an area of two million eight hundred and ninety-three thousand six hundred and seven square feet (2,893,607.0′) English measure or seventy-eight square arpents and sixty-three hundredths of a square arpent (78.63);

Lot number one thousand seven hundred and fifty-five (1755) on the official plan and book of reference of the parish of Vaudreuil, of an irregular figure and bounded as follows: on the southeast by a part of lot 1754, on the southwest by a part of lot number 1752, on the northwest by lot number 1877, on the northeast by lots 1798, 1797 and 1796. Measuring five hundred and seventy-seven feet and six tenths of a foot (577.6′) on its southeast line, one thousand one hundred and fifty-two feet (1,152.0′) on its southwest line, six

et six dixièmes de pied (634.6′) dans sa ligne nord-ouest et neuf cent trente-cinq pieds et neuf dixièmes de pied (935.9′) dans sa ligne nord-est, contenant en superficie six cent huit mille deux cent soixante-dix-neuf pieds carrés (608,279.0′) mesures anglaises ou seize arpents et cinquante-trois centièmes d'arpent carré (16.53′);

La superficie totale des lots numéros P. 1754 et 1755 est de quatre-vingt-quinze arpents et seize centièmes d'arpent carré (95.16) mesures anglaises.

À distraire: partie du lot originaire 1754 et partie du lot orignaire 1755; enregistrement numéro 113246.

hundred and thirty-four feet and six tenths of a foot (634.6′) on its northwest line and nine hundred and thirty-five feet and nine tenths of a foot (935.9′) on its northeast line, containing in area six hundred and eight thousand two hundred and seventy-nine square feet (608,279.0′) English measure or sixteen arpents and fifty-three hundredths of a square arpent (16.53′);

The total area of lots numbers P. 1754 and lot number 1755 is of ninety-five arpents and sixteen hundredths of a square arpent (95.16) English measure.

To withdraw: part of original lot 1754 and part of original lot 1755: registration number 113246.

Rôle Roll	Propriétaire Proprietor	Cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interest
4-66	Beroute Vaitkunaire & *Uxor*	1759-11, 1757-5	$ 22.72	$ 26.66	$ 5.96
4-76	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-16	22.30	46.15	5.95
4-77	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-17	23.39	48.34	6.18
4-83	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-23	22.72	44.16	5.99
4-93	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-33 1759-46	22.72	44.17	5.99
4-132	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-72	37.20	79.87	9.46
4-133	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-73	34.23	73.90	8.81
4-156	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-97	24.97	48.34	6.47
4-157	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-98	25.09	48.34	6.51
4-181	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-122	23.78	46.15	6.24
4-182	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-123	23.79	46.15	6.24
4-183	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-124	23.91	46.15	6.24
4-188	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-129	23.97	46.15	6.27
4-213	Guy Guenot	1757-154 1759-134	18.17	44.04	4.38
4-216	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-157, 1759-143	22.72	43.83	5.99
4-222	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-163	22.72	43.82	5.99
4-223	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-164, 1759-162	22.72	43.83	5.99
4-227	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-168, 1759-172	22.72	43.83	5.99
4-228	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-169	22.72	43.83	5.99
4-229	Vgudreuil Dev. Corp.	1757-170	22.72	43.83	5.99
4-230	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-171, 1759-181	22.72	43.83	5.99
4-234	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-175, 1759-210	22.72	43.83	5.99
4-237	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-178, 1759-222	22.72	43.83	5.99
4-240	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-181	22.72	43.93	5.99
4-247	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-188	24.00	46.04	6.28
4-248	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-189	22.72	43.83	5.99
4-249	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-190, 1759-254	22.72	43.83	5.99
4-250	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-191	23.85	46.04	6.24
4-251	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-192	22.72	43.83	5.99
4-252	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-193, 1759-263	22.72	43.83	5.99
4-254	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-195	22.94	43.83	6.04
4-262	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-202	22.76	43.83	5.99
4-262	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-203	22.72	43.83	5.99
4-263	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-204, 1759-306	22.72	43.83	5.99
4-265	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-206	22.72	43.83	5.99
4-266	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-207, 1759-318	22.72	43.83	5.99
4-268	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-209	22.72	43.83	5.99
4-273	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-214	22.68	43.83	5.98
4-274	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-215	22.67	43.83	5.97
4-275	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-216	22.64	43.83	5.97
4-276	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-217	22.61	43.83	5.96
4-283	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-224	22.79	43.83	6.01
4-284	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-225	22.80	43.83	6.01
4-285	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-226	22.78	43.83	6.00
4-286	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-227	22.74	43.83	6.00
4-289	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-230	26.08	50.36	6.74
4-290	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-231	37.73	70.94	9.41
4-292	Mme-Mrs. Demitri Lazorou	1757-233	34.60	26.66	13.02
4-293	Vaudreuil Dev. Corp.	1757-234, 1759-332	25.98	50.39	6.70
4-301	Oswald O'Reilly	P. 1759	389.85	539.67	78.85

Une terre située en la paroisse de Vaudreuil, dans le rang de la Petite Rivière, connue et désignée sous le numéro dix-sept cent cinquante-neuf (No 1759) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de St-Michel de Vaudreuil, avec maison et autres bâtisses y érigées.

Cette terre de forme irrégulière, contient environ soixante arpents en superficie, et est bornée vers le sud-est par la Petite Rivière Quinchien, vers le nord-ouest par le lot numéro 1760 appartenant à J. Boileau, vers le sud-ouest par le lot numéro 1757 ci-après décrit, et vers le nord-est par le numéro 1761 appartenant à la succession Liboire Constant.

À distraire: partie de lot 1759 à Bonne Terre Limited, suivant le contrat numéro 81898.

À distraire: partie de lot 1759 à la Corporation de la ville de Vaudreuil, suivant le contrat numéro 109102.

A piece of land situated in the parish of Vaudreuil, in the Petite Rivière Range, known and designated under number one thousand seven hundred and fifty-nine (No. 1759) on the official plan and book of reference of the said parish of St-Michel de Vaudreuil, with a house and other buildings erected thereon.

This piece of land is of an irregular form, contains about sixty arpents in area, and is bounded on the southeast by Petite Quinchien River, on the northwest by lot number 1760 belonging to J. Boileau, on the southwest by lot number 1757 hereafter described, and on the northeast by number 1761 belonging to the Liboire Constant Estate.

To withdraw: Part of lot 1759 belonging to Bonne Terre Limited, according to contract number 81898.

To withdraw: Part of lot 1759 belonging to the corporation of the town of Vaudreuil, according to contract number 109102.

4-312	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-16	23.84	46.03	6.24
4-320	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-24	22.72	43.83	5.99
4-322	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-26	22.72	43.83	5.99
4-332	Tibor Rigo & Martha Fraknoy	1759-p. 44, 1759-45	51.88	78.20	19.48

Un terrain vague situé dans la municipalité de Saint-Michel de Vaudreuil, comté de Vaudreuil, se composant de:

A vacant piece of land situated in the municipality of St-Michel de Vaudreuil, county of Vaudreuil, composed of:

a) la moitié sud-ouest du lot numéro quarante-quatre de la subdivision du lot originaire mille sept cent cinquante-neuf (1759-s.o. ½ p. 44) au cadastre officiel de la paroisse Saint-Michel de Vaudreuil, mesurant vingt-cinq pieds (25′) de largeur sur cent pieds (100′) de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins et bornée comme suit: en front au nord-ouest par une rue projetée (lot numéro 1759-47), à l'arrière au sud-est par le lot numéro 1759-30, d'un côté au nord-est par le résidu ou partie nord-est dudit lot numéro 1759-44 et de l'autre côté au sud-ouest par le lot numéro 1759-45 décrit ci-après au paragraphe *b*); le tout audit cadastre officiel; et

b) le lot numéro quarante-cinq de la subdivision du lot originaire numéro mille sept cent cinquante-neuf (1759-45). audit cadastre officiel de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil.

Le tout ayant une superficie totale d'environ sept mille cinq cents pieds carrés (7,500 pi. ca.), mesure anglaise.

Telle que ladite propriété existe présentement avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte de la part du vendeur.

(*a*) The southwest half of lot number forty-four of the subdivision of original lot number one thousand seven hundred and fifty-nine (1759-S. W. ½ P. 44), on the official cadastre of the parish of St-Michel de Vaudreuil, measuring twenty-five feet (25′) in width by one hundred feet (100′) in depth, English measure and more or less and being bounded as follows: in front to the northwest by a proposed street (lot number 1759-47), in rear to the southeast by lot number 1759-30, on one side to the northeast by the remainder or northeast part of said lot number 1759-44 and on the other side to the southwest by lot number 1759-45 hereinafter described under paragraph "*b*"; all on the said official cadastre; and

(*b*) Lot number forty-five of the subdivision of original lot number one thousand seven hundred and fifty-nine (1759-45), on the said official cadastre of the parish of St-Michel de Vaudreuil.

The whole having a total superficial area of approximately seven thousand and five hundred square feet (7,500 sq. ft), English measure.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind on the part of the vendor.

Rôle Roll	Propriétaire Proprietor	Cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interest
4-334	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-48	$ 22.72	$ 43.83	$ 5.99
4-335	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-49	22.72	43.83	5.99
4-342	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-57	22.72	43.83	5.99
4-343	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-58	22.72	43.83	5.99
4-353	Camille Roussy	1759-69	22.72	35.62	5.99
4-354	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-70	22.72	43.83	5.99
4-387	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-105	22.72	43.83	5.99
4-399	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-118	22.72	43.83	5.99
4-400	Vgudreuil Dev. Corp.	1759-119	22.72	43.83	5.99
4-413	Guy Guenot	1759-133	18.17	42.11	4.38
4-416	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-137	22.72	43.83	5.99
4-417	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-138	22.72	43.83	5.99
4-418	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-139	22.72	43.83	5.99
4-420	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-141	22.72	43.83	5.99
4-421	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-142	22.72	43.83	5.99
4-434	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-157	22.72	43.83	5.99
4-435	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-158	22.72	43.83	5.99
4-436	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-159	22.72	43.83	5.99
4-440	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-164	22.72	43.83	5.99
4-441	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-165	22.72	43.83	5.99
4-442	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-166	22.72	43.83	5.99
4-443	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-167	22.72	43.83	5.99
4-444	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-168	22.72	43.83	5.99
4-445	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-169	22.72	43.83	5.99
4-446	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-170	22.72	43.83	5.99
4-447	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-171	22.72	43.83	5.99
4-448	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-173	22.72	43.83	5.99
4-449	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-174	22.72	43.83	5.99
4-450	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-175	22.72	43.83	5.99
4-451	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-176	22.72	43.83	5.99
4-452	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-179	22.72	43.83	5.99
4-453	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-177	22.72	43.83	5.99
4-454	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-178	22.72	43.83	5.99
4-455	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-180	22.72	43.83	5.99
4-460	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-186	22.51	43.83	5.93
4-461	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-187	22.55	43.83	5.94
4-466	Bento Delphino Casteliero	1759-192	21.89	12.46	5.70
4-468	Manuel Sabino de Sousa	1759-194	18.28	37.70	4.40
4-471	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-197	22.74	43.83	5.99
4-474	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-200	46.61	89.87	11.45
4-475	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-201	47.62	92.07	11.96
4-478	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-204	22.72	43.83	5.99
4-479	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-205	22.72	43.83	5.99
4-480	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-206	23.12	43.83	6.09
4-481	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-207	22.72	43.73	5.99
4-282	Vaudreuil Dev. Corp.	1750-208	22.72	43.83	5.99
4-483	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-209	22.72	43.83	5.99
4-486	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-213	22.72	43.83	5.99
4-487	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-214	22.72	43.83	5.99
4-488	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-215	22.72	43.83	5.99
4-489	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-216	22.72	43.83	5.99
4-490	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-217	22.72	43.83	5.99
4-493	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-220	22.72	43.83	5.99
4-494	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-221	22.72	43.83	5.99
4-496	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-224	23.80	46.04	6.22
4-497	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-225	22.72	43.83	5.99
4-498	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-226	22.72	43.83	5.99
4-499	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-227	22.72	43.83	5.99
4-507	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-236	22.72	43.83	5.99
4-511	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-240	22.72	43.83	5.99
4-512	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-241	22.72	43.83	5.99
4-513	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-242	22.72	43.83	5.99
4-514	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-243	22.72	43.83	5.99

Rôle Roll	Propriétaire Proprietor	Cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interest
4-517	René Cardinal	1759-247	$ 34.57	$ 52.12	$ 13.02
4-518	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-248	22.72	43.83	5.99
4-519	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-249	22.72	43.83	5.99
4-531	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-262	22.72	43.83	5.99
4-547	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-280	22.72	43.83	5.99
4-548	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-281	22.72	43.83	5.99
4-555	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-289	22.59	43.83	5.95
4-560	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-294	22.70	43.83	5.98
4-562	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-296	45.27	87.85	11.15
4-563	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-297	41.98	81.10	10.37
4-565	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-299	22.72	43.83	5.99
4-566	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-300	22.72	43.83	5.99
4-567	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-301	22.72	43.83	5.99
4-568	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-302	22.72	43.83	5.99
4-569	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-303	22.72	43.83	5.99
4-570	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-304	22.72	43.83	5.99
4-571	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-305	22.72	43.83	5.99
4-572	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-307	22.68	43.83	5.95
4-573	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-308	22.72	43.83	5.99
4-574	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-309	22.72	43.83	5.99
4-575	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-310	22.72	43.83	5.99
4-577	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-312	22.72	43.83	5.99
4-578	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-313	22.72	43.83	5.99
4-581	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-316	22.72	43.83	5.99
4-582	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-317	22.72	43.83	5.99
4-585	Werner A. Hellmut	1759-321	39.77	44.76	14.70
4-586	Werner A. Hellmut	1759-322	69.46	81.65	24.28
4-587	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-323	27.48	52.38	7.06
4-588	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-324	26.27	50.39	6.78
4-589	Werner A. Hellmut	1759-325	38.96	44.76	14.25
4-590	Werner A. Hellmut	1759-326	38.94	44.76	14.24
4-591	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-327	25.13	48.25	6.51
4-592	Vgudreuil Dev. Corp.	1759-328	25.98	48.25	6.47
4-593	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-329	24.91	48.25	6.44
4-594	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-330	24.91	48.25	6.44
4-595	Vaudreuil Dev. Corp.	1759-331	24.96	48.25	6.47
4-598	Vaudreuil Dev. Corp.	1761-p. 2	1,070.52	1,935.34	250.03

Un emplacement, avec maison et autres bâtisses y érigées, situé sur le côté sud-est du Boulevard de la Cité des Jeunes, en la ville de Vaudreuil, comté de Vaudreuil, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil sous le numéro deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro mille sept cent soixante et un (1761-2).

À distraire: partie de lot 1761-2 vendu à M. Aurèle Lafrance enregistrée sous le numéro 99717.

An emplacement with a house and other buildings erected thereon, situated on the southeast side of Cité des Jeunes Boulevard, in the town of Vaudreuil, county of Vaudreuil, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of St-Michel de Vaudreuil under number two of the official subdivision of original lot number one thousand seven hundred and sixty-one (1761-2);

To withdraw: part of lot 1761-2 sold to Mr. Aurèle Lafrance registered under number 99717.

4-604	Vaudreuil Dev. Corp.	1762-2	27.16	52.58	7.01
4-605	Vaudreuil Dev. Corp.	1763 p. 2, 1762 p...	9,602.91	12,480.02	2,101.91

Un terrain faisant partie des lots dix-sept cent soixante-deux et du lot numéro deux de la subdivision officielle du lot numéro dix-sept cent soixante-trois (P. 1762 et 1763-P. 2) et comprenant les subdivisions deux, trois, quatre, cinq et six dudit lot numéro 1763-2 (1763-2-1, 1763-2-2, 1763-2-3, 1763-2-5, 1763-2-6) du cadastre de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil, ledit terrain se décrivant comme suit:

Partant du point « A » situé sur la ligne de division des lots 1759 et 1762 à une distance de 190 pieds au nord-ouest du chemin public de là vers le nord-ouest une distance de 3374 pieds en suivant ladite ligne de division jusqu'au point « B », de là vers l'est une distance de 637.9' pieds en suivant la ligne de division des lots 1794 et 1762 jusqu'au point « C », de là vers le sud-est une distance de 1736.9 pieds en suivant la ligne de division des lots 1793 et 1763-3 d'une part et 1762 d'autre part, jusqu'au point « D », de là vers l'est une distance de 1,400.7 pieds en suivant la ligne de division des lots 1763-3 et 1763-2 jusqu'au point « E », de là vers le sud en suivant la limite est du lot numéro 1763-2 une distance de 917 pieds jusqu'au point « F », de là vers l'ouest une distance de 100 pieds en suivant la limite nord de la propriété Sabourin jusqu'au point « G », de là vers le sud une distance de 100 pieds en suivant la limite ouest de ladite propriété Sabourin, jusqu'au point « H », de là vers l'est une distance de 100 pieds en suivant la limite sud de la propriété Sabourin, jusqu'au point « I », de là vers le sud une distance de 40 pieds en suivant la limite est du lot 1763-3 jusqu'au point « J », de là, vers l'ouest une distance de 413 pieds en suivant la limite nord du terrain réservé à la commission scolaire jusqu'au point « K », de là vers le sud en suivant la limite ouest de la commission scolaire jusqu'au point « L » une distance de 814.9 pieds, de là, vers l'ouest en suivant la limite nord de la propriété d'Anjou, une distance de 114 pieds

A piece of land being part of lots one thousand seven hundred and sixty-two and lot number two of the official subdivision of lot number one thousand seven hundred and sixty-three (P. 1762 and 1763-P 2) and including subdivisions, two, three, four, five and six of said lot number 1763-2 (1763-2-1, 1763-2-2, 1763-2-3, 1763-2-5, 1763-2-6) of the cadastre of the parish of St-Michel de Vaudreuil, the said land described as follows:

Starting from point "A" situated on the division line of lots 1759 and 1762 a distance of 190 feet on the northwest of the public road thence to the northwest a distance of 3374 feet following the said division line to point "B", thence east a distance of 637.9' feet following the division line of lots 1794 and 1762 to point "C", thence southeast a distance of 1736.9 feet following the division line of lots 1793 and 1763-3 on one part and 1762 on the other, to point "D", thence east a distance of 1,400.7 feet following the division line of lots 1763-3 and 1763-2 to point "E", thence south following the east limit of lot number 1763-2 a distance of 917 feet to point "F", thence, west a distance of 100 feet following the north limit of the property of Sabourin to point "G", thence south a distance of 100 feet following the west limit of the said Sabourin property, to point "H", thence east a distance of 100 feet following the south limit of the Sabourin property, to point "I", thence south a distance of 40 feet following the east limit of lot 1763-3 to point "J", thence, west a distance of 413 feet following the north limit of the land reserved by the School Commission to point "K", thence south following the west limit of the School Commission to point "L" a distance of 814.9 feet, thence, west following the north limit of the property of Anjou, a distance of 114 feet to point "M" thence, south a distance of 100 feet following the west limit of the said Anjou property, to point "N" thence west following the north limit of the public road, a distance

jusqu'au point « M » de là, vers le sud une distance de 100 pieds en suivant la limite ouest de ladite propriété d'Anjou, jusqu'au point « N » de là, vers l'ouest en suivant la limite nord du chemin public, une distance de 304.9 pieds jusqu'au point « O », de là, vers le nord en suivant la limite est de la propriété O. Ménard une distance de 99.3 pieds jusqu'au point « P », de là, vers l'ouest en suivant la ligne nord de la propriété O. Ménard une distance de 90 pieds jusqu'au point « Q », de là, vers le nord en suivant la limite est de la propriété A. Charlebois, une distance de 66 pieds jusqu'au point « R », de là, vers l'ouest en suivant la limite nord de la propriété A. Charlebois, une distance de 148 pieds jusqu'au point « S », de là, vers le nord en suivant la limite est de la propriété R. Liboiron, une distance de 69 pieds jusqu'au point « T », de là, vers l'ouest en suivant la limite de la propriété R. Liboiron une distance de 178 pieds jusqu'au point « A » départ.

Correction numéro 1514, enregistré sous le numéro 98606, se lit comme suit:

Un terrain faisant partie des lots dix-sept cent soixante-deux et du lot numéro deux de la subdivision officielle du lot numéro dix-sept cent soixante-trois (P. 1762 et 1763 P. 2) et comprenant les subdivisions deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit et neuf (1762-2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9) et les subdivisions un, deux, trois, cinq et six dudit lot 1763-2 (1763-2-1, 1763-2-2, 1763-2 3, 1763-2-5, 1763-2-6) du cadastre de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil.

À distraire:

partie vendue à Mlle Judith Legault suivant le numéro d'enregistrement 89080;

partie vendue à Donat Rhéaume suivant le numéro d'enregistrement 89178;

partie vendue à M. Lionel Comtois suivant le numéro d'enregistrement 91779;

partie vendue à M. Paul Lalonde suivant le numéro d'enregistrement 91780;

partie vendue à la municipalité du village de Vaudreuil suivant le numéro d'enregistrement 92703;

partie vendue à la corporation municipale de la ville de Vaudreuil suivant le numéro d'enregistrement 108714;

partie vendue à Gelimo Construction Inc. suivant le numéro d'enregistrement 115015.

of 304.9 feet to point "O", thence, north following the east limit of the property of O. Ménard a distance of 99.3 feet to point "P", thence, west following the north line of the property of O. Ménard a distance of 90 feet to point "Q", thence, north following the east limit of the property of A. Charlebois a distance of 66 feet to point "R", thence, west following the north limit of the property of A. Charlebois, a distance of 148 feet to point "S", thence, north following the east limit of the property of R. Liboiron, a distance of 69 feet to point "T", thence, west following the limit of the property of R. Liboiron a distance of 178 feet to point "A" of departure.

Correction number 1514, registered under number 98606, reads as follows:

A piece of land being part of lots one thousand seven hundred and sixty-two and of lot number two of the official subdivision of lot number one thousand seven hundred and sixty-three (P. 1762 and 1763-P. 2) and including subdivisions two, three, four, five, six, seven, eight and nine (1762-2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 and 9) and subdivisions one, two, three, five and six of said lot 1763-2, (1763-2-1, 1763-2-2, 1763-2-3, 1763-2-5, 1763-2-6) of the cadastre of the parish of St-Michel de Vaudreuil.

To withdraw:

the part sold to Miss Judith Legault according to registration number 89080;

the part sold to Donat Rhéaume according to registration number 89178;

the part sold to Mr. Lionel Comtois according to registration number 91779;

the part sold to Mr. Paul Lalonde according to registration number 91780;

the part sold to she municipality of the village of. Vaudreuil according to registration number 92703;

the part sold to the municipal corporation of the town of Vaudreuil according to registration number 108714;

the part sold to Gelimo Construction Inc. according to registration number 115015.

Rôle Roll	Propriétaire Proprietor	Cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interest
4-612	Vaudreuil Dev. Corp.	1762-5	$ 33.02	$ 63.57	$ 8.32
À distraire: partie vendue à Gélimo Construction Inc. en vertu du numéro de contrat 115015.		To withsraw: the part sold to Gelimo Construction pursuant to contract number 115015.			
4-613	Vaudreuil Dev. Corp.	1762-7	51.89	122.72	13.03
4-615	Vaudreuil Dev. Corp.	1762-9, 1763-2-2	36.36	81.10	9.27
4-637	Jean-Louis Lauzon	1763-2-21 p. 2, 1763-2-22-1	398.85	552.56	95.54

Un emplacement ayant front sur la rue Abbé Groulx, (1763-2-27) en la ville de Vaudreuil, comté de Vaudreuil, mesurant en totalité soixante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur (60x100), et contenant en superficie six mille pieds carrés (6,000 p.c.) connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil, comme étant:

La subdivision numéro deux de la resubdivision numéro vingt et un de la subdivision numéro deux du lot originaire numéro mille sept cent soixante-trois (1763-2-21-2) mesurant quarante-quatre pieds et neuf dixièmes de pieds de largeur sur cent pieds de profondeur (44.9 x 100):

À distraire: partie vendue à monsieur Donat Laplante en vertu du numéro de contrat 111007.

An emplacement fronting on Abbé Groulx Street (1763-2-27) in the town of Vaudreuil, county of Vaudreuil, measuring in totality sixty feet in width by one hundred feet in depth (60′ x 100′), and containing in area six thousand square feet (6,000 sq. ft.) known and designated on the official cadastre of the parish of St-Michel de Vaudreuil, as being:

Subdivision number two of resubdivision number twenty-one of subdivision number two of original lot number one thousand seven hundred and sixty-three (1763-2-21-2) measuring forty-four feet and nine tenths of a foot in width by one hundred feet in depth (44.9 x 100):

To withdraw: the part sold to Mr. Donat Laplante pursuant to contract number 111007.

4-659	Gelimo Construction Inc.	1763-2-46	31.99	61.34	8.09
Quarante-six de la resubdivision du lot numéro deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro mille sept cent soixante-trois (1763-2-46); À distraire: partie vendue à monsieur Hervé Côté sous le numéro d'enregistrement 114640.		Forty-six of resubdivision of lot number two of the official subdivision of original lot number one thousand seven hundred and sixty-three (1763-2-46); To withdraw: the part sold to Mr. Hervé Côté under registration number 114640.			
4-660	Gelimo Construction Inc.	1763-2-47	31.99	61.34	8.09
4-661	Gélimo Construction Inc.	1763-2-48	31.99	61.34	8.09
4-662	Gelimo Construction Inc.	1763-2-49	31.99	61.34	8.09
4-663	Gelimo Construction Inc.	1763-2-50	31.99	61.34	8.09
4-664	Gelimo Construction Inc.	1763-2-51	31.99	61.34	8.09
4-665	Gelimo Construction Inc.	1763-2-52	31.99	61.34	8.09
4-667	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-54	2.27	4.34	1.31

Rôle Roll	Propriétaire Proprietor	Cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interest
4-668	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-55	$ 30.46	$ 59.15	$ 7.74
4-669	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-56	30.45	59.15	7.74
4-670	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-57	23.68	46.04	6.20
4-671	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-58	49.34	95.09	12.06
4-672	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-59	36.38	70.11	8.06
4-673	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-60	44.53	85.43	9.11
4-674	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-61	2.45	4.34	1.33
4-675	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-62	14.99	28.51	4.20
4-676	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-63	29.76	57.00	7.57
4-677	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-64	27.44	52.58	7.06
4-678	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-65	29.50	57.00	7.52
4-579	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-66	30.64	59.15	7.78
4-680	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-67	29.33	57.00	7.49
4-681	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-68	29.31	57.00	7.47
4-682	Vaudreuil Dev. Corp.	1762-2-69	29.48	57.00	7.53
4-683	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-70	28.61	54.81	7.32
4-684	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-71	30.53	59.15	6.93
4-688	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-75	31.76	63.57	8.04
4-689	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-76	29.33	57.00	7.47
4-690	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-77	32.96	63.57	8.32
4-691	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-78	31.88	61.34	8.09
4-692	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-79	30.72	59.15	7.80
4-693	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-80	28.26	54.81	7.26
4-694	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-81	28.26	54.81	7.26
4-695	Vaudreuil Dev. Corp.	1762-2-82	28.26	54.81	7.26
4-696	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-83	29.38	57.00	7.51
4-697	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-84	27.27	52.58	7.03
4-698	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-85	29.38	57.00	7.26
4-699	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-86	26.04	50.39	6.74
4-700	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-87	26.04	50.39	6.74
4-701	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-88	26.04	50.39	6.74
4-702	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-89	26.04	50.39	6.74
4-703	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-90	26.37	50.39	6.78
4-704	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-91	28.50	54.81	7.29
4-705	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-92	30.76	59.15	7.80
4-706	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-93	27.40	52.58	7.05
4-707	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-94	31.85	61.34	8.05
4-710	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-97	49.81	61.34	14.33
4-719	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-106	31.84	61.34	8.05
4-726	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-113	33.94	75.78	8.55
4-727	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-114	30.80	59.15	7.82
4-728	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-115	27.13	52.58	7.01
4-729	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-116	27.23	52.58	7.03
4-730	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-117	27.50	52.58	7.09
4-731	Vaudreuil Dev. Corp.	1763-2-118	26.02	50.52	6.73
5-29	Mme-Mrs. Clara L. McCubbin	34	41.73	41.52	8.92
5-34	Mme-Mrs. J.H. Finnerty	P. 41, p. 51, 93 à-to 96, p. 101 à-to 104	506.75	838.31	112.19

Un emplacement situé à Vaudreuil, et formé des lots numéros cinquante et un, cinquante-deux, quatre-vingt-treize, quatre-vingt-quatorze, quatre-vingt-quinze, cent un, cent deux, cent trois, partie de quatre-vingt-dix-huit, partie de quarante et un ,partie de cinquante-trois, partie de quatre-vingt-treize et partie de cent quatre (51, 52, 93, 94, 95, 101, 102, 103, P. 98, P. 41, P. 53, P. 93 et P. 104), aux plan et livre de renvoi officiels du village de Vaudreuil, avec une maison dessus:

Moins et à distraire des lots 51, 95 et 96, les parties vendues par feu Roméo St-Amour à J. Arthur Martin en vertu du contrat enregistré sous le numéro 61785; vendu à Médéric Hébert suivant acte enregistré sous le numéro 65122.

Moins et à distraire des lots 52, 53, 93 et 94 les parties vendues à Gaston Castonguay en vertu du contrat numéro 66856;

Moinset à distraire des lots 51, 52, 94 et 95 les parties vendues à J. U. Maisonneuve suivant acte enregistré sous le numéro 67885.

Ledit emplacement est borné en front, pour la partie où se trouve le chemin de communication du chemin public au résidu dudit emplacement, par la rivière Ottawa, partie par le terrain de M. Hébert, partie par le terrain de G. Castonguay & J. U. Maisonneuve, en arrière par les lots numéros deux, trois, quatre et cinq de la subdivision officielle du lot numéro cent du même cadastre, d'un côté au nord-est par les lots numéros cinquante, quatre-vingt-dix-sept, quatre-vingt-dix-neuf et cent du même cadastre et de l'autre côté au sud-ouest par les propriétés de G. Lafleur, H. Perras et Dame Ev. Sauvé.

An emplacement situated in Vaudreuil, and formed by lots numbers fifty-one, fifty-two, ninety-three, ninety-four, ninety-five, one hundred and one, one hundred and two, one hundred and three, part of ninety-eight, part of forty-one, part of fifty-three, part of ninety-three and part of one hundred and four (51, 52, 93, 94, 95, 101, 102, 103, P. 98, P. 41, P. 53, P. 93 and P. 104), on official plan and book of reference for the village of Vaudreuil, with a house thereon:

Less and to withdraw from lots 51, 95 and 96 the parts sold by late Roméo St-Amour to J.-Arthur Martin pursuant to contract registered under number 61785; sold to Médéric Hébert pursuant to deed registered under number 65122.

Less and to withdraw from lots 52, 53, 93 and 94, the parts sold to Gaston Castonguay pursuant to contract number 66856;

Less and to withdraw from lots 51, 52, 94 and 95, the parts sold to J.-U. Maisonneuve, pursuant to a deed registered under number 67885.

The said emplacement is bounded in front, for the part where is the communication road from the public road to the residue of said emplacement, by the Ottawa River, partly by the lot of land of G. Castonguay and J.-U. Maisonneuve, in rear by lots numbers two, three, four and five of the official subdivision of lot number one hundred of same cadastre, on a side on the north-east by lots numbers fifty, ninety-seven, ninety-nine and one hundred of the same cadastre and on the other side, on the southwest by the properties of G. Lafleur, H. Perras and Dame Ev. Sauvé.

5-50	Dame Zénon Dalfond, ½ ind. Madeleine, Andrée, Murielle, Monique, Gérard et-and Louise, ½ ind.	P. 44	35.95	40.79	7.93

Un terrain vague situé à l'intersection de la rue Ste-Angélique et de la rue Julienne-Gauthier-Besner dans la ville de Vaudreuil, comté de Vaudreuil connu et désigné comme étant une partie du lot numéro

A vacant lot situated at the intersection of Ste-Angélique Street and Julienne-Gauthier-Besner Street in the town of Vaudreuil, county of Vaudreuil, known and designated as forming part of lot number forty-

quarante-quatre (P. 44) au cadastre officiel du village de St-Michel de Vaudreuil, de figure irrégulière mesurant soixante-quinze (75′) pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds (90′) dans sa ligne sud-est et d'environ quatre-vingt-dix-pieds (90′) dans sa ligne nord-ouest; les lignes nord-ouest et sud-est sont à angle droit avec la ligne sud-ouest; et borné comme suit:

En front vers le sud-ouest par une partie du lot 44 appartenant à Roma Besner, formant l'intersection des rues Ste-Angélique et Julienne-Gauthier-Besner, d'un côté vers le nord-ouest par une autre partie dudit lot 44 appartenant à Roma Besner ou représentants, en arrière vers le nord-est par une partie du lot 43 du même cadastre appartenant à A. A. St-Aubin suivant acte enregistré à Vaudreuil sous le numéro 57251 et de l'autre côté vers le sud-est par une autre partie dudit lot 44 appartenant à William Dooley suivant acte enregistré sous le numéro 55094.

four (P. 44) on the official cadastre for the village of St-Michel de Vaudreuil, of irregular figure measuring seventy-five (75′) feet in width by a depth of ninety feet (90′) in its southeast line and about ninety feet (90′) in its northwest line; the northwest and southeast lines are at right angle with the southwest line; and bounded as follows:

In front towards southwest by part of lot 44 belonging to Roma Besner, forming the intersection of Ste-Angélique and Julienne-Gauthier-Besner streets, on a side towards northwest by another part of said lot 44 belonging to a Roma Besner or representatives, in rear towards northeast by part of lot 43 of same cadastre belonging to A. A. St-Aubin, pursuant to deed registered in Vaudreuil under number 57251 and on the other side towards southeast by another part of said lot 44 belonging to William Dooley, pursuant to a deed registered under number 55094.

Rôle Roll	Propriétaire Proprietor	Cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interest
5-59	Bernard Taylor	P. 44, P. 99, P. 100	$ 100.75	$ 84.54	$ 24.00

Un terrain faisant partie du lot quarante-quatre (P. 44) desdits plan et livre de renvoi officiels du village de St-Michel de Vaudreuil, renfermé dans les bornes suivantes: en front par le lot 47 et par partie du lot 97, d'un côté par le lot 99 et par partie du lot numéro 100, ci-après décrite et vendue, en arrière par une partie de la terre numéro 44 appartenant à Jos Besner, et d'autre côté, par la partie dudit lot 44 sus-décrite et vendue; ladite lisière de terrain ayant une profondeur de cent vingt pieds, plus ou moins, mesure anglaise, par la largeur s'étendant jusqu'au numéros 99 et 100.

Moins et à distraire la partie de 44 vendu à Pierre Déry en vertu de l'enregistrement numéro 92227, et corrigée par l'enregistrement 94387.

Un terrain portant le numéro quatre-vingt-six-neuf (P. 99) des plan et livre de renvoi officiels du village de St-Michel de Vaudreuil, contenant six perches en superficie, borné en front par partie du lot numéro 97 et par partie du lot numéro 96 d'un côté par le numéro 98 en arrière, par partie du lot numéro cent ci-après décrite et vendue et d'autre côté, par partie du lot numéro 44 sus-décrite et vendue. Moins et à distraire la partie vendue à Pierre Déry en vertu de l'enrégistrement Numéro 92227 et corrigée par l'enregistrement 94387.

Un terrain faisant partie du lot numéro cent (P. 100) des plan et livre de renvoi officiels du village de St-Michel de Vaudreuil, mesurant cinquante-quatre pieds de largeur par quatre vingt-quatre pieds de profondeur, plus ou moins, mesure française, le plus ou le moins devant tourner au profit ou à la perte dudit acquéreur: Laquelle partie de lot est bornée comme suit: En front par le lot 99 sus-décrit et vendu d'un côté par le lot numéro 101 en arrière, par une autre partie du lot numéro 100 et d'autre côté par la partie du lot numéro 44 sus-décrite et vendue.

Moins et à distraire partie vendue à Pierre Déry en vertu de l'enregistrement numéro 92227 et corrigé par l'enregistrement numéro 94387.

A lot of land forming part of lot forty-four (P. 44) on said official plan and book of reference for the village of St-Michel de Vaudreuil, enclosed in the following boundaries: In front by lot 47 and by part of lot 97, on a side by lot 99 and by part of lot number 100, hereinafter described and sold, in rear by part of far number 44 belonging to Jos. Besner, and on the other side by part of said lot 44 hereinabove described and sold; the said strip of land having a depth of one hundred and twenty feet, more or less, English measure, by the width extending as far as numbers 99 and 100.

Less and to withdraw the part of 44 sold to Pierre Déry pursuant to registry number 92227, and corrected by registration 94387.

A lot of land bearing number ninety-nine (P. 99) on official plan and book of reference for the village of St-Michel de Vaudreuil, containing six perches in area; bounded in front by part of lot number 97 and by part of lot number 96, on a side by lot number 98 in rear, by part of lot number one hundred hereinafter described and sold and on the other side, by part of lot number 44 hereinabove described and sold. Less and to withdraw the part sold to Pierre Déry pursuant to registration number 92227 and corrected by registration 94387.

A lot of land forming part of lot number one hundred (P. 100) on official plan and book of reference for the village of St-Michel de Vaudreuil, measuring fifty-four feet in width by eighty-four feet in depth, more or less, French measure, the more or the less having to turn into the profit or loss of the said purchaser: Which said part of lot is bounded as follows: In front by lot 99 hereinabove describe and sold, on a side by lot number 101, in rear, by another part of lot number 100 and on the other side by part of lot number 44 hereinabove described and sold.

Less and to withdraw a part sold to Pierre Déry pursuant to registration number 92227 and corrected by registration number 94387.

5-161	Albert Jasmin	156, 157	420.97	739.21	84.78
5-170	La Société Historique de Vaudreuil-Soulanges	164, 165	190.21		37.31
6-132	Gilles Daoust	P. 1840. P. 1831	462.60	1,117.79	148.15

Un emplacement, situé en la paroisse de Vaudreuil, et connu et désigné comme faisant partie du lot numéro dix-huit cent quarante (P. 1840) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Vaudreuil, mesurant quatre-vingt-quinze pieds de largeur en front sur une profondeur de cent cinquante pieds, mesure anglaise et plus ou moins, et borné en front par le chemin public, d'un côté par le terrain de la Commission Scolaire de Vaudreuil et de l'autre côté et en arrière par le résidu dudit lot 1840.

Une partie du lot originaire numéro mille huit cent trente et un (P. No 1831) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Michel de Vaudreuil formant un losange, mesurant neuf cent soixante pieds dans la ligne est, cinq cent soixante-quinze pieds dans la ligne ouest, trois cent trente-trois pieds dans la ligne sud, et environ trois cent soixante pieds dans la ligne nord, le tout mesure anglaise plus ou moins, borné au nord par la Trans-Canada, au sud par le lot numéro 1840, à l'est par le lot numéro 1841 et à l'ouest par le lot numéro 1831, sans bâtisse.

An emplacement, situated in the parish of Vaudreuil and known and designated as forming part of lot number eighteen hundred and forty (1840 P.), on official plan and book of reference for the parish of Vaudreuil, measuring ninety-five feet in width in front by a depth of one hundred and fifty feet, English measure and more or less, and bounded in front by the Public Road, on a side by the lot of land belonging to the School Commission of Vaudreuil and on the other side and in rear by the residue of the said lot 1840.

A part of the original lot number one thousand eight hundred and thirty-one (P. No. 1831) on official plan and book of reference for the parish of St-Michel de Vaudreuil forming a lozenge, measuring nine hundred and sixty feet in its east line five hundred and seventy-five in its west line, three hundred and thirty-three in its south line, and about three hundred and sixty feet in its north line, the whole English measure and more or less; bounded on the north by Trans-Canada, on the south by lot number 1840 on the east by lot number 1841 and on the west by lot number 1831, without building.

Une partie du lot originaire numéro mille huit cent quarante (P. 1840) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Michel de Vaudreuil mesurant deux mille quatre cent pieds dans les lignes est et ouest par trois cent soixante pieds de profondeur de l'est à l'ouest, le tout mesure anglaise plus ou moins, bornée au nord par le lot numéro 1831, au sud par la route No 17 à l'est par le lot numéro 1841 et à l'ouest par le lot numéro 1840;

Moins et à distraire une résidence et une partie de terrain mesurant deux cent trente pieds de largeur par cent cinquante pieds de profondeur propriété de Dame Anette Labelle.

Une partie du lot originaire numéro mille huit cent quarante (P. 1840) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Michel de Vaudreuil, mesurant trente-cinq pieds de largeur par cent cinquante pieds de profondeur, mesure anglaise plus ou moins, bornée au nord par le lot numéro 1840 et au sud par la route No 17.

Une partie du lot originaire numéro mille huit cent quarante (P. 1840) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Michel de Vaudreuil, mesurant cent cinquante pieds de largeur par deux cents pieds de profondeur, mesure anglaise plus ou moins bornée au nord par la route numéro 17 au sud, à l'est et à l'ouest par le lot numéro 1840, avec bâtisse dessus érigée.

A part of original lot number one thousand eight hundred and forty (P. 1840) on official plan and book of reference for the parish of St-Michel de Vaudreuil, measuring two thousand four hundred feet in its east and west lines by three hundred sixty feet in depth from east to west, the whole English measure and more or less; bounded on the north by lot number 1831, on the south by Route 17, on the east by lot number 1841 and on the west by lot number 1840.

Less and to withdraw a dwelling house and a part of land measuring two hundred and thirty feet in width by one hundred and fifty feet in depth, property of Dame Annette Labelle.

A part of original lot number one thousand eight hundred and forty (P. 1840) on official plan and book of reference for the parish of St-Michel de Vaudreuil, measuring thirty-five feet in width by one hundred and fifty feet in depth, English measure more or less; bounded on the north by lot number 1840 and on the south by Route No. 17.

A part of original lot number one thousand eight hundred and forty (P. 1840) on official plan and book of reference for the parish of St-Michel de Vaudreuil, measuring one hundred and fifty feet in width by two hundred feet in depth, English measure more or less; bounded on the north by Route No. 17, on the south, east and west by lot number 1840, with building thereon erected.

Rôle Roll	Propriétaire Proprietor	Cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interest
6-158	Mme-Mrs. Armand Favreau	1857, 1859	$ 794.55	$ 879.10	$ 148.35

Un terrain vague ayant front sur la route No 17 dans la paroisse de Vaudreuil, comté de Vaudreuil, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil comme étant:

Partie du lot numéro mille huit cent cinquante-sept (P. 1857), mesurant cent quatre-vingt-douze pieds de largeur sur sept cent vingt-huit pieds de profondeur (192 x 728) et contenant en superficie cent trente-neuf mille sept cent soixante-seize pieds carrés (139,776 pi. ca.) bornée comme suit: en front vers le nord-est par la route No 17 telle qu'actuellement élargie, suivant acte enregistré à Vaudreuil sous le numéro 48677, d'un côté vers le sud-est par la partie ci-après décrite du lot numéro 1859, en arrière vers le sud-ouest et de l'autre côté vers le nord-ouest par le lot numéro 1855 du même cadastre.

Partie du lot numéro mille huit cent cinquante-neuf (P. 1859), mesurant cent quatre-vingt-douze pieds (192') de largeur sur une profondeur de sept cent vingt-huit pieds (728') dans sa ligne nord-est et de sept cent quarante-trois pieds sans sa ligne sud-est, contenant en superficie cent quarante et un mille deux cent seize pieds carrés (141,216 pi. ca.) et bornée comme suit: en front vers le nord-est par la route No 17 telle qu'actuellement élargie, d'un côté vers le nord-ouest par la partie ci-haut décrite du lot No 1857, en arrière vers le sud-ouest et de l'autre côté vers le sud-est par le lot numéro 1860 du même cadastre.

A vacant lot fronting on Route No. 17 in the parish of Vaudreuil, county of Vaudreuil, known and designated on official cadastre for the parish of St-Michel de Vaudreuil as being: Part of lot number one thousand eight hundred and fifty-seven (P. 1857), measuring one hundred and ninety-two feet in width by seven hundred and twenty-eight feet in depth (192 x 728) and containing in area one hundred thirty-nine thousand seven hundred and seventy-six square feet (139,776 sq ft), bounded as follows: In front towards northeast by Route No. 17 as actually widened, pursuant to deed registered at Vaudreuil, under number 48677, on a side towards southeast by the hereafter described part of lot number 1859, in reat towards southwest and on the other side towards norshwest by lot number 1855 on same cadastre.

Part of lot number one thousand eight hundred and fifty-nine (P. 1859), measuring one hundred ninety-two feet (192') in width by a depth of seven hundred and twenty-eight feet (728') in its northeast line and of seven hundred and forty-three feet in its southeast line, containing in area one hundred and forty-one thousand two hundred and sixteen square feet (141,216 sq. ft), and bounded as follows: In front towards northeast by Route No. 17 as actually widened, on a side towards northwest by the hereinabove described part of lot number 1857, in rear towards the southwest and on the other side towards southeast by lot number 1860 on same cadastre.

6-287	Peter Grieve	1924-19	463.01	.....	97.83
6-310	Richard A. Rosenberg	1924-41	56.20	155.37	24.56
6-335	Hugh Jeffries	1925-P. 19	31.50	40.93	10.27

Un certain emplacement vague situé dans le village de Hudson Heights, comté de Vaudreuil, connu et désigné comme étant la partie nord-est de la subdivision numéro dix-neuf du lot originaire numéro mille neuf cent vingt-cinq (1925-P. n.e. 19) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, mesurant cent pieds (100') de largeur sur toute la profondeur dudit lot, à savoir cent quatre-vingts (180') pieds sur sa ligne nord-est, mesure anglaise, plus ou moins, et borné comme suit: en front vers le sud-est par la rue connue comme étant le lot 1925-37, à l'arrière vers le nord-ouest par une partie non subdivisé du lot originaire numéro 1927, d'un côté vers le sud-ouest par la partie résiduelle dudit lot 1925-19 appartenant au vendeur, et de l'autre côté vers le nord-est par le lot 1925-7, tous du même cadastre.

That certain vacant emplacement situated in the village of Hudson Heights, county of Vaudreuil, known and designated as the northeast part of the subdivision number nineteen of original lot number one thousand nine hundred and twenty-five (1925-n.e. P. 19) on the official plan and book of reference of the parish of St-Michel de Vaudreuil, measuring one hundred (100') feet in width by all the depth of the said lot, namely one hundred eighty (180') feet in its northeast line, English measure, more or less, and bounded as follows: in front towards the southeast by the street known as lot 1925-37, in rear towards the northwest by an unsubdivided part of original lot number 1927, on one side towards the southwest by the remaining part of said lot 1925-19 belonging to the vendor, and on the other side towards the northeast by lot 1925-7, all of the same cadastre.

6-425	Ann Kew Inc.	P. 2136	25.05	.....	7.58

Un certain emplacement vague situé à Hudson Heights, comté de Vaudreuil, sur le côté nord-est de la Route Montréal-Rigaud-Ottawa, faisant partie du lot connu et désigné comme étant le numéro deux mille

That certain vacant emplacement situated at Hudson Heights, county of Vaudreuil, on the northeast side of the Highway Montreal-Rigaud-Ottawa, forming part of the lot known and designated as number two

trente-six (P. 2036) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Michel de Vaudreuil, mesurant trois cent dix-neuf pieds de largeur en front sur environ trois cent pieds de profondeur (319 x 300), mesure anglaise, plus ou moins, et borné comme suit: en front vers le sud-ouest par la Route No 17 Montréal-Ottawa, à l'arrière vers le nord-est par le lot numéro deux mille trente-sept (2037) du même cadastre, d'un côté vers le sud-est par une autre partie dudit lot 2036 appartenant à D. Duquette ou représentants, en vertu d'un acte enregistré à Vaudreuil sous le numéro 70319, et de l'autre côté vers le nord-ouest par une autre partie dudit lot 2036 appartenant à John S. Brown ou représentants en vertu d'un acte enregistré à Vaudreuil sous le numéro 66815.

thousand and thirty-six (P. 2036) on the official plan and book of reference of the parish of St-Michel de Vaudreuil, measuring three hundred and nineteen feet in width in front by about three hundred feet in depth (319 x 300) English measure, more or less, and bounded as follows: in front towards the southwest by the Highway 17 Montreal-Ottawa, in rear towards the northeast by lot number two thousand and thirty-seven (2037) of the same cadastre, on one side towards the southeast by another part of said lot 2036 belonging to D. Duquette or representatives, by deed registered at Vaudreuil under number 70319, and on the other side towards the northwest by another part of said lot 2036 belonging to John S. Brown or representatives by deed registered at Vaudreuil under number 66815.

Rôle Roll	Propriétaire Proprietor	Cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interest
6-493	Ann Kew Inc.	P. 2042	48.20	354.86	14.12

Un certain lot vague situé dans la paroisse de Vaudreuil, comté de Vaudreuil, du côté nord-est de la Route Montréal-Rigaud-Ottawa, faisant partie d'un lot connu et désigné comme étant le numéro deux mille quarante-deux (P. 2042) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, mesurant deux cents pieds de largeur sur trois cents pieds de profondeur (200 x 300), mesure anglaise et borné comme suit: vers le nord-est par une partie du lot 2041, vers le sud-est par une partie du lot 1952, vers le sud-ouest et vers le nord-ouest par d'autres parties dudit lot 2042 appartenant à Melina Lauzon ou représentants. Avec un droit de passage à pied et en voiture sur une lisière de terrain de trente pieds de largeur (30′) pour communiquer de la propriété présentement en vente et la Route Montréal-Ottawa, tel qu'établi à un acte enregistré à Vaudreuil sous le numéro 73571.

That certain vacant lot situated in the parish of Vaudreuil, county of Vaudreuil, on the northeast side of the highway Montreal-Rigaud-Ottawa, forming part of the lot known and designated as number two thousand and forty-two (P. 2042) on the official plan and book of reference of the parish of St-Michel de Vaudreuil, measuring two hundred feet in width by three hundred feet in depth (200 x 300), English measure, and bounded as follows: towards the northeast by part of lot 2041, towards the southeast by part of lot 1952, towards the southwest and towards the northwest by other parts of said lot 2042 belonging to Melina Lauzon or representatives. With a right of way on foot and with vehicles on a strip of land of thirty feet of width (30′) to communicate from the presently sold property of the Highway Montreal-Ottawa, as established by deed registered at Vaudreuil under number 73571.

6-431	Mme-Mrs. Paul Legault	.....	28.72	103.91	6.56

Un terrain vague situé à Hudson Heights comté de Vaudreuil, faisant partie du lot sous le numéro deux mille trente-six (P. 2036) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil;

Cet emplacement mesure deux cent huit pieds de largeur, mesure anglaise, plus ou moins, sur toute la profondeur qu'il peut y avoir entre la route Montréal-Rigaud-Ottawa et le lot deux mille trente-sept (2037) du même cadastre et est borné comme suit: en front vers le sud-ouest par la route Montréal-Rigaud-Ottawa, en arrière vers le nord-est par le lot 2037 du même cadastre, d'un côté vers le nord-ouest par l'emplacement appartenant à Charles-Émile Giroux et décrit au paragraphe 10 de l'acte enregistré à Vaudreuil sous le numéro 71219, et de l'autre côté vers le sud-est par une partie dudit lot 2036 appartenant à Dame Mélina Lauzon. Le tout sans bâtisse.

A vacant lot of land situated in Hudson Heights, county of Vaudreuil, forming part of a lot under number two thousand and thirty-six (P. 2036) on official plan and book of reference for the parish of St-Michel de Vaudreuil; this emplacement measures two hundred and eight feet in width, English measure, more or less, by all the depth that may exist between Montreal-Rigaud-Ottawa Route and the lot two thousand and thirty-seven (2037) on same cadastre and it is bounded as follows: In front, towards southwest by the Montreal-Rigaud-Ottawa Route, in rear towards northeast by lot 2037 on same cadastre, on a side towards northwest by the emplacement belonging to Charles-Emile Giroux and described in paragraph 10 of the deed registered at Vaudreuil under number 71219, and on the other side towards southeast by a part of said lot 2036 belonging to Dame Mélina Lauzon, the whole without building.

6-450	Chs-Auguste Giroux	P. 2036	286.68	642.46	55.09

Un terrain vague ayant front sur la route No 17 à Hudson Heights, comté de Vaudreuil, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro deux mille trente-six (P. 2036) au cadastre officiel de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil, mesurant cent pieds de largeur (100′) sur toute la profondeur qu'il peut y avoir entre la route No 17 et la terre de Clifford Hodgson, et borné comme suit: en front vers le nord-est par la route No 17, Montréal-Rigaud-Ottawa, en arrière vers le sud-ouest par le lot numéro deux mille trente-cinq (2035) appartenant à Clifford Hodgson, ou représentants,d'un côté vers le sud-est par une partie dudit lot deux mille trente-six (2036) appartenant à Gordon Mielke suivant acte enregistré à Vaudreuil sous le numéro 73901, et de l'autre côté vers le nord-ouest par une autre partie du même lot deux mille trente-six (2036) appartenant au vendeur.

A vacant lot of land fronting on Route 17 to Hudson Heights, county of Vaudreuil, forming part of the lot known and designated under number two thousand and thirty-six (P. 2036) on official cadastre for the parish of St-Michel de Vaudreuil, measuring one hundred feet in width (100′) by all the depth that may exist between Route No. 17 and the farm of Clifford Hodgson, and bounded as follows: In front towards the northeast by Montreal-Rigaud-Ottawa Route 17, in rear towards southwest by lot number two thousand and thirty-five (2035) belonging to Clifford Hodgson, or representatives, on a side towards southeast by a part of said lot two thousand and thirty-six (2036) belonging to Gordon Mielke, pursuant to a deed registered at Vaudreuil under number 73901, and on the other side towards northwest by another part of same lot two thousand and thirty-six (2036) belonging to the vendor.

1-218	Veterans' Land Act. a/s-c/o M.-Mr Lawrence Robertson	P. 125	153.57	346.36	36.98

Une certaine partie de terrain situé dans la province de Québec, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cent vingt-cinq (P. 125) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Vaudreuil, mesurant en front et en arrière deux cents pieds de largeur sur une profondeur de quatre cent trente-six pieds, le tout mesure anglaise et plus ou moins, et borné en front par la route Montréal-Toronto, en arrière et

A certain part of land situated in the Province of Québec, known and designated as forming part of lot number one hundred and twenty-five (125) on official plan and book of reference for the parish of Vaudreuil, measuring in front and in rear two hundred feet in width by a depth of four hundred and thirty-six feet, the whole English measure and more or less, and bounded in front by the Montreal-Toronto Route, in rear

d'un côté par le résidu du terrain appartenant au vendeur et étant une autre partie dudit lot numéro125 et de l'autre côté par le chemin public ou chemin de la montée, le tout sans bâtisse.

and on one side by the residue of the lot of land belonging to the vendor and being another part of said lot number 125 and on the other side by the Public Road or Montée Road, the whole without building.

Rôle Roll	Propriétaire Proprietor	Cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interest
1-233	Ernest Ménard: (Dame Berthe Bourbonnais épouse-wife Willie Ménard et-and Ernest Ménard)	P. 1706B	$ 38.39	$ 93.82	$ 15.32

Les deux tiers (2/3) indivis d'une terre à bois située dans la ville de Vaudreuil, comté de Vaudreuil, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro mille sept cent six B (1706B) au cadastre officiel de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil, mesurant quatre-vingt-seize pieds (96') anglais de largeur sur toute la profondeur qu'il peut y avoir entre le chemin public et la paroisse de St-Lazare; bornée comme suit: en front, vers le sud-est par le chemin public, en arrière, vers le nord-ouest par la Rivière Quinchien, d'un côté vers le nord-est par le lot 1706A du même cadastre et de l'autre côté vers le sud-ouest par le résidu dudit lot 1706B.

The undivided two thirds (2/3) of a wooded land situated in the town of Vaudreuil, county of Vaudreuil, forming part of lot known and designated under number one thousand seven hundred and six B (1760B) on official cadastre for the parish of St-Michel de Vaudreuil, measuring ninety-six English feet, (96') in width by all the depth that may exist between the Public Road and the parish of St-Lazare; bounded as follows: In front, towards southeast by the Public Road, in rear, towards northwest by Quinchien River, on a side towards northeast by lot 1706A on same cadastre and on the other side towards southwest by the residue of said lot 1706B

3-67	Willmor Discount Corp.	P. 1898	1,469.10	458.69	290.38

Une terre à bois située dans la paroisse de Vaudreuil, comté de Vaudreuil, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro mille huit cent quatre-vingt-dix-huit (P. 1898) au cadastre officiel de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil, contenant en superficie vingt arpents, plus ou moins, sans garantie de mesures précises, le plus ou le moins, devant tourner au profit ou à la perte de l'acquéreur de part et d'autre, et bornée comme suit: en front vers le nord et nord-est, par une coulée séparant cette terre à bois du terrain de Prosper Proulx, ou représentants, vers le sud et sud-ouest par les emplacements de Avila Denis et Alcide Pilon, ou représentats, et au sud-est par la rivière Quinchien en suivant les sinuosités de cette rivière.

A wooded land situated in the parish of Vaudreuil, county of Vaudreuil, forming part of the lot known and designated under number one thousand eight hundred ninety-eight (P. 1898) on official cadastre for the parish of St-Michel de Vaudreuil, containing in area twenty arpents, more or less, without guarantee as precise measurement, the more or less having to turn into the profit or loss of the purchaser on both parts and bounded as follows: in front towards north and northeast, by a running flow dividing this wooded land from the lot of land of Prosper Proulx or representatives, towards the south and southwest by the emplacements of Avila Denis and Alcide Pilon, or representatives, and on the southeast by Quinchien River by following the sinuosities of this river.

Vaudreuil, ce 31 juillet 1970.
Le secrétaire-trésorier,
35668-32-2-o J. A. Yvon Lavoie, o.m.a.

Vaudreuil, July 31, 1970.
J. A. Yvon Lavoie, o.m.a.,
35668-32-2 *Secretary-Treasurer.*

INDEX No 32

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

1592 — Création d'une Direction Générale de l'Énergie au Ministère des Richesses Naturelles 4499
1592 — Creation of a Power Branch in the Department of Natural Resources 4499
1593 — Création d'une Direction de l'Électricité et la nomination d'un directeur de l'Électricité 4500
1593 — Creation of an Electricity Section and the Appointment of a Director of Electricity 4500
2808 — Alimentation, détail, St-Hyacinthe 4497
2808 — Food, Retail, St-Hyacinthe 4497
2809 — Coiffeurs, Valleyfield 4498
2809 — Hairdressers, Valleyfield 4498
2810 — Accessoires de mode, Ile de Montréal 4498
2810 — Fashion Accessories, Island of Montreal 4498
2811 — Robe, Province 4498
2811 — Dress, Province 4498
2824 — Règlement relatif à l'article 1 du bill 31, 1970 (*Loi modifiant la Loi du ministère de la Santé et la Loi du ministère de la Famille et du Bien-Être social*) 4497
2824 — Regulations respecting section 1 of Bill 31, 1970 (*An Act to amend the Health Department Act and the Family and Social Welfare Department Act*) 4497
2825 — Assurance-maladie (*modifications aux règlements concernant la loi de l'assurance-maladie*) 4501
2825 — Health Insurance Act (*Amendments to the regulations respecting the Health Insurance Act*) 4501

AVIS divers — ***MISCELLANEOUS Notices***

Estate of Jean-Jacques Mailloux (*Benefit of inventory*) 4489
Kénogami, cité – city (*Requête – Petition*) 4490
Succession Jean-Jacques Mailloux (*Bénéfice d'inventaire*) 4489

CHANGEMENT DE NOM — Loi du

Demandes

Abramovitch, Abie 4491
Ravistsky, Michael 4491

CAISSES d'épargne et de crédit / ***SAVINGS and credit unions***

Caisse populaire de Maniwaki (La) (*Ext. terr.*) 4496
Caisse populaire Ducharme (*Dissolution*) 4496

COMPAGNIES / ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des / ***Notices relatives to the Act of***

Autorisées à faire des affaires / ***Licensed to do Business***

Citicorp Leasing International, Inc. 4497
Hershey Foods Corporation 4496

Chartes — demandes d'abandon de / ***Charters — Application for Surrender of***

Auto Renew Ltd. 4490
Auto Renew Shoppes Ltd. 4490
B.T.R. Cosmétiques inc. 4490
Compagnie d'aqueduc St-Maurice inc. (La) 4490
Distribution de publications de Montréal inc. 4490
Matte (Raymond) limitée 4491
O.I.R. inc. (L') 4505
Pétroles de Valleyfield ltée (Les) 4489
Pincourt Investments Ltd. 4490
Quincaillerie Orsainville inc. 4489
Restaurants « La Caravelle » inc. 4491
Stanhar Holdings Inc. 4491

Divers / ***Miscellaneous***

Chambre d'immeubles de la Rive-Sud (St-Laurent) inc. (La) (*Nom ch.*) 4492
Foyer Valin inc. (*Régl.-By-laws*) 4492
Institut des techniques des associations incorporée (*Règl.-By-laws*) 4492
Pavillon Louvain inc. (*Règl.-By-laws*) .. 4492
South Shore (St-Lawrence) Real Estate Board inc. (*Name ch.*) 4492

Lettres patentes / ***Letters Patent***

Abattoir Mailhot inc. 4440
Accessoires d'auto Roberval ltée 4440
Adanac Cleaners Inc. 4441
Aerodynamics Inspecting Co. (Québec) Limited 4441
Agences P. & G. inc. (Les) 4441
Agences touristiques de Gaspé inc. (Les) 4442
Ameublements Galmo inc. 4442
Association des parents des élèves du Conservatoire de musique de Trois-Rivières (L') 4443
Association professionnelle des Pharmaciens du Saguenay — Lac St-Jean inc. 4443
Assurances Proteau inc. 4443
B. & L. Design Ltd. 4444
Bas Diane inc. (Les) 4444
Beau-Geste Investments Ltd. 4476
Bergen inc. 4444
Bernier & Day ltée 4445
Bikini Boutique Inc. 4445
Blain (Rosaire) inc. 4445
Boulanger excavation inc. 4446

CHANGEMENT DE NOM — Loi du

Applications:

Boutique Le Module inc. (La) 4446
Boutique Marie-Pierre inc. 4446
Boutique Mil inc. 4447
Boutique Serane inc. 4447
Brais Service Station Inc. 4447
Buanderie Trans-Gaspésienne inc. 4448
C & F Specialty Sales Inc. 4448
Cadet Cleaners Limited 4448
Cantines Juneau ltée (Les) 4449
Carle (Léo) inc. 4449
Carrier Auto Parts (1970) Inc. 4449
Chez Henri, centre d'amusement & de fêtes inc. 4464
Club Datsunamis de Québec inc. (Le) .. 4450
Club de chasse et pêche Beaulieu et Hardy inc. 4450
Club des loisirs-danse Le Marquis inc. . 4451
Club de tennis d'Alma inc. 4451
Club Performance Napierville (PERNA) inc. 4451
Club Pro-fi-co limitée 4451
Club social T.C.L. inc. 4452
Colonie de vacances de Rémigny inc. .. 4452
Community Legal Services Inc. 4453
Compagnie terre armée T.N. inc. 4453
Contrôle L.F. (1970) ltée 4453
Côté & Son Welding Inc. 4483
Cot-Mar Enterprises Ltd. 4457
D.K.I. Enterprises Corporation Ltd. ... 4454
Dixie Super Market Inc. 4484
Dauphine, haute coiffure jeunesse inc. (La) 4454
Destouro Enterprises Ltd. 4454
Disques Eureka inc. (Les) 4455
Drummond Textile Ltd. 4455
E H C O Electronic Inc. 4455
Eastern Parking Inc. 4456
École de voile du club de Yacht de Québec inc. (L') 4456
Elenco Productions Inc. 4456
Entreprise Deslandres inc. 4457
Entreprises Béland inc. (Les) 4457
Entreprises Cot-Mar ltée (Les) 4457
Entreprises Destouro ltée (Les) 4454
Entreprises G.G.R.L. inc. (Les) 4458
Entreprises Giopigi inc. (Les) 4458
Entreprises Joseph inc. (Les) 4466
Entreprises T. Levert ltée (Les) 4458
Erik of Copenhagen Salon Boutique Inc. 4459
Eurimport (Montreal) Inc. 4459
Fédération de la Balle molle du Québec inc. 4459
Ferdier inc. 4460
Ferme Massicotte inc. 4460
Fil d'argent de Gatineau inc. (Le) 4460
Fondations J.-Ls Courcy, inc. (Les) 4461
Fonds Maréchal inc. 4461
Foyer jeunesse de St-Prime inc. 4462
G.L.B. transport inc. 4462
Gagnon Auto Parts (1970) Inc. 4462
Gaspé Tourist Agencies Inc. 4442
Gaudet (C.J.) inc. 4462
Gestion Modulaire inc. 4463
Gicamar inc. 4463
H.K.W. Distributors Ltd. 4463
Henry's Fun & Party Centre Inc. 4464
Ideal Amusements (Montreal) Inc. 4464
Imexcan Inc. 4464

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Imprimerie Idéale inc. 4465
Imprimerie Mont-Laurier ltée 4465
Investissements L'O-Vin ltée (Les) 4465
Jibos inc. 4466
Joseph Enterprises Inc. 4466
Kebcan Enterprises Inc. 4466
Kebecon Construction Inc. 4467
Kelly Fiberfab Ltd. 4467
Kiba inc. 4467
L.F. Control (1970) Ltd. 4453
Laboratoire de recherches en relations industrielles LRRI inc. 4468
Lavage de vitres Paul inc. 4468
Lavallée (Rémy) automobiles inc. 4468
Layton's (WM) Audio Inc. 4469
LeBlond (Michel) & associés ltée 4469
Lefebvre & Castonguay inc. 4469
Lengacher (Alfred) Inc. 4470
Liberté, Chambres Blanches, ltée 4470
Liberty White Rooms Ltd. 4470
Ligue des propriétaires de St-Colomban, inc. (La) 4471
Logis MAZIM-UN inc. 4471
Lupimar inc. 4471
M.G.T. inc. 4472
M.T. Petroleum Inc. 4472
Maritime Fisheries of Québec Ltd. 4475
Marquis de Richemont inc. (Le) 4472
MAXIM-UN Homes Inc. 4471
Melmar Holding Corp. 4473
Mercerie Chez Marcel (Senneterre) inc. 4473
Messageries de presse Nord-Sud ltée (Les) 4473
Metro Fotocomp inc. 4474
Metropolitan Mobile Home Transport Inc. 4474
Nettoyeurs Adanac inc. 4441
Montreal Sanitary Service Ltd. 4481
Pâtisserie De Chavigny inc. 4474
Paul Window Cleaning Inc. 4468
Pavage Abenakis ltée 4475
Pêcheries maritimes du Québec ltée 4475
Picard & Lapierre automobile inc. 4475
Placements Beau-Geste ltée (Les) 4476
Placements St-Paul ltée 4479
Productions cinéfilms inc. (Les) 4476
Productions Elenco inc. (Les) 4456
Promotek Inc. 4476
R.B. Industrial Clothing Inc. 4477
Racine (Armand) inc. 4477
Rendez-Vous 6801 inc. 4477
Rosita Hosiery Sales Co. Ltd 4478
SLM inc. 4478
SMES Holding Corporation 4478
St. Paul Investments Ltd. 4479
Ste-Thérèse Datsun automobile inc. 4479
Sabourin (Jean-Guy) inc. 4479
Sanair International Drag Strip Inc. 4480
Sanair, piste d'accélération internationale inc. 4480
Savex Discount Services Ltd. 4480
Service de livraison G. Lemay inc. 4481
Service sanitaire de Montréal ltée 4481
Scholle (R.) inc. 4481
Services d'escompte Savex ltée (Les) 4480
Services juridiques Communautaires inc. (Les) 4453
Seven-Up Joliette inc. 4481
Société d'expertises et de recommandations financières (S.E.R.F.) inc. 4482
Society for the Preservation and Encouragement of Barbershop Quartet Singing in America (Montreal Chapter) Incorporated (The) 4482
Soudure Côté & fils inc. 4483
Sturdy Realty Corp. 4483
Super Marché Dixie inc. 4484
Therrien (Gaëtan) inc. 4484
Thetford Diesel Inc. 4484
Trottier Tire Service (Cap de la Madeleine) Inc. 4485
Unico inc. 4485
Uniformes Drolet inc. 4485
United Aviation Services Limited 4486
Urbec inc. 4486
Valeurs Concorde ltée (Les) 4486
Value Mart Inc. 4487
Vanguy ltée 4487
Ventes spécialisées C & F inc. 4448
Vitrerie des Monts inc. 4487
Wallace (Ben R.) Inc. 4487
Westmounting Productions Inc. 4488
William Sales Agencies Inc. 4488

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Clinique médico-esthétique Gérard J. Léonard inc. 4493
Coplas inc. 4493
Desjardins (Raymond) inc. 4494
Domain Publications Limited 4494
East Trinity Mining Corporation 4492
Gélinas (William) inc. 4493
Lilklar Holdings Ltd. 4494
Park Avenue Commercial Centre Ltd. 4494
Pekuniar inc. 4493
Publications Domaine limitée (Les) 4494
Rolartic Mines Ltd. 4493
Société immobilière Thierry inc. 4494
Treitel Enterprises Ltd. 4495
Treitel Frankel Properties Ltd. 4495
Turco Sales Ltd. 4495
Ventes Turco ltée 4495

LIQUIDATION — ***WINDING up***
avis de — ***Notices***

Caisse populaire de St-Julien (La) 4504
Caisse populaire Desjardins de N.D. de l'Isle Verte (La) 4504
Caisse populaire Desjardins de St-Léandre (La) 4504
Northern Terrazo & Tile Reg'd 4504

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTS***
Affaires municipales — ***Municipal Affairs***

Outremont, cité-city (*Amend.*) 4505

Éducation — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

Colombourg (*Dem.– Appl.*) 4495
Kénogami (*Dem. Appl.*) 4496
St-Cléophas (*Dem.-Appl.*) 4496

Institutions financières, compagnies et coopératives — ***Financial Institutions, Companies and Cooperatives***

Assurance: — *Insurance:*

Gamble Alden Life Insurance Company (*Permis-License*) 4507
Principale du Canada, compagnie d'assurance-vie (*Permis*) 4508
Principal Life Insurance Company of Canada (*License*) 4508

Industrie et commerce — ***Industry and Commerce***

Avis de pêche aux coquillages 4506
Shell fishing notices 4506

Terres et Forêts — ***Lands and Forests***

Cadastre: — *Cadastre:*

Gaspé, village 4508
Lussier, canton-township 4508
Montreal, cité-city (Quartier-Ward Ste-Anne) 4508
Notre-Dame de la Victoire, par 4508
St-Mathieu de Beloeil, par 4509
St-Mathieu de Beloeil, par 4509

PROCLAMATION — ***PROCLAMATION***

Land titles Act in certain electoral districts to the cadastre of Allright Island, electoral district of the Magdalen Islands 4509
Titres de propriété dans certains districts électoraux au cadastre de l'Ile Allright, district électoral des Iles-de-la-Madeleine 4509

SOUMISSIONS— demandes de — ***TENDERS— request for***

Bécancour, ville-town 4521
Bélair, ville-town 4523
Cap-de-la-Madeleine, c.s.-s.c. 4511
Châteauguay-Centre, ville-town 4516
Outaouais, c.s.r.-c.s.b 4525
Pointe-Claire, ville-town 4512
St-Camille-de-Lellis, par 4519
Ste-Dorothée, c.s.-s.c 4514

VENTES — ***SALES***

SHÉRIFS — ***SHERIFFS***

Québec — ***Québec***

Canadian Petrofina Ltd. *vs* Jobin 4527
Drouin *vs* Tourbière Champlain ltée (La) 4527
Pormico ltée *vs* Fournier & Pascal 4528

Terrebonne — ***Terrebonne***

Labelle (A.) *vs* O'Keefe 4529
Sills (Normand) *vs* Selsbourg Golf Club Inc 4529

Taxes — ***Taxes***

Châteauguay-Centre, ville – town 4531
St-Eustache, ville-town 4530
Trois-Pistoles, ville – town 4531
Vaudreuil, ville-town 4531